

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 16 août 1958

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1958.

Québec, le 21 juin 1958.

L'Imprimeur de la Reine,
48009-25-11-o RÉDEMPTI PARADIS.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 16th, 1958

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1958.

Quebec, June 1st, 1958.

RÉDEMPTI PARADIS,
48009-25-11-o Queen's Printer.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.

41502 — 1-52-o

will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.

41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 12266-58)

Adola Sales and Distributing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1958, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriquées en

Letters Patent

(A.G. 12266-58)

Adola Sales and Distributing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1958, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of

tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, mercerie, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues, peintures, œuvres d'art, produits alimentaires et de beauté, de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Adola Sales and Distributing Inc.", avec un capital-actions divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 10681-58)

Aeterna Construction Limited
Aeterna Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: Paul Lavigueur, comptable, Henri Lavigueur, industriel, tous deux de Ville Mont-Royal, Raymond Côté et Jean-Paul Côté, entrepreneurs-constructeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Aeterna Construction Limited — Aeterna Construction Limitée", avec un capital total de $7,500, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12392-58)

Appartements du Jardin Ltée
Garden Apartments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, Alan Golden, gérant, tous deux d'Outremont et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Ile Perrot, pour les objets suivants:

Administrer, posséder, acheter, développer, louer, prendre en échange, ou autrement acquérir des propriétés immobilières ou intérêts en icelles, sous le nom de "Appartements du Jardin Ltée — Garden Apartments Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12297-58)

Atlas Industrial Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, haberdashery, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, food, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Adola Sales and Distributing Inc.", with a capital stock divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10681-58)

Aeterna Construction Limited
Aeterna Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, incorporating: Paul Lavigueur, accountant, Henri Lavigueur, industrialist, both of the Town of Mount-Royal, Raymond Côté, and Jean-Paul Côté, building contractors, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate; to operate a business as general building contractors, under the name of "Aeterna Construction Limited — Aeterna Construction Limitée", with a total capital stock of $7,500, divided into 150 common shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12392-58)

Appartements du Jardin Ltée
Garden Apartments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, incorporating: Louis Orenstein, advocate, Alan Golden, manager, both of Outremont, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile-Perrot, for the following purposes:

To administer, own, purchase, develop, lease, take in exchange or otherwise acquire, immoveable property or interest therein, under the name of "Appartements du Jardin Ltée — Garden Apartments Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12297-58)

Atlas Industrial Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1958, constituant en corporation: Paul Ladouceur, marchand, Mme Paul Ladouceur, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Paul Ladouceur, et Maurice Martel, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, de merceries, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits comestibles, chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et des forêts, sous le nom de "Atlas Industrial Products Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4723, rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12211-58)

Barry Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1958, constituant en corporation: George Nemeroff, vendeur, Seymour Machlovitch, avocat, tous deux de Montréal, et Philip Bell, comptable agréé, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de portefeuille et placements, sous le nom de "Barry Investments Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,

48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12265-58)

C. & H. Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1958, constituant en corporation: Leib Finkelstein, épicier, Chwela Finkelstein, gérante, épouse séparée de biens dudit Leib Finkelstein, Harry Finkelstein, gérant, et Ryfka Finkelstein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Finkelstein, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et acquérir la subdivision 1-29, cadastre N° 122, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du village incorporé de Côte des Neiges, portant le numéro civique 5520 avenue Victoria, Montréal, sous le nom de "C. & H. Realty Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1958, incorporating: Paul Ladouceur, merchant, Mrs. Paul Ladouceur, secretary, wife separate as to property of the said Paul Ladouceur, and Maurice Martel, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To operate and industry and business dealing in products, articles and merchandise made in all or in part of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and their by-products, of drygoods, animal, minerals, precious stones soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, food, chemical and beauty products, produce of the each, sea and forests, under the name of "Atlas Industrial Products Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $10 each and into 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 4723 Hochelaga St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1958.

P. FRENETTE,

48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12211-58)

Barry Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1958, incorporating: George Nemeroff, salesman, Seymour Machlovitch, advocate, both of Montreal, and Philip Bell, chartered accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment corporation, under the name of "Barry Investments Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,

48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12265-58)

C. & H. Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1958, incorporating: Leib Finkelstein, grocer, Chwela Finkelstein, manageress, wife separate as to property of the said Leib Finkelstein, Harry Finkelstein, manager, and Ryfka Finkelstein, housewife, wife separate as to property of the said Harry Finkelstein, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase and acquire subdivision 1-29, cadastral No. 122, on the official plan and book of reference of the parish of the incorporated village of Côte des Neiges, bearing civic number 5520 Victoria Avenue, Montreal, under the name of "C. & H. Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and into 360 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 6810 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 11718-58)

Collard et Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Dame Emma Harvey, ménagère, veuve, rentière, Jules Collard, gérant, Jacques Collard, étudiant, Raoul Collard et Bertrand Collard, commis, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de bois, finance et prêts, immeubles et isolants, sous le nom de "Collard et Frères Limitée", avec un capital total de $225,000, divisé en 1,000 actions communes de $100 chacune et en 1,250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12382-58)

Construction Val Joli Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: L.-Réal Gagnon, courtier en assurances, de Laprairie, Armand Lamoureux, courtier en placements, de St-Lambert, et Léopold Lacroix, entrepreneur général, de Ville LeMoyne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction et comme agents d'immeubles; exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Construction Val Joli Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12201-58)

Conway Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1958, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Morris M. Weiner et Sidney Cutler, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction, amélioration et placements, sous le nom de "Conway Realties Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 ac-

The head office of the company will be at 6810 St. Lawrence boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11718-58)

Collard et Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Dame Emma Harvey, housewife, widow, annuitant, Jules Collard, manager, Jacques Collard, student, Raoul Collard and Bertrand Collard, clerk, all of Alma, for the following purposes:

To carry on operations dealing in lumber, finance, loans, real estate and insulation, under the name of "Collard et Frères Limitée", with a total capital stock of $225,000, divided into 1,000 common shares of $100 each and into 1,250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12382-58)

Construction Val Joli Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, incorporating: L.-Réal Gagnon, insurance broker, of Laprairie, Armand Lamoureux, investment broker, of St-Lambert, and Léopold Lacroix, general contractor, of Ville LeMoyne, for the following purposes:

To carry on as building contractors and as real estate agents; to operate a business dealing in building materials, under the name of "Construction Val Joli Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12201-58)

Conway Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1958, incorporating: Marcus Meyer Sperber, Queen's Counsel, of Westmount, Morris M. Weiner and Sidney Cutler, of Montreal, all advocate, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, improvement and investment company, under the name of "Conway Realties Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided

tions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 18 avenue Gladstone, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 11067-58)

Coquette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: Jean-Paul Ste-Marie, avocat, d'Outremont, Claude Beauvais, avocat, et Monique Bordeleau, sténographe, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements, sous le nom de "Coquette Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12228-58)

Daytona Motor Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1958, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, de Ville Mont-Royal, Louis Freedman, Conseil en Loi de la Reine, de la ville Côte St-Luc, tous deux avocats, et Sadie Gersovitz, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de motocyclette, voitures automobiles, pièces de moteur, camions automobiles, canots automobiles, appareils de radio, refrigérateurs, bicyclettes et accessoires, sous le nom de "Daytona Motor Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 624 rue Bord de l'Eau, Sainte-Dorothée, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12383-58)

Développement Val Joli Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: L.-Réal Gagnon, courtier en assurances, de Laprairie, Armand Lamoureux, courtier en placements, de St-Lambert, et Léopold Lacroix, entrepreneur général, de ville LeMoyne, pour les objets suivants:

into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 18 Gladstone Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11067-58)

Coquette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, incorporating: Jean-Paul Ste-Marie, advocate, of Outremount, Claude Beauvais, advocate, and Monique Bordeleau, stenographer, spinster of full age, of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in clothing under the name of "Coquette Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12228-58)

Daytona Motor Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1958, incorporating: Irwin Aaron Frankel, of the Town of Mount Royal, Louis Freedman, Queen's Counsel, of the town of Côte St. Luc, both advocates, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To deal in motorcycles, motor cars, motor trucks, motor parts, motor boats, radios, refrigerators, bicycles and accessories, under the name of "Daytona Motor Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 624 Bord de l'Eau Street, Sainte-Dorothée, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12383-58)

Développement Val Joli Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, incorporating: L.-Réal Gagnon, insurance broker, of Laprairie, Armand Lamoureux, investment broker, of St-Lambert, and Léopold Lacroix, general contractor, of Ville LeMoyne, for the following purposes:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de "Développement Val Joli Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12263-58)

Ellendale Converters Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Max Coblentz, Samuel Royce Altrows, avocats, William Arlo Lister, chef, tous trois de Montréal, et Joseph-A. Allard, surintendant, de Verdun, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tissus et articles vestimentaires, sous le nom de "Ellendale Converters Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 11972-58)

Ernest Crépeault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1958, constituant en corporation: François Wilhelmy, Bernard Cousineau, avocats, et Annette Daveluy, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Ernest Crépeault Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7,700, boulevard Yves Prévost, Ville D'Anjou, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12150-58)

Esdee Development Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: Alfred N. Segall, John L. Liberman, Pearl Charnetsky, fille majeure, tous trois avocats, et Eva E. Levi, secrétaire, épouse séparée de biens de Leo Levi, et autorisée aux fins des présentes par son dit époux, tous de Montréal, pour les objets suivants:

To operate a business dealing in real estate; to carry on business as building contractors, under the name of "Développement Val Joli Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of a par value of $10 each and into 750 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12263-58)

Ellendale Converters Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Max Coblentz, Samuel Royce Altrows, advocates, William Arlo Lister, chef, all three of Montreal, and Joseph-A. Allard, superintendent, of Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics and wearing apparel, under the name of "Ellendale Converters Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11972-58)

Ernest Crépeault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1958, incorporating: François Wilhelmy, Bernard Cousineau, advocates, and Annette Daveluy, secretary, of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate; to carry on a business as general contractors in construction, under the name of "Ernest Crépeault Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7,700 Yves Prévost Boulevard, Town of D'Anjou, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12150-58)

Esdee Development Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: Alfred N. Segall, John L. Liberman, Pearl Charnetsky, spinster of the full age of majority, all three advocates, and Eva E. Levi, secretary, wife separate as to property of Leo Levi, and by her said husband duly authorized hereto, all of Montreal, for the following purposes:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Esdee Development Co.", avec un capital total de $2,000, divisé en 2,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12191-58)

Facella Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1958, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Leonard Liverman, Julius Briskin, avocats, Max Shrier, gérant, et Jack Klineberg, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Facella Investments Corporation", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12341-58)

Facile Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1958, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin et Arthur A. Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de "Facile Construction Inc.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12293-58)

Federated Holding Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch et Melvin Salmon, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Federated Holding Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordi-

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Esdee Development Co.", with a total capital stock of $2,000, divided into 2,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12191-58)

Facella Investments Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1958, incorporating: Arthur Yanofsky, Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, Max Shrier, Manager, and Jack Klineberg, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Facella Investments Corporation", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,900 preferred shares of a par value of $10 each and into 1,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12341-58)

Facile Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1958, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin and Arthur A. Yanofsky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Facile Construction Inc.", with a capital stock divided into 100 shares having no nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be $500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12293-58)

Federated Holding Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch and Melvin Salmon, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Federated Holding Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 com-

naires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 11840-58)

Forar Tools & Drilling Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1958, constituant en corporation: André Goyer, vendeur, Louise Bernier Goyer, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Goyer, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Mildred Michael, teneuse de livres, épouse séparée de biens de Joseph Babb, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à forer et vendre des outils, outillage de forage et accessoires, sous le nom de "Forar Tools & Drilling Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 259 ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12346-58)

Fournier Motors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1958, constituant en corporation: Gérard Renaud, comptable agréé, Yvon Matte, C.G.A., tous deux de Québec, et Claude Boileau, comptable de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, sous le nom de "Fournier Motors Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 284, rue Wolfe, Lauzon, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 11604-58)

Fugère Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1958, constituant en corporation: Jacques Fugère, vendeur, de St-Jérôme, Jean-Paul Fugère, réalisateur, Roger Fugère, ajusteur d'assurance, et Maurice Gagnon, commis de bureau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Fugère

mon shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11840-58)

Forar Tools & Drilling Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1958, incorporating: André Goyer, salesman, Louise Bernier Goyer, housewife, wife separate as to property of the said André Goyer, and duly authorized by him for these presents, and Mildred Michael, bookkeeper, wife separate as to property of Joseph Babb, and duly authorized by him for these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of drilling and deal in tools, drilling equipment and its accessories, under the name of "Forar Tools & Drilling Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 259 Ontario Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12346-58)

Fournier Motors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1958, incorporating: Gérard Renaud, chartered accountant, Yvon Matte, C.G.A., both of Quebec, and Claude Boileau, accountant, of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles, under the name of "Fournier Motors Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 284 Wolfe St., Lauzon, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11604-58)

Fugère Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1958, incorporating: Jacques Fugère, salesman, of St-Jérôme, Jean-Paul Fugère, producer, Roger Fugère, insurance adjuster, and Maurice Gagnon, office clerk, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles; to carry on as garage-keepers, under the name of

Automobile Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 13989-57)

Gatineau Sled Dog Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Henriot Leblanc, vendeur, d'Ottawa, Eddy Derraugh, chauffeur de taxi, et Arthur Pagé, contremaître, de Hull, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de "Gatineau Sled Dog Club".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera 65, rue Maisonneuve, Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12210-58)

Hector Lavigne & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Hector Lavigne, commerçant, Madeleine B. Lavigne, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hector Lavigne, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Paul Turgeon, comptable, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles et ameublements de magasins de toutes sortes, sous le nom de "Hector Lavigne & Fils Inc.", avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12362-58)

Henri Gignac Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1958, constituant en corporation: Henri Gignac, constructeur, de St-Michel, Charles-E. Poirier, notaire, et Huguette Garneau, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom

"Fugère Automobile Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 comcom shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13989-57)

Gatineau Sled Dog Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Henriot Leblanc, salesman, of Ottawa, Eddy Derraugh, taxi chauffeur, and Arthur Pagé, foreman, of Hull, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Gatineau Sled Dog Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at 65 Maisonneuve, Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12210-58)

Hector Lavigne & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Hector Lavigne, tradesman, Madeleine B. Lavigne, housewife, wife separate as to property of the said Hector Lavigne, and duly authorized by him by these presents, and Paul Turgeon, accountant, al of Quebec, for the following purposes:

To operate a business dealing in furniture and store furnishing of all kinds, under the name of "Hector Lavigne & Fils Inc.", with a total capital stock $60,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12362-58)

Henri Gignac Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1958, incorporating: Henri Gignac, builder, of St-Michel, Charle-E. Poirier, notary, and Huguette Garneau, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on as builders and general building contractors under the name of "Henri Gignac

de "Henri Gignac Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7279A, 2ième avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12358-58)

Hochelaga Matériaux Construction et Machineries Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1958, constituant en corporation: Grégoire Perrault, entrepreneur, Paul Perrault, comptable, et Roger Demers, commis, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Commerce de matériaux de construction et d'équipement général, sous le nom de "Hochelaga Matériaux Construction et Machineries Limitée", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 161, rue St-Pierre, nord, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 11910-58)

Hôpital Général de L'Assomption

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Aza Souligny, rentier, Camille Paquette, garagiste, Dr Léo Forest, Dr Philippe Gascon et Dr Lorenzo Payette, tous trois médecins-chirurgiens, tous de L'Assomption, pour les objets suivants:

Fondation et administration d'un hôpital, d'un dispensaire et d'une clinique à L'Assomption, sous le nom de "Hôpital Général de L'Assomption".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000,000.

Le siège social de la corporation sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12202-58)

Howmark Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1958, constituant en corporation: André Fabien, avocat, de Longueuil, Pierre Dansereau, avocat, et Madeleine Tessier Lavigne, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en cons-

Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7279A 2nd Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12358-58)

Hochelaga Matériaux Construction et Machineries Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1958, incorporating: Grégoire Perrault, contractor, Paul Perrault, accountant, and Roger Demers, clerk, all of Joliette, for the following purposes:

To carry on a business dealing in building materials and general equipment, under the name of "Hochelaga Matériaux Construction et Machineries Limitée", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 161 St-Peter St., north, Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11910-58)

Hôpital Général de L'Assomption

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Aza Souligny, annuitant, Camille Paquette, garage-keeper, Dr. Léo Forest, Dr. Philippe Gascon and Dr. Lorenzo Payette, all three physicians-surgeons, all of L'Assomption, for the following purposes:

For the foundation and administration of a hospital, a dispensary and a clinic at L'Assomption, under the name of "Hôpital Général de L'Assomption".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000,000.

The head office of the corporation will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12202-58)

Howmark Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1958, incorporating: André Fabien, advocate, of Longueuil, Pierre Dansereau, advocate, and Madeleine Tessier Lavigne, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in real estate; to carry on business as general building con-

truction, sous le nom de "Howmark Corp. Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 324, avenue Victoria, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

tractors, under the name of "Howmark Corp. Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 324 Victoria, Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12154-58)

Irving's Restaurant & Delicatessen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1958, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Irving's Restaurant & Delicatessen Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6335 avenue Somerled, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(A.G. 12154-58)

Irving's Restaurant & Delicatessen Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1958, incorporating: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Irving's Restaurant & Delicatessen Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6335 Somerled Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12330-58)

J. M. Blanchette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Licutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1958, constituant en corporation: Jean-Marie Blanchette, marchand, Mme Suzanne Chouinard Blanchette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Marie Blanchette, et dûment autorisée par lui, tous deux de Québec, et Juliette Turcotte, sténographe, de Giffard, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements, sous le nom de "J. M. Blanchette Ltée", avec un capital total de $75,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 533, boulevard Charest, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(A.G. 12330-58)

J. M. Blanchette Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1958, incorporating: Jean-Marie Blanchette, merchant, Mrs. Suzanne Chouinard Blanchette, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Marie Blanchette, and duly authorized by him, both of Quebec, and Juliette Turcotte, stenographer, of Giffard, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in clothing under the name of "J. M. Blanchette Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each and into 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 533 Charest Boulevard, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12422-58)

Jos. Vallée & Fils Ltée
Jos. Vallée & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1958, constituant en corporation: Joseph Vallée, entrepreneur, Marcel Vallée,

(A.G. 12422-58)

Jos. Vallée & Fils Ltée
Jos. Vallée & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1958, incorporating: Joseph Vallée, contractor, Marcel Vallée, foreman, and Colette

contremaître, et Colette Vallée, ménagère, fille majeure, tous de Chambord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Jos. Vallée & Fils Ltée — Jos. Vallée & Sons Ltd.", avec un capital total de $150,000, divisé en 1,500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 11708-58)

J.-P. Bédard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation: Jean-Paul Bédard, marchand, de Ste-Foy, Louis-Philippe Doddridge comptable, de Québec, et Michel Motard, comptable agréé, de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrures, textiles, verre et de leurs sous-produits, de merceries, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits alimentaires, chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt; exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille "holding", sous le nom de "J.-P. Bédard Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 11588-58)

Kahionha Yatch Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Comeau, barbier, Louis-G. Marcou, vendeur, Theo Wolfshagen, marchand, Lloyd J. Simpson, agent d'achat, Ralph Groome, imprimeur, John F. Bythell, éditeur, tous les six de Ste-Anne de Bellevue, Albert Guenette, fonctionnaire du gouvernement fédéral, de l'Ile Perrot, James Henderson Moffat, vendeur, de Senneville, Edward Macleod Pilkey, secrétaire-trésorier, de Baie d'Urfée, et Yves Pelletier, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir le sport du canotage, sous le nom de "Kahionha Yatch Club Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Anne de Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Vallée, housewife, spinster, all of Chambord, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors; to operate a real estate business, under the name of "Jos. Vallée & Fils Ltée — Jos. Vallée & Sons Ltd.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11708-58)

J.-P. Bédard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, incorporating: Jean-Paul Bédard, merchant, of Ste-Foy, Louis-Philippe Doddridge, accountant, of Quebec, and Michel Motard, chartered accountant, of Sillery, for the following purposes:

To operate a business dealing products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, furs, textiles, glass and of their by-products, of drygoods, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paints, works of art, food chemical and beauty products, produce of the earth, sea and forest; to operate an investment company holding company under the name of "J.-P. Bédard Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11588-58)

Kahionha Yatch Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Marie Comeau, barber, Louis-G. Marcou, salesman, Theo Wolfshagen, merchant, Lloyd J. Simpson, purchasing agent, Ralph Groome, printer, John F. Bythell, editor, all six of St. Anne de Bellevue, Albert Guenette, federal government employee, of Ile Perrot, James Henderson Moffat, salesman, of Senneville, Edward Macleod Pilkey, secretary-treasurer, of Baie d'Urfée, and Yves Pelletier, lawyer, of Montreal, for the following purposes:

To encourage and promote the sport of boating under the name of "Kahionha Yatch Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Ste. Anne de Bellevue, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12189-58)

Konigsberg Produce Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1958, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall et Daniel Lazare, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de produits alimentaires, sous le nom de "Konigsberg Produce Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 72 est, rue Duluth, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12393-58)

La Construction Moderne (Mont-Laurier) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: Raymond Blais, industriel, Rolland Blais, cultivateur, Rosemonde Coursol Blais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rolland Blais, et Marie-Joseph Brousseau Blais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raymond Blais, tous de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "La Construction Moderne (Mont-Laurier) Ltée", avec un capital total de $75,000, divisé en 7,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 11393-58)

Lake Pine Rouge Development Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Solomon Weber, avocats, et Carol Jones, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Lake Pine Rouge Development Company", avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3220 avenue Ridgewood, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12189-58)

Konigsberg Produce Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1958, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall and Daniel Lazare, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of food merchants, under the name of "Konigsberg Produce Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 72 Duluth Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12393-58)

La Construction Moderne (Mont-Laurier) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, incorporating: Raymond Blais, industrialist, Rolland Blais, farmer, Rosemonde Coursol Blais, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rolland Blais, and Marie-Joseph Brousseau Blais, housewife, wife contractually separate as to property of the said Raymond Blais, all of Mount-Laurier, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors under the name of "La Construction Moderne (Mont-Laurier) Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 7,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Mount-Laurier, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11393-58)

Lake Pine Rouge Development Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Nathan Levitsky, Solomon Weber, attorneys, and Carol Jones, stenographer, fille majeure, all fo Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Lake Pine Rouge Development Company", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3220 Ridgewood Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14004-57)

Laurentide Chemicals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: Gabriel Buisson, industriel, Marcel Laverdière, administrateur, et Paul-E. Dugré, comptable agréé, tous de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits chimiques, sous le nom de "Laurentide Chemicals Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 340, 117ième rue, Shawinigan-Sud, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(A.G. 14004-57)

Laurentide Chemicals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: Gabriel Buisson, industrialist, Marcel Laverdière, administrator, and Paul E. Dugré, chartered accountant, all of Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in chemical products, under the name of "Laurentide Chemicals Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 340, 117th St, Shawinigan South, judicial district of Trois-Rivières,

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12224-58)

Laurentide Mushroom Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1958, constituant en corporation: Aubry Arsenault, champignonniste, Gisèle Faucher Arsenault, ménagère, épouse commune en biens dudit Aubry Arsenault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Paul Gélinas, avocat, tous de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de champignonniste, maraîcher, horticulteur et cultivateur, sous le nom de "Laurentide Mushroom Limited", avec un capital divisé en 1,300 actions sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $6,500.

Le siège social de la compagnie sera à Préfontaine, dans la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(A.G. 12224-58)

Laurentide Mushroom Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1958, incorporating: Aubry Arsenault, mushroom grower, Gisèle Faucher Arsenault, housewife, wife common as to property of the said Aubry Arsenault, and duly authorized by him for these present purposes, and Paul Gélinas, advocate, all of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on a business dealing in the growing of mushrooms, market-gardening, horticulturist and farmer, under the name of "Laurentide Mushroom Limited", with a capital stock divided into 1,300 shares of no par value and the amount with which the company shall start its operations will be $6,500.

The head office of the company will be at Préfontaine, in the parish of Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

La Zénith, Compagnie d'Assurances Générales
The Zenith General Insurance Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des assurances de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec des lettres patentes en date du 24ième jour de mai 1958, constituant en corporation, messieurs Paul-H. Bédard, courtier en immeubles, 940 chemin St-Louis, Québec 6, Roland Bigras, courtier en immeubles, 785 rue Hartland, Outremont, Jacques-A. Corbeil, administrateur, 18 Surrey Gardens Westmount, Paul-Henri Guimont, financier, 1220 avenue Wolfesfield, Québec 6, Maurice Joubert, courtier en immeubles, 1900 boulevard Lévesque, Duvernay et Marcel Piché, avocat, 8 Spring Grove, Outremont, tous de la

La Zénith, Compagnie d'Assurances Générales
The Zenith General Insurance Company

Notice is given that under the Quebec Insurance Act, letters patent have been issued, by the Lieutenant-Governor in council of the Province of Quebec, dated the 24th day of May 1958, constituting as a corporation Messrs Paul-H. Bédard, real estate broker, 940 St. Louis Road, Quebec 6, Roland Bigras, real estate broker, 785 Hartland Street, Outremont, Jacques-A. Corbeil, administrator, 18 Surrey Gardens, Westmount, Paul-Henri Guimont, financier, 1220 Wolfesfiled Avenue, Quebec 6, Maurice Joubert, real estate broker, 1900 Levesque boulevard, Duvernay and Marcel Piché, lawyer, 8 Spring Grove, Outremont, all of the Province of Quebec,

province de Québec, dans le but de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: maritime, aérienne, cautionnement, dommages aux biens, responsabilité, sauf l'assurance et la réassurance sur la vie, sous le nom de "La Zénith, Compagnie d'Assurances Générales — The Zenith General Insurance Company", avec un capital total d'un million de dollars ($1,000,000.00) divisé en dix mille (10,000) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce 4ième jour d'août 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

province of Quebec, for the object of carrying on operations of insurance and reinsurance of the following classes: marine, aviation, guarantee, damage to property, liability, person, except life assurance and reassurance, under the name of "La Zénith, Compagnie d'Assurances Générales — The Zenith General Insurance Company" with a total capital of one million dollars ($1,000,000.00) divided into ten thousand (10,000) common shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company shall be at Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of August 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11505-58)

Le Jeune Commerce de St-Ubald

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Jacques Filteau, marchand général, Lucien Perron, charpentier-menuisier, mesureur de bois licencié, et Alcide Girard, cultivateur, huissier, tous de St-Ubald, pour les objets suivants:

Intéresser et préparer les jeunes gens à diverses activités d'ordre social, national, philanthropique ou charitable, sous le nom de "Le Jeune Commerce de St-Ubald".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Ubald, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(A.G. 11505-58)

Le Jeune Commerce de St-Ubald

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Jacques Filteau, general merchant, Lucien Perron, carpenter-joiner, licenced wood culler, and Alcide Girard, farmer, bailiff, all of St-Ubald, for the following purposes:

To interest and prepare young men for divers activities of a social, national, philanthropical or charitable order, under the name of "Le Jeune Commerce de St-Ubald".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Ubald, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12131-58)

Leopold-Candler Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Dorothea Calver, Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, et Melvin Rothman, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Leopold-Candler Associates Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(A.G. 12131-58)

Leopold-Candler Associates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Neil Phillips, advocate, Dorothea Calver, Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all three of Montreal, and Melvin Rothman, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Leopold-Candler Associates Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12331-58)

Les Éditions Initiatives, Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a

(A.G. 12331-58)

Les Éditions Initiatives, Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1958, constituant en corporation: Jacques Brousseau, Jean Buron, administrateurs, Claude Rouleau, ingénieur, tous trois de Montréal, Roger Bisson, assureur-vie, de Beloeil, et Philippe Gélinas, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs et imprimeurs, sous le nom de "Les Éditions Initiatives, Compagnie Limitée", avec un capital total de $10,000, divisé en 9 actions ordinaires de $10 chacune et en 991 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1958, incorporating: Jacques Brousseau, Jean Buron, administrators, Claude Rouleau, engineer, all three of Montreal, Roger Bisson, life insurance agent, of Beloeil, and Philippe Gélinas, advocate, of Outremount, for the following purposes:

To carry on business as editors and printers under the name of "Les Éditions Initiatives, Compagnie Limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 9 common soares of $10 each and into 991 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10110-58)

Les Immeubles du Lac René Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Léo Abel, gardien, Mme Elmira Abel Journault, ménagère, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Thomas Journault, tous deux du Lac des 14 Iles, St-Hippolyte, et Gisèle Turcotte Roy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Marcel Roy, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; aménager le Lac René pour fins de pêche et en retirer des profits, sous le nom de "Les Immeubles du Lac René Incorporée", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Lac des 14 Iles, Saint-Hippolyte, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(A.G. 10110-58)

Les Immeubles du Lac René Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Léo Abel, guardian, Mrs. Elmira Abel Journault, housewife, wife judicially separate as to bed and board of Thomas Journault, both of Lac des 14 Iles, St-Hippolyte, and Gisèle Turcotte Roy, housewife, wife contractually separate as to property of Marcel Roy, and duly authorized by him for these present purposes, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in real estate; to carry on business as general building contractors; to plan and set-up Lac René for fishing purposes, and to derive profits therefrom, under the name of "Les Immeubles du Lac René Incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Lac des 14 Iles, Saint-Hippolyte, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
8344 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11810-58)

Lightning Service Éclair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: Jean Filion, avocat et conseil en loi de la Reine, de Ville Mont-Royal, Jeanne-Françoise Raymond, secrétaire, célibataire, et Claude Béland, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'appareils et d'accessoires électriques et électroniques, sous le nom de "Lightning Service Éclair Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(A.G. 11810-58)

Lightning Service Éclair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, incorporating: Jean Filion, advocate and Queen's Counsel, of the Town of Mount-Royal, Jeanne-Françoise Raymond, secretary, spinster, and Claude Béland, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in electrical and electronic apparatus and accessories, under the name of "Lightning Service Éclair Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11368-58)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux et Loisirs de Farnham Inc. The Farnham Playgrounds and Recreation Society Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Guy LaRoche, médecin, Roger Nadon, marchand, et Marc Trépanier, dentiste, tous de Farnham, pour les objets suivants:

L'organisation et l'administration de terrains de jeux à Farnham, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux et Loisirs de Farnham Inc. — The Farnham Playgrounds and Recreation Society Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(A.G. 11368-58)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux et Loisirs de Farnham Inc. The Farnham Playgrounds and Recreation Society Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Guy LaRoche, physician, Roger Nadon, merchant, and Marc Trépanier, dentist, all of Farnham, for the following purposes:

The organization and administration of playgrounds at Farnham, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux et Loisirs de Farnham Inc. — The Farnham Playgrounds and Recreation Society Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Farnham, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12177-58)

Loret Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1958, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, de Montréal, Oscar Respitz, de Ville Mont-Royal, tous trois avocats, et Muriel Dyall, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la réprésentation de spectacles et exhibitions, sous le nom de "Loret Enterprises Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10 actions ordinaires de $100 chacune et 90 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(A.G. 12177-58)

Loret Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1958, incorporating: Max Sidney Kaufman, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, of Montreal, Oscar Respitz, of the town of Mount Royal, all three advocates, and Muriel Dyall, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To promote and to stage fairs and exhibitions, under the name of "Loret Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10 common shares of $100 each and into 90 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12334-58)

Louise Antell Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1958, constituant en corporatioE: David Belhumeur, Maurice Bettez, tous deux comptables agréés, et Gaston Bellerive, comptable, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements et de tissus, sous le nom de "Louise Antell Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 25 actions ordinaires de $100 chacune et en 175 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 326, rue des Forges, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

(A.G. 12334-58)

Louise Antell Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1958, incorporating: David Belhumeur, Maurice Bettez, both chartered accountant, and Gaston Bellerive, accountant, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in clothing and fabrics, under the name of "Louise Antell Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 25 common shares of $100 each and into 175 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 326 des Forges Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13985-57)

Louis U. Wiseman Foundation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Louis U. Wiseman, administrateur, Anna Seidman Wiseman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis U. Wiseman, tous deux d'Outremont, Jack Granatstein, administrateur, et Rhoda E. Granatstein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jack Granatstein, tous deux de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Recevoir et détenir un ou des fonds et les appliquer de temps en temps en tout ou en partie et/ou les revenus qui en proviennent à des fins exclusivement religieuses, charitables ou éducationnelles, sous le nom de "Louis U. Wiseman Foundation".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $750,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(A.G. 13985-57)

Louis U. Wiseman Foundation

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Louis U. Wiseman, executive, Anna Seidman Wiseman, housewife, wife separate as to property of the said Louis U. Wiseman, both of Outremont, Jack Granatstein, executive, and Rhoda E. Granatstein, housewife, wife separate as to property of the said Jack Granatstein, both of the Town of Mount Royal, for the following purposes:

To receive and maintain a fund or funds and apply from time to time all or part thereof and/or the income therefrom exclusively for religious, charitable or educational purposes, under the name of "Louis U. Wiseman Foundation".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $750,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11732-58)

Luxor Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: Maynard B. Golt, avocat, Esther Monson et Micheline Bertrand, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Luxor Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(A.G. 11732-58)

Luxor Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: Maynard B. Golt, advocate, Esther Monson and Micheline Bertrand, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Luxor Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12292-58)

Marché Gravel Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Charles Gravel, fils, épicier, Juliette Fortin Gravel, ménagère: épouse séparée de biens dudit Charles Gravel, tous deux de La Tuque, et Henri Chassé, notaire, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de "Marché Gravel Ltée", avec un capital total de

(A.G. 12292-58)

Marché Gravel Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Charles Gravel, son, grocer, Juliette Fortin Gravel, housewife, wife separate as to property of the said Charles Gravel, both of La Tuque, and Henri Chassé, notary, of Quebec, for the following purposes:

To carry on as grocers, under the name of "Marché Gravel Ltée" with a total capital stock

$40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12361-58)

Metropole Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation: Léo-René Maranda, avocat, René Maranda, homme d'affaires, Renée Haineault Maranda, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léo-René Maranda, et Jean-Paul Bélanger, constable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers; exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises, sous le nom de "Metropole Motors Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3434, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12295-58)

Millerand Typewriter Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Melvin Salmon, Moses Moscovitch et Irving Adessky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de fournitures et accessoires de bureau, sous le nom de "Millerand Typewriter Co.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1217 rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12388-58)

Moab Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: Monroe Abbey, de Westmount, Max Slapack, de la ville de Côte St-Luc et Arthur Shulman, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Tuque, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth, day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12361-58)

Metropole Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters ptaent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, incorporating: Léo-René Maranda, advocate, René Maranda, businessman, Renée Haineault Maranda, wife contractually separate as to property of the said Léo-René Maranda, and Jean-Paul- Bélanger, constable, all of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in automobiles and in other means of transportation; to carry on business as garage-keepers and hardware dealers; to operate a business dealing in the transportation of passengers and merchandise, under the name of "Metropole Motors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3434 Masson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12295-58)

Millerand Typewriter Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Melvin Salmon, Moses Moscovitch and Irving Adessky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in office equipment and supplies, under the name of "Millerand Typewriter Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1217 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12388-58)

Moab Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, incorporating: Monroe Abbey, of Westmount, Max Slapack, of the town of Côte St. Luc, and Arthur Shulman, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Moab Investments Limited", avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

To carry on the business of an investment company, under the name of "Moab Investments Limited", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12215-58)

Montreal Merchandising Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Hector Lavigne, commerçant, Madeleine B. Lavigne, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hector Lavigne, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Québec, et Gérard Patenaude, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles et ameublements de magasins de toutes sortes, sous le nom de "Montreal Merchandising Co. Ltd.", avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(A.G. 12215-58)

Montreal Merchandising Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Hector Lavigne, tradesman, Madeleine B. Lavigne, housewife, wife separate as to property of the said Hector Lavigne, and duly authorized by him, by these presents, both of Quebec and Gérard Patenaude: accountant, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in furniture and store furnishing of all kinds, under the name of "Montreal Merchandising Co. Ltd." with a total capital stock $60,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth, day of June, 195 .

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12188-58)

Nepol Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1958, constituant en corporation: Nettye Pollack, ménagère, épouse séparée de biens de Samuel L. Pollack, Jules Goodman, agent, tous deux de Québec, et Samuel Board, avocat, de Sillery, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Nepol Development Corp.", avec un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 855 ouest, rue St-Cyrille, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(A.G. 12188-58)

Nepol Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June: 1958, incorporating: Nettye Pollack, housewife, wife separate as to property of Samuel L. Pollack: Jules Goodman, agent, both of Quebec, and Samuel Board, advocate, of Sillery, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Nepol Development Corp.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 855 St. Cyrille Street, West, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11739-58)

Optical Sound Recording Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Paul Lavigne, dessinateur, de St-Vincent-de-Paul, Louise Verdier, secrétaire, célibataire majeure, et Claude Verdier, dessinateur, de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 11739-58)

Optical Sound Recording Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Paul Lavigne, draughtsman, of St-Vincent-de-Paul, Louise Verdier, secretary, spinster, and Claude Verdier, draughtsman, of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires dans les domaines du film, de la radio, de la télévision et autres branches connexes, sous le nom de "Optical Sound Recording Limited", avec un capital total de $35,000, divisé en 350 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6502, rue Christophe-Colomb, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 11877-58)

Perth Investments (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation: Neil Phillips, James Soden, tous deux de Montréal, et Gaétan Lagarde, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Perth Investments (Quebec) Limited", avec un capital total de $9,000, divisé en 900 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12291-58)

Placements Kennébec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Armand Mainguy, comptable, de Ste-Foy, Denise Samson et Yvonne Lefebvre, secrétaires, célibataires, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en valeurs mobilières et généralement avoir une entreprise de placements, sous le nom de "Placements Kennébec Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12111-58)

Place Ville Marie Leasing and Management Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1958, constituant en corporation: James A. Soden, de Montréal, Melvin Rothman, de Westmount, et Godfroy Marin, de Pointe-Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires du commerce d'immeubles et de tous intérêts et droits en iceux; fabri-

To carry on business in the field of films, radio television and in other similar branches, under the name of "Optical Sound Recording Limited", with a total capital stock of $35,000, divided into 350 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 6502, Christopher-Columbus Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11877-58)

Perth Investments (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, incorporating: Neil Phillips, James Soden, both of Montreal, and Gaétan Lagarde, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Perth Investments (Quebec) Limited", with a total capital stock of $9,000, divided into 900 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12291-58)

Placements Kennébec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Armand Mainguy, accountant, of Ste-Foy, Denise Samson, and Yvonne Lefebvre, secretaries, spinsters, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as stock brokers and to generally have an undertaking in investments, under the name of "Placements Kennébec Inc", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common stocks of $100 each and into 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth, day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12111-58)

Place Ville Marie Leasing and Management Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1958, incorporating: James A. Soden, of Montreal, Melvin Rothman, of Westmount, and Godfroy Marin, of Pointe Claire, all advocates, for the following purposes:

To deal in real property and any interest and right therein; to manufacture and deal in build-

quer et faire le commerce de matériaux de construction, outillage et accessoires et agir comme entrepreneurs généraux et constructeurs, agents de finance et courtiers d'immeubles, sous le nom de "Place Ville Marie Leasing and Management Corporation", avec un capital total de $9,000, divisé en 900 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 10857-58)

Provost & Provost Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1958: constituant en corporation: Roland Provost, de Montréal, Ernest Provost et René Provost, de Ville Mont-Royal, tous épiciers en gros, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers en gros, sous le nom de "Provost & Provost Ltd.", avec un capital total de $300,000, divisé en 1,500 actions communes de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5515, rue Saint-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12213-58)

Raymond Ménard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1958, constituant en corporation: Paul Trudeau, avocat, de Laval-des-Rapides, Adolphe Prévost, avocat, et Huguette Tardif, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Raymond Ménard Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Ile-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12314-58)

Record Fur Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1958, constituant en corporation: Roman Rolnicki, travailleur de fourrure, d'Outremont, Stefan Todt, tailleur de fourrure, et Willie Holz, apprêteur et finisseur de fourrure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrures, sous le nom de "Record Fur Co. Ltd.", avec un capital total

ing materials, equipment and supplies and to act as general contractors and builders, and as financial agents and real estate brokers, under the name of "Place Ville Marie Leasing and Management Corporation", with a total capital stock of $9,000, divided into 900 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10857-58)

Provost & Provost Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1958, incorporating: Roland Provost, of Montreal, Ernest Provost and René Provost, of the town of Mount-Royal, all wholesale grocers, for the following purposes:

To carry on business as wholesale grocers under the name of "Provost & Provost Ltd." with a total capital stock of $300,000, divided into 1,500 common shares of $100 each and into 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5515 Saint-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12213-58)

Raymond Ménard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1958, incorporating: Paul Trudeau, advocate, of Laval-des-Rapides, Adolphe Prévost, advocate, and Huguette Tardif, secretary, spinster, in use of her rights, both of Montreal, for the following purposes:

To operate a real estate business; to carry on as general constructors and builders under the name of "Raymond Ménard Ltée", with a total capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at L'Ile-Perrot, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12314-58)

Record Fur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1958, incorporating: Roman Rolnicki, fur operator, of Outremont, Stefan Todt, fur cutter, and Willie Holz, fur blocker and finisher, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as furriers, under the name of "Record Fur Co. Ltd.", with a total

de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12199-58)

Rhon-Paul Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1958, constituant en corporation: Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville de Côte St-Luc, Samuel Chait, avocat et John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Rhon-Paul Realties Inc.", avec un capital total de $102,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de $1 chacun et 1,000 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12288-58)

Rockhaven Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de placements, sous le nom de "Rockhaven Investment Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12218-58)

Rupert Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1958, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Conseil en Loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, tous deux avocats, Moses Silverstein, commis, et Sarah Miller, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Rupert Corporation",

capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12199-58)

Rhon-Paul Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1958, incorporating: Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, Samuel Chait, advocate, and John Hamilton, secretary, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment corporation, under the name of "Rhon-Paul Realties Inc.", with a total capital stock of $102,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,000 preferred shares class "A" of a par value of $1 each and into 1,000 preferred shares class "B" of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12288-58)

Rockhaven Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1958, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, Secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment corporation, under the name of "Rockhaven Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and into 36,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12218-58)

Rupert Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1958, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, both advocates, Moses Silverstein, clerk, and Sarah Miller, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Rupert Corporation",

avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12344-58)

Schuchmann Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, Maxwell Shenker, avocass, John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants;

Transiger les affaires d'une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Schuchmann Holding Corporation", avec un capital total de $252,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12416-58)

Sept-Iles Express Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: Edmond Gagnon, entrepreneur, Gilles Carles et Gérard-H. Rheault, avocats, tous de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de marchandises, sous le nom de "Sept-Iles Express Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12333-58)

Service Station Specialties Ltd. (S.S.S.)
Spécialités de Stations de Services Ltée (S.S.S.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1958, constituant en corporation: Guy Guérin, Serge Morin, avocats, et Claudette Foisy, secrétaire, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de parties et d'accessoires d'automobiles, sous le nom de "Service Station

with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 9,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12344-58)

Schuchmann Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, incorporating: Samuel Chait, Maxwell Shenker, advocates, John Hamilton, secretary, all three of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment corporation, under the name of "Schuchmann Holding Corporation", with a total capital stock of $252,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and into 2,500 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12416-58)

Sept-Iles Express Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: Edmond Gagnon, contractor, Gilles Carles and Gérard H. Rheault, advocates, all of Mont-Joli, for the following purposes:

To carry on a business dealing in the transportation of merchandise, under the name of "Sept-Iles Express Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12333-58)

Service Station Specialties Ltd. (S.S.S.)
Spécialités de Stations de Services Ltée (S.S.S.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1958, incorporating: Guy Guérin, Serge Morin, advocates, and Claudette Foisy, secretary, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in parts and accessories for automobiles, under the name of

Specialties Ltd. (S.S.S.) — Spécialités de Stations de Services Ltée (S.S.S.)", avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 11406-58)

Sound Finance and Investment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin et Arthur Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de finance et de placements, sous le nom de "Sound Finance and Investment Limited", avec un capital total de $225,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12354-58)

Sound Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation: Mortimer Dolman, Maurice Jonathan Garmaise, Max Garmaise, tous trois notaires et Louis Drazin, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Sound Holdings Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 11624-58)

St-Catherine Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1958, constituant en corporation: Armand Poupart, fils, avocat, Jacqueline Matte et Monique Duquette, sténographes, célibataires majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois, sous le nom de "St-Catherine Lumber Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une

"Service Station Specialties Ltd. (S.S.S.) — Spécialités de Stations de Services Ltée (S.S.S.)", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ville LaSalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11406-58)

Sound Finance and Investment Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin and Arthur Yanofsky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a finance and investment company, under the name of "Sound Finance and Investment Limited", with a total capital stock of $225,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each and into 1,750 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12345-58)

Sound Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, incorporating: Mortimer Dolman, Maurice Jonathan Garmaise, Max Garmaise, all three notaries, and Louis Drazin, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Sound Holdings Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11624-58)

St-Catherine Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1958, incorporating: Armand Poupart, son, advocate, Jacqueline Matte and Monique Duquette, stenographers, spinsters of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in lumber and lumber products, under the name of "St-Catherine Lumber Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 pre-

valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12312-58)

Taverne Rachel Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1958, constituant en corporation: Joseph-Édouard Viau, entrepreneur général, Dame Hélène Groulx, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph-Édouard Viau, André Viau, surintendant, tous trois de Roxboro, et Gaston Viau, gérant, de St-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, taverniers, aubergistes et restaurateurs, sous le nom de "Taverne Rachel Limitée", avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 11968-58)

Tremont Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1958, constituant en corporation: Donald Newton Byers, conseil en Loi de la Reine, Philippe Casgrain, tous deux avocats, James Turner Lumsden, secrétaire et Mary Veronica Doherty, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Tremont Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12236-58)

Val des Sables Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes , en date du dix-neuf juin 1958, constituant en corporation: Hélène Tessier, comptable, Isabelle Lemay, sténographe, toutes deux de Montréal, et Rose-Aimée Poudrette, sténographe, de Boucherville, pour les objets suivants:

ferred shares of a par value of $100 each and into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12312-58)

Taverne Rachel Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1958, incorporating: Joseph-Édouard Viau, general contractor, Dame Hélène Groulx, housewife, wife separate as to property of the said Joseph-Édouard Viau, André Viau, superintendent, all three of Roxboro, and Gaston Viau, manager, of St-Michel, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, tarvern-keepers, inn-keepers and restaurant-keepers under the name of "Taverne Rachel Limitée", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each and into 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11968-58)

Tremont Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1958, incorporating: Donald Newton Byers, Queen's Counsel, Philippe Casgrain, both advocates, James Turner Lumsden, secretary, and Mary Veronica Doherty, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Tremont Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of $100 each and into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12236-58)

Val des Sables Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1958, incorporating: Hélène Tessier, accountant, Isabelle Lemay, stenographer, both of Montreal, and Rose-Aimée Poudrette, stenographer, of Boucherville, for the following purposes:

Exploiter des carrières et des sablières, sous le nom de "Val des Sables Ltée", avec un capital divisé en 1,000 actions communes sans valeur nominale ou au pair et en 1,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $8,500.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph-du-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12311-58)

Valley Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1958, constituant en corporation: Jacques Lessard, avocat, de Verdun, Françoise Matte, d'Outremont et Aline Fiset, de Montréal, toutes deux secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce d'automobiles et autres véhicules; faire le négoce de garagistes; exercer le commerce qui consiste à transporter des passagers et marchandises, sous le nom de "Valley Auto Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 590 rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal,

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 12015-58)

Van-Green Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: Allan Marcus, Abel Selick, de Montréal et David Kirshenblatt, de la ville de Côte St-Luc, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Van-Green Investments Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(P.G. 11711-58)

Vézina Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation: Gabriel Vézina, négociant, Mme Lucien Niquet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gabriel Vézina, tous deux de Dolbeau, et Roland Bergeron, avocat, de Roberval, pour les objets suivants:

To operate quarries and gravel pits under the name of "Val des Sables Ltée" with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal or par value and into 1,400 preferred shares of a par value of $25 each and the amount with which the company shall start its operations is $8,500.

The head office of the company will be at Saint-Joseph-du-Lac, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12311-58)

Valley Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1958, incorporating: Jacques Lessard, attorney-at-law, of Verdun, Françoise Matte, of Outremont, and Aline Fiset, of Montreal, both secretaries, spinsters using their rights, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles and other vehicles; to carry on business as garage keepers; to carry on the business of transporting passengers and goods, under the name of "Valley Auto Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $20 each.

The head office of the company will be at 590 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12015-58)

Van-Green Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, incorporating: Allan Marcus, Abel Selick, of Montreal, and David Kirshenblatt, of the town of Côte St. Luc, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Van-Green Investments Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11711-58)

Vézina Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, incorporating: Gabriel Vézina, tradesman, Mrs. Lucien Niquet, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gabriel Vézina, both of Dolbeau, and Roland Bergeron, advocate, of Roberval, for the following purposes:

Exercer le commerce d'automobiles et autres moyens de transport, sous le nom de "Vézina Automobiles Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

To operate a business dealing in automobiles and in other modes of transportations, under the name of "Vézina Automobiles Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12321-58)

Westmere Estates Inc.
Domaine Westmere Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1958, constituant en corporation: Samuel Léon Mendelsohn, Conseil en Loi de la Reine, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, tous deux de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Westmere Estates Inc. —Domaine Westmere Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(A.G. 12321-58)

Westmere Estates Inc.
Domaine Westmere Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1958, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, both of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Westmere Estates Inc. — Domaine Westmere Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12449-58)

Wiseman-Lefco Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Norman Cecil Denys, avocat, de Ville Mont-Royal, Françoise Matte, d'Outremont, et Aline Fiset, de Montréal, toutes deux secrétaires, filles majeures, jouissant de leurs droits, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourreurs, sous le nom de "Wiseman-Lefco Furs Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 10 actions ordinaires de $100 chacune et 490 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344 P. FRENETTE.

(A.G. 12449-58)

Wiseman-Lefco Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Norman Cecil Denys, attorney-at-law, of the town of Mount Royal, Françoise Matte, of Outremont, and Aline Fiset, of Montreal, both secretaries, spinsters using their rights, for the following purposes:

To carry on business as furriers, under the name of "Wiseman-Lefco Furs Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 10 common shares of $100 each and into 490 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11613-58)

Agences Calamo Inc.
Calamo Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

Supplementary Letters Patent

(A.G. 11613-58)

Agences Calamo Inc.
Calamo Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July

mentaires, en date du neuf juillet 1958, à la compagnie "Les Entreprises d'Habitation Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 9 juin 1954, 1° changeant son nom en celui de "Agences Calamo Inc. — Calamo Agencies Inc."; 2° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12322-58)

Barnat Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre juillet 1958, à la compagnie "Barnat Mines Ltd." (No Personal Liability), augmentant son capital de $4,000.000 à $5,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 actions de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12168-58)

Electronic Industries Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit juillet 1958, à la compagnie "Electronics Steri-Dry Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 décembre 1951, changeant son nom en celui de "Electronic Industries Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 11880-58)

Ferox Coatings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux juillet 1958, à la compagnie "Ferox Coatings Inc.", 1°) augmentant le nombre de ses directeurs de trois à cinq; 2°) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12410-58)

Mount Royal Property Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois juillet 1958, à la compagnie "Mount Royal Property Corpora-

ninth, 1958, to the company, "Les Entreprises d'Habitation Inc.", incorporated under the said Part I, of the Quebec Companies' Act, by lettres patent of June 9, 1954, 1. changing its name into that of "Agences Calamo Inc. — Calamo Agencies Inc."; 2. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12322-58)

Barnat Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July fourth, 1958 to the company "Barnat Mines Ltd.", (No Personal Liability), increasing its capital stock from $4,000,000 to $5,000,000 the additional capital stock being divided into 1,000,000 shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12168-58)

Electronic Industries Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July eighth, 1958 to the company "Electronic Steri-Dry Corporation", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of December 19, 1951, chaningn its name into that of "Electronic Industries Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11880-58)

Ferox Coatings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July second, 1958, to the company "Ferox Coatings Inc.", 1.) increasing the number of its directors from three to five; 2.) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12410-58)

Mount Royal Property Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July third, 1958, to the company "Mount Royal Property Corporation", 1.) reducing its capital

tion", 1°) réduisant son capital de $200,000 à $30,000, le capital-actions annulé étant divisé en 170,000 actions privilégiées de $1 chacune; 2°) augmentant son capital réduit de $30,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 170,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 11400-58)

Papeterie Lauzier Ltée
Lauzier Paper Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit juillet 1958, à la compagnie "Papeterie Lauzier Ltée — Lauzier Paper Ltd.", 1°) augmentant son capital de $69,900 à $169,900, le capital-actions additionnel étant divisé en 100,000 actions privilégiées classe "B" de $1 chacune; 2°) réduisant le nombre de ses directeurs de six à cinq; 3°) modifiant les dispositions de ses lettres patentes antérieures quant aux conditions attachées aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12093-58)

Provost Cartage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente juin 1958, à la compagnie "Provost Cartage Inc.", 1°) réduisant son capital de $320,000 à $270,000, le capital-actions annulé étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune; 2°) modifiant les dispositions de ses lettres patentes supplémentaires du 23 novembre 1951.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 11763-58)

Redbrooke Estates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente juin 1958, à la compagnie "Redbrooke Estates Ltd.", réduisant son capital de $100,000 à $5,000, par la réduction de la valeur au pair des $1,000 actions ordinaires du capital-actions de ladite compagnie, de $100 à $5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

(P.G. 12164-58)

Villeray Home Construction Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

stock from $200,000 to $30,000, the cancelled capital stock being divided into 170,000 preferred shares of $1 each; 2.) increasing its capital stock thus reduced from $30,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 170,000 preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11400-58)

Papeterie Lauzier Ltée
Lauzier Paper Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July eighth, 1958, to the company, "Papeterie Lauzier Ltée — Lauzier Paper Ltd.", 1.) increasing its capital stock from $69,900 to $169,900, the additional capital stock being divided into 100,000 preferred class "B" shares of $1 each; 2.) reducing the number of its directors from six to five; 3.) amending the provisions of its previous letters patent insofar as conditions attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12093-58)

Provost Cartage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June thirtieth, 1958, to the company "Provost Cartage Inc.", 1.) reducing its capital stock from $320,000 to $270,000, the cancelled capital stock being divided into 500 preferred shares of $100 each; 2) amending the provisions of its supplementary letters patent from November 23, 1951.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11763-58)

Redbrooke Estates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June thirtieth, 1958, to the company "Redbrooke Estates Ltd.", reducing its capital stock from $100,000 to $5,000, by the reduction of the value at par of the 1,000 common shares of the capital stock of the said company, from $100 to $5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12164-58)

Villeray Home Construction Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary let-

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf juillet 1958, à la compagnie "Villeray Home Furniture Co.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 mars 1953: 1° changeant son nom en celui de "Villeray Home Construction Co."; 2°) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48344-o P. FRENETTE.

ters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July ninth, 1958, to the company, "Villeray Home Furniture Co.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of March 20, 1953: 1.) changing its name into that of "Villeray Home Construction Co."; 2.) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48344 Acting Deputy Attorney General.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'Ile de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe "*g*" suivant sera ajouté à l'article II-A:

"*g*) Le terme "chauffeur" désigne toute personne qui détient un permis de chauffeur ou de conducteur suivant la loi des Véhicules Automobiles, (S.R.Q. chapitre 142 et amendements, article 15, paragraphe 3), conduisant un véhicule moteur pour lequel l'artisan ou l'employeur reçoit une rémunération pour son utilité, quelque soit le genre de transport ou de service qu'il donne. Tout service incident relatif au transport ou complétant un service de transport déjà exploité par un employé dûment désigné ou soumis au présent décret est aussi assujetti à ses dispositions."

2° Le paragraphe "*a*" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Durée du travail: a*) La semaine normale de travail ne doit pas excéder cinquante (50) heures. Les heures d'arrivée et de départ de chaque journée de travail sont déterminées de gré à gré par l'employeur et les salariés et ne doivent pas varier si ce n'est qu'avec le consentement des deux parties."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 août 1958. 48352-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby, gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the cartage industry in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 913 of June 16th, 1948 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The following paragraph "*g*" will be added to article II-A:

"*g*) The term "driver" or "operator" means any person who holds a license as chauffeur or operator in pursuance of the Motor Vehicles Act (R.S.Q. chapter 142 and amendments, section 15, subsection 3), driving a motor vehicle for the use of which the artisan or employer receives a remuneration, whatever be the kind of transport or service given. Any incidental service relating to the transport or completing a transport service already operated by an employee duly designated or subject to the present decree is also regulated by the provisions thereof."

2. Paragraph "*a*" of article III will be replaced by the following:

"III. *Duration of labour: a*) The standard working week shall be one of not more than fifty (50) hours. The starting and stopping hours of the work day shal be mutually agreed upon by the employer and the employees and shall not be varied except with the consent of both parties."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or wihtout amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 16, 1958. 48352-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 513 du 30 avril 1953, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil la modification suivante audit décret, dans sa teneur modifiée:

Que l'article VII soit modifié en insérant, immédiatement après le titre " Salaires minima ", les dispositions suivantes:

"VII. *Salaires minima: Augmentation générale des salaires:* Tous les employeurs doivent accorder à tous leurs employés assujettis à ce décret, qu'ils soient payés sur une base horaire, hebdomadaire ou à la pièce, une augmentation générale de cinq (5) cents pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail, à compter de la date de publication de cet amendement, comme suit:

i. Aux employés à l'heure ou à la semaine une augmentation de cinq (5) cents l'heure, en plus de leurs salaires actuels à l'heure ou à la semaine, et cette augmentation de cinq (5) cents sera ajoutée à leurs taux horaires ou hebdomadaires;

ii. Aux employés à la pièce, une augmentation de cinq (5) cents l'heure, en plus de leurs salaires actuels.

Le calcul par l'employeur de l'augmentation de cinq (5) cents aux employés à la pièce et le calcul des salaires réguliers doivent être faits séparément.

Toute augmentation générale accordée par un employeur à tous ses employés en anticipation de cette augmentation générale des salaires doit être considérée comme paiement partiel ou entier de l'augmentation de cinq (5) cents l'heure, selon le montant de l'augmentation accordée.

Incorporation de l'augmentation de cinq (5) cents dans les taux à la pièce: Tout employeur peut incorporer l'augmentation de cinq (5) cents l'heure ci-dessus mentionnée dans les taux à la pièce payés aux employés, dans les conditions suivantes:

Un ajustement dans les prix à la pièce sera fait pour indemniser les employés de cette augmentation de cinq (5) cents l'heure. L'ajustement requis sera déterminé en établissant le pourcentage de cinq (5) cents par rapport à la moyenne horaire des gages à la pièce d'une section pour le temps réuglier durant une période de six mois se terminant dans les trois (3) mois précédant la date de l'incorporation.

L'ajustement ainsi déterminé sera ajouté à tous les prix à la pièce s'appliquant à la section et le calcul en sera fait selon la formule prescrite par le Comité conjoint. Des copies de ces calculs, accompagnées des taux ajustés, seront envoyées au Comité conjoint pour fins de vérification au moins trente jours avant la mise en vigueur des nouveaux taux.

Pour les fins de cette disposition, une " section " signifie:

i. un employé à la pièce exécutant seul une ou plusieurs opérations: ou

ii. deux employés à la pièce ou plus exécutent les mêmes opérations et recevant les mêmes prix à la pièce pour les dites opérations.

Augmentation des taux minima: Les taux de salaires minima à l'heure pour tout travail exé-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the collective agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments) that contracting parties to the collective labour agrement relating to the men's and boys' Clothing Industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by decree No. 513 of April 30th, 1953, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree, as amended:

That Article VII be amendee by inserting, immediately after the heading "Wages Rates'," the following provision:

"VII. *Wage rates: General increase in wages:* All employers shall give to all their employees subject to the jurisdiction of this decree, whether they are paid on an hourly, weekly or piece work basis, a general increase of five (5) cents for each regular and overtime hour worked, effective from the date of publication of this amendment, as follows:

i. To hourly or week workers, an increase of five (5) cents per hour over and above their actual hourly or weekly rates and this five (5) cents increase shall be added to their hourly or weekly rates;

ii. To piece workers, an increase of five (5) cents per hour over and above their actual earnings.

All employers must record the calculation of the five (5) cents increase to piece workers separately from the regular earnings.

All general increases paid prior to the coming into effect of this amendment by any employer to all his employees in anticipation of this general increase in wages shall be construed as payment on account or in full of the increase of five (5) cents an hour, depending on the amount of such increases.

Incorporation of the five (5) cents increase into the piece work rates: Employers may incorporate the above-mentioned five (5) cents per hour general increase into the piece work rates paid to their employees, subject to the following conditions:

An adjustement in the piece work prices shall be made to compensate the piece workers for this five (5) cents per hour increase. The required adjustment shall be determined by establishing the percentage that five (5) cents is to the straight time average hourly piece work earnings of a section during a six-month period ending within three (3) months from the effective date of the incorporation.

The adjustment so determined shall be added to all piece work prices applicable to the section and the calculation shall be made in a form prescribed by the Joint Committee. Copies of such calculations, together with the adjusted rates, shall be filed with the Joint Committee for verification at least thirty days before the new rates are put into effect.

For purposes of this provision, a "section" shall mean:

i. a piece worker working alone on one or more specified operations: or

ii. two or more piece workers performing the same operations and receiving the same piece work prices for the said operations.

Increase in minimum rates: The hourly minimum rates of wages for work performed during a

cuté durant une journée et une semaine régulières de travail, comprenant l'augmentation générale de cinq (5) cents et sujet aux dispositions contenues dans le présent décret, sont les taux apparaissant vis-à-vis des occupations et de leurs classifications respectives énumérées dans les cédules I, II, III et IV de l'article VII, tel qu'amendé par l'arrêté ministériel N° 797-G, du 31 juillet 1958 augmentés de cinq (5) cents.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 août 1958. 48352-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association patronale des Constructeurs du diocèse de Nicolet;

La section de Victoriaville de la Corporation des Maîtres-Électriciens de la province de Québec;

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat catholique national des Métiers de la Construction de Drummondville, Inc.;

Le Syndicat catholique national des Métiers de la Construction de Victoriaville, Inc.;

pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* Aux fins d'application les mots et termes suivant ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "entrepreneur" désigne toute personne physique ou morale, société ou corporation qui travaille seule ou emploie un ou des salariés, qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux visés par le décret. Toutefois, la définition du mot "entrepreneur" dans la Loi concernant les électriciens (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 172 et amendements) et les installations électriques et la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements) continue de s'appliquer aux entrepreneurs électriciens et mécaniciens en tuyauterie, pour tous les travaux assujettis au décret.

b) Le mot "compagnon" désigne, dans chacun des métiers décrits, tout salarié qui a terminé son apprentissage et qui a obtenu sa license ou son certificat de qualification.

regular working day and during a regular working week, comprising the five (5) cents general increase and subject to the provisions herein contained, shall be the rates appearing opposite the respective operations and classes, as shown in Schedules I, II, III and IV of Section VII, as amended by Order in Council No. 797-G, of July 31, 1958, increased by five (5) cents."

The publication of the present notice does not render the obligatory provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 16, 1958. 48352-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association patronale des Constructeurs du diocèse de Nicolet";

The Victoriaville Branch of the Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec;

AND, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique national des Métiers de la Construction de Drummondville, Inc.";

"Le Syndicat catholique national des Métiers de la Construction de Victoriaville, Inc.";

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Définitions:* For the purposes of the decree, the following words have the significance hereafter given to them:

a) The word "contractor" means any person, company, association or corporation working alone, or hiring workmen, or who supervises or contracts for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, one or more of the operations governed by the decree. However, the definition of the word "contractor in the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q. 1941, chapter 172, and amendments) and in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, chapter 173, and amendments) shall continue to apply to electrical and plumbing contractors for all operations regulated by the decree.

b) The word "journeyman" means, in each one of the trades described, any worker who has terminated the period of apprenticeship and has been issued a license or certificate of competency.

c) Le mot "briqueteur" désigne tout salarié qui pose la brique, les blocs de verre, de terracotta, de gypse, de ciment, la pierre artificielle et naturelle, le granit et qui tire les joints.

d) Le mot "maçon" désigne tout salarié qui pose toute pierre naturelle et artificielle, le granit, les blocs de ciment, de gypse, le terracotta et qui tire les joints.

e) Le terme "poseur de blocs" désigne tout salarié qui pose les blocs de ciment, de terracotta et qui tire les joints.

Cependant, les joints peuvent être tirés par d'autres que ceux mentionnés aux paragraphes précédents.

f) Le mot "plâtrier" désigne tout salarié qui exécute les travaux d'enduit de plâtre, de célanite, de mortier, de ciment, de stucco, de moulure pour le coulage d'ornements et qui polit le ciment.

g) Le terme "finisseur de ciment" désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe. Le travail sur les murs qui fait suite au travail de parquet se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe, sauf pour les étages plus bas que le rez-de-chaussée.

h) Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, planche murale en composition et toute latte en composition, travaille la charpente, s'occupe de la réparation des objets en bois, pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, la tôle non soudée ou non agrafée qui s'y rapporte et exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction.

Quand les soliveaux de bois sont remplacés par des soliveaux d'acier avec ou sans lattes métalliques, ces derniers peuvent être posés indifféremment par les charpentiers-menuisiers ou les manœuvres.

i) Le mot "peintre" désigne tout salarié qui peinture les surfaces intérieures ou extérieures, sable lesdites surfaces, pose les vitres, applique le mastic, travaille à la torche, pose le papier tenture, enlève le vieux papier tenture et exécute tout autre travail connexe requis.

j) Le terme "isolement d'amiante" comprend tout travail exécuté en regard de la fourniture des matériaux et de main-d'œuvre pour l'isolement de toute tuyauterie soit au gaz, à l'huile, à l'air, à la gazoline, à l'eau chaude, à l'eau froide, à la vapeur ou de toute tuyauterie hydraulique, ainsi que de toute installation de tuyauterie pour l'industrie et maisons d'habitation, fixe ou mobile, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, pour quelque usage que ce soit, y compris l'installation, la réparation ou la rénovation de l'isolement de tout système de plomberie, de chauffage ou de ventilation, de même que l'isolement des fournaises, bouilloires, réservoirs et appareils connexes.

k) Le terme "travailleur en fer structural" désigne tout salarié qui exécute sur l'emplacement de toute construction existante ou future, le montage, la fabrication, la démolition et le démontage de fer structural aux bâtiments, ponts, viaducs, tunnels, tours de transmission électrique, etc. et qui fait au besoin tout autre travail connexe.

l) Le terme "ferblantier-couvreur" désigne tout salarié qui fait des travaux de couverture en tôle, en cuivre, en tuile d'ardoise, en ardoise d'asphalte, en gravier ou en papier goudronné, ou qui fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, tôle ou cuivre, tels que corniches, ornementation,

c) The word "bricklayer" designates any employee who lays bricks, granite, natural and artificial stone and glass, terracotta, gypsum and cement blocks and who does joint pointing.

d) the word "mason" designates any employee who lays natural or artificial stone, granite and cement, gypsum and terracotta blocks and who does joint pointing.

e) The words "block layer" mean any employee who lays cement blocks, terracotta and who does joint pointing.

However, joint pointing may be done by other employees than those mentioned in the foregoing paragraphs.

f) The word "plasterer" designates any employee who does the plastering of celanite, mortar, cement, stucco, mouldings for the pouring of plaster ornaments and the polishing of cement.

g) The term "cement finisher" designates any employee who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings, places and lays the sides and coverings in cement, repairs foundations and performs any other related work. Works on walls to be done after floor work is limited, inasmuch as the cement finisher is concerned, to the height of the plinth except for floors under ground level.

h) The words "carpenter-joiner" designate any employee who assembles pieces of wood or composition-board or composition laths, who does carpentry work, repairs wooden objects, lays roofing paper, asbestos, board, tarred paper, unwelded or unhooked sheet iron pertaining thereto and executes any woodwork on a construction job.

When wood joints are replaced by steel ones with or without metal laths, those of steel may be laid indifferently by carpenter-joiners or labourers.

i) The word "painter" designates any employee who paints interior or exterior surfaces, sands the said surfaces, does glazing, lays mastic, works with a torch, hangs, wall-paper, removes the old wall-paper and performs any other related work, as required.

j) The words "asbestos insulation" include all work executed by the supplying of materials and labour for the insulation of all pipes, including gas, oil, air, gazoline, hydraulic, hot water, cold water, steam and all industrial and residential pipe insulation, whether moveable or immoveable, within or outside a building and for whatever use, including the installation, the repair or the renovation of any new or existing plumbing, heating or ventilation system insulation and the insulation of furnaces, boilers, tanks and apparatus in connection with same.

k) The words "structural steel worker" means any worker who does, on the site of any existing of future construction, the rection, fabrication, demolition and dismantling of structural iron on or in buildings, bridges, viaducts, tunnels, electric transmission towers, etc., and who does any other work connected therewith.

l) The words "tinsmith-roofer" mean any employee who performs tile, slate, copper, sheet metal, gravel, asphalt or tarred paper roofing operations, who makes all kinds of articles with sheet iron, tinplate, sheet metal or copper, such as cornices, ornaments, ventilators, roofgutters,

ventilation, gouttières, qui fait le tracé, la coupe et le posage de tout métal en feuille connexe au métier de ferblantier-couvreur.

m) Le terme "mécanicien en tuyauterie" a le même sens qui lui est donné dans la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173). Cependant, il lui sera loisible de faire tout travail d'isolation concernant son métier.

n) Le terme "mécanicien de machine fixe ou portative" a le même sens qui lui est donné dans la Loi coucernant les mécaniciens de machines fixes. (Stasuts refondus de Québec, 1941, chapitre 178).

o) Le terme "chauffeur de bouilloire" désigne toute personne qui possède un certificat de classe "A", émis en vertu des règlements pris en exécution de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes. (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 178).

p) Le terme "compagnon électricien" désigne tout salarié qui détient la license "C" en exécution de la Loi des Électriciens et des installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 172).

q) Le terme "apprenti électricien" a le même sens qui lui est donné dans le chapitre 172, S.R.Q. 1941.

r) Les mots "installations électriques" ont le sens qui leur est donné dans la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 172).

s) Les mots "construction et bâtiment" désignent tous les travaux mentionnés dans la description de la juridiction industrielle, article II "*a*". Tout posage d'ornementation ou de structure en verre, en métal ou planche murale en composition appelée "vitrolite" ou autre est également considéré comme ouvrage de construction.

t) Le mot "foreur" désigne tout salarié qui fait fonctionner une foreuse pneumatique ou à vapeur utilisée pour percer, dans le roc, des trous de tirage à la poudre ou pour faire des travaux de démolition, qui remplit les trous d'explosifs et les fait sauter et qui exécute au besoin tout autre travail connexe.

u) Les mots "manœuvre ou journalier" désignent tout salarié qui fait le creusage, le remplissage, le nivellement, sert les briqueteurs, maçons, plâtriers, menuisiers, travaille à la démolition, fait et défait des échafauds et tout autre travail qui n'entre pas dans les métiers décrits plus haut.

Note: Toute personne qui a la surveillance d'un ouvrage et qui exécute du travail de métier est considérée comme un salarié de ce métier. Son salarie est fixé conformément aux taux de salaires ci-après stipulés.

II. *Juridiction industrielle: a*) Le décret s'applique à tous les travaux de construction, installation, réfection, isolation, réparation, entretien, démolition, additions permanentes et déplacements de bâtisses, d'immeubles, de chemins, de routes, d'aqueducs, de canaux, de tunnels, de viaducs, de ponts, de ponceaux, de murs de soutenement, de barrages, d'écluses, de puits, de nivellement et terrassement, d'installations électriques, de lignes de transmission électrique, de système de chauffage, de système de plomberie, aux travaux de creusage, de fondation, d'excavation et à tout autre travail de semblable nature.

Le présent décret régit également l'industrie du Fer Structural, l'installation des ascenseurs et la construction de générateurs de vapeur, de chaudières et de réservoirs.

spouts etc., who traces, cuts and lays sheet metal in connection with the trade.

m) The words "pipe-mechanic" have the meaning given to them in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173). However, the pipe mechanic may do any insulation work connected with his trade.

n) The words "stationary or portable engineman" have the meaning given to them in the Stationary Enginemen's Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 178).

o) The words "boiler fireman" designate any person holding a class "A" certificate issued in pursuance of the regulations passed under the Stationary Enginemen's Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 178).

p) The words "journayman electrician" designate any employee holding the license "C" under the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 172).

q) The words "apprentice electrician" have the same meaning as that given to them in chapter 172, R.S.Q., 1941.

r) The words "electrical installations" have the meaning given to them in the Electricians the Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 172).

s) The words "construction" and "building" comprise all the operations mentioned in the description of the industrial jurisdiction, section II "*a*". Any ornamental or structural erection performed with glass or metal or composition board known as "vitrolite" or otherwise, is also considered as construction work.

t) The word "driller" means any employee who operates a pneumatic or steam drill used to bore holes in rock for powder blasting or for demolishing operations, who fills such holes with explosives and fires them up and who performs any related work, as required.

u) The words "labourer or common worker" mean any person engaged in digging, filling, levelling operations, and anyone helping bricklayers, masons, plasterers, joiners, doing demolition work, erecting and dismantling scaffolds and performing any other operations not comprised in the trades hereinabove described.

Note: Any person entrusted with the supervision of the work and who performs trade work is considered as an employee of such trade; his wage rate is determined according to the rates of wages hereinafter stipulated.

II. *Industrial jursidiction: a*) The decree applies to all operations pertaining to the construction, installation, rebuilding, repair, maintenance, demolition, permanent extensions and moving of buildings, roads, aqueducts, canals, tunnels, trestles, bridges, culverts, sustaining walls, dams, barrages, wells, levelling and earthwork, electrical installations and transmission lines, heating systems, plumbing systems, digging operations, foundations, excavation and to any other work of a similar nature.

The present decrees also applies to the structural iron industry, to the installation of elevators and the construction of steam generators, boilers and tanks.

b) Ce décret s'applique aussi à la réparation de tuyauterie de tout genre, à tout travail assujetti à la Loi des Mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173), et à toute installation de tuyauterie fixe ou mobile pour quelque usage que ce soit, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une bâtisse.

c) Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer.

d) Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement Provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes Salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret. Toutefois, les travaux de construction de ponts exécutés pour le compte du Département des Travaux Publics sont assujettis au présent décret.

Dispositions spéciales: 1° Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égouts, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs et aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

2° Les chauffeurs de bouilloires sont assujettis au décret pour ce qui est des travaux de construction ou de réparation d'immeuble.

III. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend les comtés de Drummond, d'Arthabaska et de Nicolet. Elle comprend aussi le comté d'Yamaska pour tout travail décrit à l'article II, *juridiction industrielle*, exécuté par des entrepreneurs électriciens ou compagnies d'énergie électrique et les taux de salaires dans ce comté devront être ceux spécifiés à la zone I de l'article IV.

Pour les fins d'application du décret, cette juridiction est divisée en deux (2) zones, comme suit:

Zone I: Les cités ou villes de Drummondville, de Victoriaville, d'Arthabaska, de Nicolet et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Le reste de la juridiction territoriale.

IV. *Taux minima de salaires: a*) Les taux minima de salaire sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

	Taux horaires Zones	
Métiers:	*I*	*II*
Briqueteur, maçon, plâtrier	$1.80	$1.75
Charpentier-menuisier	1.65	1.60
Entrepreneur chapentier-menuisier (services personnels)	2.25	2.20
Chauffeur de bouilloire à vapeur	1.35	1.30
Chauffeur de camion	1.20	1.15
Chauffeur de pelle mécanique	1.40	1.30
Entrepreneur travaillant comme électricien selon le sens de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (services personnels)	2.25	2.25

b) This decree applies also to all kinds of pipe repairs, to all operations governed by the Pipe Mechanics' Act (R.S.Q., 1941, chapter 173), and to any stationary or portable pipe installation for what use soever, in or outside a building.

c) Steam railroad companies are not governed by the decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said raildoad companies.

d) Road operations carried out on behalf on any Department of the Provincial Government, already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929 and its amendments, are not governed by the provisions of the present decree. However, bridge construction operations executed for the Public Works Department shall be regulated by the present decree.

Special provisions: 1. Notwithstanding any other provisions, the cities and towns and municipal corporations are not governed by the provisions of the decree for repair and maintenance operations on buildings which they own; this also applies to building, rebuilding or maintenance operations on aqueduct, sewer, pavings, sidewalks and other similar operations performed under their immediate direction. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors performing such works by the job or under the supervision of the said cities, towns or municipal corporations.

2. Boiler fireman are governed by the decree insofar as construction or repair operations on a building are concerned.

III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet. It also includes the county of Yamaska for all work described in article II, Industrial Jurisdiction, carried out by electrical contractors or power companies and wage rates for such county shall be those mentioned in zone I of article IV.

For the purposes of application of the decree, this jurisdiction is divided in two (2) zones, as follows:

Zone I: The cities or towns of Drummondville, Victoriaville, Arthabaska and Nicolet and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction.

IV. *Minimum wage rates: a*) The following shall be the minimum wage rates for the trades hereafter mentioned:

	Hourly rates Zones	
Trades:	*I*	*II*
Bricklayer, mason, plasterer	$1.80	$1.75
Carpenter-joiner	1.65	1.60
Carpenter-joiner contractor (personal services	2.25	2.20
Steam boiler fireman	1.35	1.30
Truck driver	1.20	1.15
Shovel operator	1.40	1.30
Contractor working as electrician under the terms of the Electricians and Electrical Installations Act (personal services)	2.25	2.25

Métiers:	*Taux horaires Zones* I	II	*Trades:*	*Hourly rates Zones* I	II
Compagnon électricien: 1ère année: 90% du taux du compagnon 2ième année et plus	$1.65	$1.60	Electrical journeyman: 1st year: 90% of the journeyman's rate. 2nd year and thereafter	$1.65	$1.60
Entrepreneur en plomberie et chauffage travaillant comme plombier ou mécanicien en tuyauterie ou poseur d'appareils de chauffage ou de brûleurs à l'huile (services personnels)	2.25	2.25	Plumbing and heating contractor working as plumber or pipe mechanic or steamfitter or oil burner mechanic (personal services)	2.25	2.25
Ferblantier ou travailleur de métal en feuille et couvreur	1.60	1.55	Tinsmith or sheet metal worker and roofer	1.60	1.55
Finisseur de ciment: salaire du métier auquel le salarié appartient.			Cement finisher: wage rate of the employee's trade.		
Foreur et préposé au sautage des mines	1.45	1.40	Drill operator and blaster	1.45	1.40
Forgeron	1.35	1.30	Blacksmith	1.35	1.30
Gardien de nuit (semaine de soixante-dix (70) heures)	0.80	0.75	Night watchman (70-hour week)	0.80	0.75
Manœuvre ou journalier	1.20	1.15	Labourer or common worker	1.20	1.15
Mécaniciens de machines fixes ou portatives à vapeur: grues et malaxeurs	1.50	1.45	Stationary or portable steam engineman: crane and miser	1.50	1.45
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage et de brûleurs à l'huile	1.65	1.60	Pipe mechanic or steamfitter and oil burner mechanic	1.65	1.60
Soudeur en tuyauterie	1.65	1.60	Pipe welder	1.65	1.60
Compagnon: 1ère année 90% du taux du compagnon 2ième année	1.65	1.60	Junior journeyman: 1st year: 90% of the journeyman's rate. 2nd year	1.65	1.60
Préposé aux machines fixes ou portatives; à gazoline ou à l'électricité (grues)	1.40	1.35	Stationary or portable machine operator — gasoline or electricity (cranes)	1.40	1.35
Préposé aux malaxeurs	1.20	1.15	Mixer operater	1.20	1.15
Préposé aux pelles mécaniques	1.55	1.50	Shover operator	1.55	1.50
Préposé aux tracteurs et compresseurs	1.40	1.35	Tractor and compressor operator	1.40	1.35
Préposé aux ascenseurs	1.35	1.30	Elevator operator	1.35	1.30
Peintre au pistolet	1.60	1.55	Spray painter	1.60	1.55
Peintre: travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur d'un immeuble	1.70	1.65	Painter: Outside work executed more than 45 feet high	1.70	1.65
Peintre	1.55	1.50	Painter	1.55	1.50
Peintre en fer structural	1.90	1.90	Structural iron painter	1.90	1.90
Préposé au polissage du terrazzo humide	1.45	1.40	Terrazzo polisher, wet	1.45	1.40
Préposé au polissage du terrazzo à sec	1.60	1.55	Terrazzo polisher, dry	1.60	1.55
Poseur de blocs	1.65	1.60	Block layer	1.65	1.60
Poseur de marbre, terrazzo et tuile céramique	1.60	1.55	Marble, terrazzo and ceramic tile layer	1.60	1.55
Poseur de tuile, linoléum, asphalte ou caoutchouc et couvre-plancher	1.50	1.45	Tile (linoleum, asphalt or tubber) and oilcloth layer	1.50	1.45
Sableur de plancher	1.40	1.35	Floor polisher	1.40	1.35
Vitrier: Salaire du métier auquel appartient le salarié.			Glazier: wage rate of the employee's		
Mécanicien en isolation d'amiante	1.45	1.40	Asbestos Insulation Mechanic	1.45	1.40
Poseur de lattes métalliques et gyproc, liège	1.35	1.30	Methol lather, gyproc layer, cork setter	1.35	1.30

Poseur de fer d'armature: Salaire du métier auquel appartient le salarié.

Reinforcing steel erector: wage rate of the employee's trade.

b) Tout salarié de métier qui exécute temporairement le travail du finisseur de ciment, du poseur de bloc, du vitrier, du poseur de lattes métalliques, de gyproc ou de liège, poseur de tuile (linoléum, asphalte ou caoutchouc) et couvre-plancher doit recevoir le salaire fixé dans le décret pour son propre métier.

b) Every skiller worker sho does temporarily the work of the cement finisher, block layer, glazier, metal lather, gyproc or cork layer, tile layer, (linoleum, asphalt or rubber), and oilclotch layer shall be paid the rate established in the decree for his own trade.

c) Dans tous les métiers où un matériel autre que le produit régulier et reconnu est utilisé comme, par exemple, une brique de verre au

c) In all trades, when a material other than the regular and known commodity is used such as, for instance, a glass brick for a brick of clay

lieu d'une brique en terre glaise ou en argile, le taux de salaire du métier approprié doit s'appliquer.

d) Le Comité Paritaire peut, par résolution, accorder d'après la preuve jugée suffisante, à tout salarié d'aptitudes physiques ou mentales restreintes, un certificat l'autorisant à travailler à des conditions déterminées et différentes de celles prévues par le décret.

e) Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes sont rémunérés au taux de dix ($0.10) sous de plus par heure que le salaire établi pour leur métier.

f) Pour les travaux exécutés en dehors d'un rayon de cinq (5) milles des limites de la cité, ville ou municipalité où il a son domicile, l'employeur doit payer le transport de ses salariés ou les transporter à ses frais du lieu de son domicile aux lieux du chantier et vice-versa.

Règle générale, le salarié peut réclamer ses frais de pension de son employeur si ce dernier l'oblige à rester sur les lieux du chantier où se trouve la construction. Cependant, le repas du midi est aux frais du salarié lorsque son employeur le transporte ou paye ses frais de transport le matin et le soir du lieu de sa résidence aux lieux du chantier et vice-versa.

V. *Durée du travail:* La durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et entre 7.00 a.m. et 4.00 p.m., le vendredi.

Toutefois, le salarié qui n'a pas fait ses quarante-huit (48) heures dans la période décrite plus haut peut être appelé à travailler le vendredi de 4.00 p.m. à 6.00 p.m., et le samedi de 7.00 a.m. à midi, au taux régulier.

VI. *Travail supplémentaire: a*) Tout travail exécuté en plus de quarante-huit (48) heures par semaine ou en dehors des heures normales de la journée, doit être rémunéré au taux de salaire et demi calculé sur le salaire mentionné au décret.

b) Il est toujours loisible aux entrepreneurs d'organiser une seconde équipe au taux régulier. Cependant, le Comité Paritaire devra en être averti.

c) Les salariés de la première équipe tenus de travailler sur la seconde, restent soumis à l'article VI du décret.

d) Tout travail urgent, qui pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté pendant les périodes journalières de travail ci-haut mentionnées, peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux réguliers, pourvu que le Comité Paritaire en soit avisé. Cependant, tel travail demeure sujet à la limite de huit (8) heures par jour et de quarante-huit (48) heures heures par semaine.

VII. *Congé annuel payé: a*) Tout salarié ayant douze (12) mois de service continu pour son employeur a droit à un congé annuel d'une durée d'une semaine, payé à raison de deux pour cent (2%) du salaire régulier gagné pendant cette période.

b) Tout salarié ayant moins de douze (12) mois de service pour son employeur et qui quitte son emploi ou qui est congédié doit recevoir au moment de son départ ou congédiement deux pour cent (2%) du salaire régulier gagné depuis son entrée au service de tel employeur.

c) La période de service donnant droit à un tel congé s'établit du 1er juillet d'une année au 30 juin de l'année subséquente.

d) Ce congé est accordé entre le 1er juillet et le 30 décembre de l'année en cours et doit être

or shale, the hourly wage rate of the appropriate trade shall apply.

d) The Parity Committee may, by resolution, grant upon sufficient proof to an employee whose physical or mental capacities are deficient, a certificate that will authorize him to work under determined conditions different from those prescribed in the decree.

e) Foremen entrusted with the supervision of a group of men shall be paid ten ($0.10) cents more per hour than the rate of wages set for their trade.

f) For operations carried out outside a radius of five (5) miles from the limits of the city, town or municipality in which the employee lives, the employer shall pay the transporation expenses of his employee or take him, at his own costs, from the place of his residence to the job and vice versa.

As a general rule, the employees may require their boarding expenses to be paid by the employer when the latter compels them to remain on the premises. However, the midday meal shall be paid by the employees when the employer takes them from his place of residence to the job, and viceversa, or pays for such transportation.

V. *Duration of labour:* The weekly duration of work consists of forty-eight (48) hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and between 7.00 a.m. and 4.00 p.m. on Friday.

However, employees who have not worked forty-eight (48) hours in the said period may be called upon to work on Friday from 4.00 p.m. to 6.00 p.m. and on Saturday from 7.00 a.m. to 12.00 (noon) at regular rates.

VI. *Overtime: a*) All time worked in excess of forty-eight (48) hours per week or beyond the standard hours of the day shall be paid at the rate of time and one half based upon the rates of the decree.

b) Contractors may, at any time, set up a second shift at regular rates. However, the Parity Committee shall be notified to that effect.

c) First shift workers required to work on the second shift remains subject to the provisions of article VI of the decree.

d) Any urgent work which cannot possibly be performed during the regular working periods hereinabove mentioned, may be performed in other periods of the day, at regular rates, provided the Parity Committee be notified to that effect. However, such work is subject to the daily limitation of eight (8) hours and to the weekly limitation of forty-eight (48) hours.

VII. *Yearly vacation-with-pay: a*) Every employee with 12 months' continuous service in the employ of his employer is entitled to a yearly vacation-with-pay of one week's duration paid at the rate of 2% of the regular wages he has earned during such period.

b) Every employee with less than 12 months' service in the employ of his employer and who leaves of his own accord or who is dismissed shall receive at the time of his departure or dismissal 2% of the regular wages he has earned since he entered the employ of his employer.

c) The period of service which entitles an employee to such a vacation extends from the first of July of one year to the 30th of June of the following year.

d) Such vacation shall be granted between the first of July and the 30th of December of the

payé avant le départ en congé des salariés.

VIII. *Travail à forfait:* Il est expressément stipulé que tout contrat conclu entre un employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à forfait est de nul effet à moins qu'il ne soit possible de démontrer que le montant dudit contrat, déduction faite des matériaux de construction, est équivalent aux taux de salaire légal horaire des salariés employés, en tenant compte du nombre réel d'heures de travail faites et du nombre de salariés engagés.

IX. *Travail les dimanches et jours de fêtes:* *a*) Le travail exécuté le dimanche, le Premier de l'an et le Jour de Noël, ainsi que le Vendredi Saint, la St-Jean-Baptiste (24 juin) la Confédération (1er juillet) et la Fête du Travail, doit être rémunéré au taux de salaire double.

b) Le travail est permis les jours de fêtes de l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint et l'Immaculée-Conception à la condition que le salarié puisse assister à la Messe de son choix et que les prescriptions de l'article VI du présent décret soient respectées.

c) Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un salarié catholique qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse d'obligation.

X. *Paiement du salaire:* Les salaires doivent être payés chaque semaine.

XI. *Dispositions générales:* *a*) Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans révolus ou après avoir dépassé trente (30) ans.

Toute personne, âgée de trente (30) à trente-cinq (35) ans, qui se présente devant le Bureau des examinateurs du Comité Paritaire pour avoir un certificat d'apprenti doit fournir un affidavit à l'effet qu'elle a travaillé au moins douze (12) mois pour un employeur professionnel avant d'avoir atteint l'âge de trente (30) ans.

Cependant, toute personne désirant apprendre un des métiers spécifiés dans le décret mais qui n'a pas les qualifications requises par les paragraphes précédents et qui est recommandé par un employeur professionnel qui s'engage à l'employer peut, pour des raisons jugées sérieuses et valables, soumettre son cas par écrit au Comité Paritaire qui a le droit de l'admettre à l'apprentissage.

b) A compter de la date de la mise en vigueur du décret, le nom de tout apprenti doit être inscrit dans un registre tenu par le Comité Paritaire.

c) Ledit régistre doit mentionner le nom, le prénom, l'âge, l'adresse de l'apprenti. Il doit spécifier aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous les employeurs successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

d) Le Comité Paritaire doit fournir à chaque apprenti un livret dit "livret d'apprentissage" qui doit indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur. Les employeurs doivent indiquer sous leur signature, les dates de commencement et de cessation de service de l'apprenti.

e) Pour les métiers de briqueteur, de plâtrier, de maçon, de charpentier-menuisier, de poseur de tuile, linoléum, couvre-plancher, de poseur de marbre, de peintre, de poseur de terrazzo et de

current year and shall be paid before the employees leave on vacation.

VIII. *Lump sum contracts:* It is expressly stipulated that all contracts entered into between an employer and one or many employees on a contract basis are invalid, unless it can be established that the amount of such contracts, excluding the price of building materials, is equal to the amount of the legal wage rate per hour of workmen employed, taking into account the actual number of hours worked and of workmen engaged.

IX. *Work on Sundays and holiday:* *a*) All time worked on Sundays, New Year's Day, Christmas Day, Good Friday, St. John the Baptist Day (June 24), Confederation Day (July 1) and Labour Day shall be paid double time.

b) Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day may be worked on the condition that the employees may attend mass on everyone of the above holidays and that the provisions of section VI of the present decree be observed.

c) No employer has the right to punish or threaten to punish, such as by discharge or suspension, directly or indirectly, a Catholic worker absent from work on a Catholic Day of Obligation.

X. *Payment of wages:* Wages shall be paid every week:

XI. *General provisions:* *a*) No apprentice, in any one of the building trades hereinafter mentioned, shall begin his apprenticeship before 16 years of age or after 30.

Any person, from 30 to 35 years of age, applying to the Board of Examiners of the Parity Committee for a certificate of apprentice, shall furnish an affidavit stating that he has been in the employ of a professional employer during at least twelve (12) months before the age of thirty (30).

However, anyone wishing to learn one of the trades mentioned in the decree without the qualifications required by the foregoing paragraphs must be recommended by a professional employer undertaking to employ him, and must submit his case, in writing, to the Parity Committee who has the right to admit him to the apprenticeship.

b) From the date of the coming into force of the decree, every apprentice shall have his name registered with the Parity Committee.

c) In such register shall be mentioned the name, age and address of the apprentice. Shall also be stated, the date on which the apprentice began his apprenticeship and the proof of continuity of the training of the apprentice, the name and address of his first employer and of every other employer until the end of the period of apprenticeship hereinfater determined for his trade.

d) The Parity Committee shall furnish each apprentice with a booklet called "apprenticeship booklet" stating the periods spent with each employer. The employers shall give, under their signature, the dates of beginning and ceasing of employment of the apprentice.

e) For the trades of bricklayer, plasterer, mason, carpenter-joiner, tile, linoleum and floor covering layer, marble setter, painter, terrazzo layer and terrazzo polisher, there shall be

polisseur de terrazzo, il ne doit avoir qu'un apprenti par compagnon.

Il est entendu qu'aucun employeur ne peut faire travailler un apprenti seul et un apprenti ne peut travailler à l'exécution de travaux de métier seul; il doit toujours être accompagné d'un ouvrier qualifié compagnon de son métier.

f) L'apprentissage comporte 48 mois de travail de métier; toutefois, dans le cas où un apprenti suit un cours dans une école industrielle ou de métier, chaque heure d'étude équivaut à une (1) heure d'apprentissage.

g) Les taux minima de salaires des apprentis sont les suivants:

Métiers:	*Taux horaires*
Briqueteur, maçon, plâtrier et poseur de blocs:	
1ère année	$0.90
2ième année	1.00
3ième année	1.10
4ième année	1.35
Charpentier-menuisier:	
1ère année	0.90
2ième année	1.00
3ième année	1.10
4ième année	1.35
Électricien:	
1ère année:	
40% du taux du compagnon qualifié	
2ième année:	
50% du taux du compagnon qualifié	
3ième année:	
60% du taux du compagnon qualifié	
4ième année:	
75% du taux du compagnon qualifié	
Peintre-Tapissier:	*Taux horaires*
1ère année	$0.75
2ième année	0.95
3ième année	1.05
4ième année	1.25
Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, ferblantier, travailleur de métal en feuille, couvreur et mécanicien en isolation d'amiante:	
1ère année:	
40% du taux du compagnon qualifié	
2ième année:	
50% du taux du compagnon qualifié	
3ième année:	
60% du taux du compagnon qualifié	
4ième année:	
75% du taux du compagnon qualifié	
Poseurs de tuile d'asphalte ou de caoutchouc, de linoléum et de couvre-plancher:	
	Taux horaires
1ère année	$0.85
2ième année	0.95
3ième année	1.05
4ième année	1.25
Poseurs de marbre, de terrazzo, de tuile céramique, polisseur de marbre et de terrazzo:	
1ère année	1.10
2ième année	1.15
3ième année	1.25
4ième année	1.35

h) Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers ci-haut mentionnés n'est reconnu valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du décret.

i) L'employeur doit aviser immédiatement le Comité Paritaire de l'entrée en apprentissage d'un salarié.

but one apprentice per journeyman.

It is understood that no apprentice may be put to work alone by a nemployer; such apprentice shall always be accompanied by a journeyman of his trade.

f) The apprenticeship consists of 48 months of work in the trade; however, if an apprentice is studying in an industrial or trade school, each hour of study is equivalent to one (1) hour of apprenticeship.

g) The minimum rates of wages of apprentices shall be as follows:

Trades:	*Hourly rates*
Bricklayer, mason, plasterer and block layer:	
1st year	$0.90
2nd year	1.00
3rd year	1.10
4th year	1.35
Carpenter-joiner:	
1st year	0.90
2nd year	1.00
3rd year	1.10
4th year	1.35
Electrician:	
1st year:	
40% of the journeyman's rate	
2nd year:	
50% of the journeyman's rate	
3rd year:	
60% of the journeyman's rate	
4th year:	
75% of the journeyman's rate	
Painter, paper hanger:	*Hourly rates*
1st year	$0.75
2nd year	0.95
3rd year	1.05
4th year	1.25
Steamfitter, pipe mechanic, pipe welder, tinsmith, sheet metal worker, roofer, and Asbestos inculation mechanic:	
1st year:	
40% of the journeyman's rate	
2nd year:	
50% of the journeyman's rate	
3rd year:	
60% of the journeyman's rate	
4th year:	
75% of the journeyman's rate.	
Asphalt or rubber tile, linoleum and oil-cloth layer:	
	Hourly rates
1st year	$0.85
2nd year	0.95
3rd year	1.05
4th year	1.25
Marble setter, terrazo and ceremic tile layer, marble and terrazzo polisher:	
1st year	1.10
2nd year	1.15
3rd year	1.25
4th year	1.35

h) No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the decree.

i) The employer shall notify immediately the Parity Committee of the date on which an employee begins his apprenticeship.

j) Le Comité Paritaire a le droit d'exiger la preuve d'âge de l'apprenti.

k) L'employeur doit instruire ses apprentis dans les métiers où ces derniers se spécialisent afin d'en faire des salariés compétents.

l) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionnel à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

XII. *Dispositions relatives aux électriciens et aux mécaniciens en tuyauterie, poseurs d'appareils de chauffage, soudeurs en tuyauterie, ferblantiers ou travailleurs de métal en feuille et couvreurs:* 1° Les taux de salaires spécifiés dans le décret s'appliquent à tout travail exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de l'atelier.

2° Les employeurs et salariés assujettis au décret doivent se conformer aux règlements d'apprentissage déterminés dans les Lois relatives aux Électriciens et Mécaniciens en Tuyauterie.

3° La durée du travail des apprentis est la même que celle des compagnons. Une année d'apprentissage comprend 2,200 heures de travail.

4° Aucun apprenti ne doit travailler à l'exécution de travaux si ce n'est sous la direction d'un ouvrier qualifié dans son métier et aucun employeur ne doit faire travailler un apprenti seul.

5° Aucun entrepreneur ne peut embaucher plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon à son emploi, sauf pour les entrepreneurs électriciens où il sera permis d'avoir deux (2) apprentis, pour chaque compagnon qualifié.

6° Les apprentis qui ont suivi un cours dans une École Technique ou de Métier, doivent recevoir du Comité Paritaire un crédit d'apprentissage proportionnel à la durée de leurs études, divisée par deux (2). Ce crédit sera accordé de la façon suivante:

a) Un apprenti qui a un an d'étude recevra après son septième (7ième) mois d'apprentissage sur le chantier, le salaire d'un apprenti de deuxième (2ième) année.

b) S'il a deux (2) ans d'étude, il recevra après sept (7) autres mois d'apprentissage sur le chantier, le salaire d'un apprenti de troisième (3ième) année. etc. etc.

XIII. *Salariés permanents préposés à l'entretien: a*) Le terme "salarié permanent" (préposé à l'entretien) désigne tout salarié qualifié de métier ou non qualifié de l'industrie de la construction qui est engagé pour une période d'au moins (6) mois, pour l'entretien d'édifices ou d'immeubles.

Il faut entendre par entretien les réparations mineures assimilées aux réparations locatives prévues par le Code Civil de la province de Québec, à tout ou partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de construction utilisées comme établissement manufacturier ou industriel, pour maintenir l'édifice ou l'immeuble en bon état de conservation.

b) Toutefois, n'est pas considéré comme ouvrage d'entretien:

1° La nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions utilisées comme établissement manufacturier ou industriel.

2° Les grosses réparations comme celles des gros murs, des poutres, des fondations, des murs de soutènement ainsi que tous les travaux à un édifice ou à un immeuble dus à la vétuste et qui ne sont pas des réparations mineures, telles que ci-haut décrites.

j) The Parity Committee has the right to require the proof of the age of the apprentice.

k) The employer shall instruct his apprentices in the trades in which the latter are working, so that they may become qualified employees.

l) Apprentices who attended a school administered under the Specialized Schools Act shall receive a credit proportioned to the duration of their studies and to the result of their examinations.

XII. *Provisions respecting electricians, pipe mechanics, steamfitters, pipe welders, tinsmiths or sheet metal workers and roofers:* 1. The wage rates mentioned in the decree apply to all operations carried out in or outside the shop.

2. The employers and the employees governed by the decree shall comply with the apprenticeship regulations determined in the Electricians and Pipe Mechanics Acts.

3. The duration of work of the apprentices is the same as that of journeymen. One year of apprenticeship consists of 2,200 hours of work.

4. No apprentice shall work except under the direction of a qualified worker in his trade and no employer may cause an apprentice to work alone.

5. No contractor may hire more than one (1) apprentice to each journeyman in his employ except for electrical contractors who may have two (2) apprentices to each qualified journeyman.

6. Apprentices who followed a course in a technical or trade school shall be given by the Parity Committee an apprenticeship credit in proportion to the duration of their studies divided by two (2). The credit shall be granted as follows:

a) An apprentice with one year of study shall receive, after his seventh (7) month of apprenticeship on the job, the rate of the second (2) year apprentice.

b) An apprentice with two (2) years of study shall receive, after seven (7) more months of apprenticeship on the job, the rate of the third (3) year apprentice.

XIII. *Permanent Employees (Maintenance Men): a*) The words "permanent employee" (maintenance man) mean any skilled trademan or common worker of the construction industry employed for a minimum period of six (6) months for the maintenance of buildings and immoveables.

The word "maintenance" means minor repairs such as tenants repairs stipulated in the Civil Code of the Province of Quebec, made to any building or part thereof, or group of buildings used as a manufacturing or industrial establishments, for the unkeep or maintenance of such building.

b) However, the following shall not be considered as maintenance work:

1. New construction, reconstruction or reinstallation of part of a building or group of buildings used as manufacturing or industrial establishments.

2. Important repairs as those made to big walls, joists, foundations, sustaining walls and all operations performed on a building because of decay and which are not minor repairs, as above described.

3° Tous les travaux exécutés par les peintres et tapissiers, tels que définis au paragraphe "*i*" de l'article I du présent décret.

XIV. *Dispositions se rapportant à la construction de lignes de transmission, stations terminus et sous-stations à structures d'acier galvanisé:* Les dispositions suivantes s'appliquent à ce genre de travail:

a) Construction de lignes de transmission, stations terminus et sous-stations à structures d'acier galvanisé: Pour fins du présent décret, les termes "construction de lignes de transmission, stations terminus et sous-stations à structures d'acier galvanisé" désignent la construction (démolition et réparation) de lignes de transmission à pylônes d'acier galvanisé, et des structures attenantes, y compris les structures supportant les disjoncteurs dans les stations terminus et les sous-stations, à l'exclusion des fondations de béton ou autres matériaux, la construction de bâtiments, et à l'exclusion de tout travail couvert par la Loi des Installations Électriques; et désignent aussi la pose des câbles conducteurs, isolateurs et autre quincaillerie, barres omnibus et appareils de coupure.

b) Aide-monteur de lignes (Groundman): Les mots "aide-monteur de lignes (groundman)" désignent tout manœuvre qui peut, avec surveillance, assembler ou aider à l'assemblage sur le sol de sections des pylônes ou autres structures d'acier galvanisé d'une ligne de transmission ou de stations terminus ou sous-stations, ainsi que tout manœuvre qui, sur le sol, agit comme aide pour des monteurs "A" et "B" qui travaillent à l'érection des pylônes ou structures, à la pose de câbles conducteurs et à l'appareillage des pylônes ou structures.

c) Monteur de lignes "B": Le terme "monteur de lignes "B" désigne tout salarié qui peut, avec surveillance, ériger des pylônes ou structures d'acier galvanisé, en montant dans ces pylônes ou structures en voie d'érection et en fixant, au moyen de boulons, les section préalablement assemblées sur le sol, ainsi que tout salarié qui peut aider à la pose de fils de terre.

d) Monteur de lignes "A": Le terme "monteur de lignes "A" désigne tout salarié qui peut exécuter les travaux requis pour compléter la construction d'une ligne de transmission à pylônes d'acier galvanisé ou d'une structure supportant des disjoncteurs, tels que: pose de quincaillerie et d'isolateurs, fabrication de joints, pose de serre-fils, de conducteurs et fils de terre, d'appareils de mise à la terre, prise des mesures pour la coupe des conducteurs et la détermination de leur flèche, mise en place des disjoncteurs et barres omnibus, etc.

e) Taux de salaires minima: Les taux de salaires minima suivants sont payables dans toute la juridiction territoriale du décret aux salariés ci-après mentionnés:

Métiers:	*Taux horaires*
Aide-monteur de lignes (Groundman)	$1.40
Monteur de lignes "B"	1.65
Monteur de lignes "A"	1.85

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi dans le comté d'Yamaska.

XV. *Industrie des ascenseurs:* 1° Les dispositions spéciales suivantes s'appliquent à cette industrie.

2° *Classification du travail: a)* Le montage et l'assemblage de machineries et d'accessoires, d'ascenseurs électriques, hydrauliques, à vapeur et à courroie, de dressoirs électriques, d'ascenseurs de résidence (chaise mobile), d'ascenseurs à l'air comprimé ou mus à la main, d'escalateurs, d'escaliers mobiles de toutes sortes, tous les monte-

3. All painters and paper-hangers operations, as mentioned in subsection "*i*" of section I of the present decree.

XIV. *Provisions pertaining to the construction of galvanized steel structure transmission lines, terminal stations and sub-stations:* The following provisions apply to this kind of work:

a) Construction of galvanized steel structure transmission lines, terminal stations and sub-stations: For the purposes of the present decree, the terms "construction of galvanized steel structure transmission lines, terminal stations and sub-stations" shall be defined as the construction (dismantling and repair) of galvanized steel transmission lines towers and allied structures, including switching structures in terminal stations and substations, and exclusive of foundations of concrete or other materials, exclusive of building construction, and exclusive of all work failing under the Electrical Installations Act; and shall also be defined as including the stringing of conductor cables, ank the installation of allied insulating apparatus and hardware, buswork and switchgear.

b) Groundman: The word "groundman" means a labourer who can, under supervision, help in the pre-assembly, on the ground, of sections of galvanized transmission line towers, or sub-stations switching structures, and who can act as helper (on the ground) to Climbers "A" and "B" during the erection of these towers or structures or the installation of conductors and allied apparatus.

c) Climber "B": The word "Climber "B" means any worker who can, under supervision, erect steel towers and structures, by climbing into the structure being erected, and bolting the pre-assembled sections into place, and who may help in laying ground wires."

d) Coimber "A": The word "Climber "A" means any worker who can perform the operations required to complete the construction of a steel transmission line or switching structure, such as: installing hardware and insulators, making joints, installing clamps, installing conductors and ground wires; installing groundsticks; taking measurements for cutting and sagging conductors; positioning buswork and switchgear, ect.

e) Minimum rates of wages: The following minimum rates of wages shall be paid in the entire territorial jurisdiction of the decree to the employees hereafter mentioned:

Trades :	*Hourly rates*
Groundman	$1.40
Climber "B"	1.65
Climber "A"	1.85

The provisions of the present article shall also apply to the county of Yamaska.

XV. *Elevator Industry:* 1. The following special provisions shall govern this trade.

2. *Classification of work: a)* The erection and assembling of all elevator machinery and accessories to with electric, hydraulic, steam, belt elevators, inclinators and dumbwaiters, compressed air and handpower elevators, escalators, electric stairways, motorstairs, all automatic, semi-automatic or manually-operated mechanical

charge mécaniques de garages de stationnement, escaliers mobiles ou appareils pour le déplacement des passagers sur un plan horizontal, soit automatiques, semi-automatiques ou commandés à la main, de consoles d'orgues et d'ascenseurs d'orchestre, ainsi que le montage et l'assemblage des entrées, portes de cabines palières et tous les fils et conduits posés entre les bornes du câble d'alimentation au contrôleur et les autres appareils d'ascenseurs et circuits de fonctionnement.

parking garage elevators, moving stairways or equipment for horizontal contour passengers transportation, organ consoles and orchestra elevators, also the erecting and assembling of all elevator entrances and their doors, gates and appliances, and all wiring and conduit from main line feeder terminals on the controller to the elevator apparatus and operating circuits.

Le montage de guides en bois ou en métal.

The erecting of all wood or metal guides.

L'installation de toutes divisions à claire-voie et de grillage pour les contrepoids de structures supérieures, en bois ou en métal, et de tout matériel nécessaire au montage d'appareils d'ascenseurs dans la chambre des machines, mit au haut ou au bas de la cage.

The installation of all grating and counterweight screens, overhead work, either wood or iron, and all material used for mounting of elevator apparatus in machine room, overhead or below.

Le perçage des poutres supérieures en vue d'assujettir les machines, poulies et supports d'amortisseur.

The drilling of overhead beams for attaching machines, sheaves and kick angles.

Le posage des jauges.

The setting of all templates.

Toutes les fondations soit de bois ou de métal qui doivent remplacer la maçonnerie.

All foundations either of wood or iron, that should take the place of masonry.

Le montage au complet des cabines en bois ou en métal.

The assembling of all wood or metal cabs complete.

L'installation de tous les indicateurs.

The installation of all indicators.

Le montage au complet des portes à fonctionnement électrique ou mécanique, automatique ou semi-automatique.

The erection of all electrical or mechanical automatic or semi-automatic gates complete.

Le posage de toutes les portes palières, soit automatique ou semi-automatique, ainsi que l'installation des supports et rails.

The hanging of all automatic or semi-automatic elevator hoistway doors, together with the installation of hangers and tracks.

L'installation de tous les dispositifs destinés à l'ouverture et à la fermeture ou au verrouillage des portes palières ou des portes de cabines.

The installation of all devices for opening and closing and locking of elevator car and hoistway doors and gates.

Le perçage des portes en vue du posage des dispositifs de fermeture.

The drilling of doors for mounting of closing devices.

Le perçage des supports en vue du posage des dispositifs de fermeture à l'exception d'un trou calibré.

The drilling of angle supports for mounting or closing devices except one template hole.

Le perçage des seuils pour l'installation de déclencheurs.

The drilling of sills for sill trips.

Le fonctionnement de cabines temporaires.

The operating of temporary cars.

L'installation de réservoirs sous pression à découvert ou enfoui.

The setting of all elevator pressure, open or pit tanks.

Le posage et l'assemblage de pompes d'ascenseurs.

The setting and assembling of all elevator pumps.

L'assemblage de toutes les parties hydrauliques d'un ascenseur.

The assembling of all hydraulic parts in connection with elevators.

Tous les tampons d'air à l'exception de ceux faits de briques ou de ceux montés au moyen de rivets chauds.

All air cushions with the exception of those built of brick or those put together with hot rivets.

Le démontage et la démolition des vieilles installations d'ascenseur et de leurs entrées, y compris les portes de cabines, les portes palières, les bâtis, les seuils et dispositifs ainsi que les devants de la cage lorsqu'ils sont faits d'acier ou de fer.

The dismantling and demolition of old elevator plants and their entrances, including doors and gates, frames sills and appliances, and also the elevator hoistway enclosure fronts when same consist of steel or iron.

b) Le travail de réparation en général et de modernisation, effectués sur les appareils énumérés dans le paragraphe "*a*" du présent article, et défini comme suit:

b) General repairs and modernization work on apparatus enumerated in paragraph "*a*" of the present sub-section are defined as follows:

Le renouvellement des câbles.

Renewal of all ropes.

Le renouvellement des garnitures de freins.

Renewal of brake linings.

Le raccourcissement de tous les câbles de levage ou des contrepoids.

Shortening of all hoisting and counterweight cables.

Le remplacement de tous les câbles de commande.

Replacement of any control cable.

Les épreuves de sécurité avec utilisation de poids.

Safety tests where test weights are required.

Les réparations à l'armature.

Armature repairs.

Le renouvellement des frotteurs de la cabine.

Renewing of car shoes.

Le remplacement des palliers de poulie.

Replacement of sheave bearings.

Les réparations aux portes des cabines.

Repairs to cab or car gate.

Le renouvellement des butées.

Renewal of motor bearings.

Réfection de la surface de frottement des poulies d'adhérance ou des tambours.

Replacing thrusts.

Posage des fils neufs au contrôleur.
Remplacement des supports de portes.
Remplacement des vis sans fin et des engrenages.
Régulage des paliers.
Tout travail de plus d'une heure consacré à la réparation des dispositifs de fermeture des portes.
Tout travail de réparation sur appareils hydrauliques.
Tout travail d'installation d'isolement sonore.
Tout travail de réparation sur escaliers mobiles de toutes sortes.
Remise à neuf de la canalisation électrique des interrupteurs, des régulateurs et des sélecteurs ou tout appareil monté des guides.
Resserrage et alignement des guides.
Posage des fils et réinstallation des interrupteurs d'extrémités.
Remplacement et réparation des planches de bois sur plateformes.
Remplacement des traverses, montants, dispositifs de sécurité ou compensateurs ou remplacement des graisseurs automatiques de rails.
Ce travail s'applique aussi aux monte-plats.
Ou le remplacement de vieux appareils ou l'installation de tout appareil qui peut-être mis en usage dans l'industrie de l'ascenseur pendant la durée du décret.

Restoring of sheaves or drums.
Rewiring controller.
Replacement of worms and gears.
Rebabbitting of bearings.
All door closer repair work that exceeds one hour.
All hydraulic repair work.
All work of installing sound insulation.
All escalator, electric stairways and motorstair repair work.
Rewiring car switches, governors and selectors or any other apparatus in the car.
Refastening or relining duide rails.
Rewiring or reinstalling limit switches.
Replacing or repairing wood floors on platforms.
Replacing crossheads, stiles, safeties or equalizers or replacing automatic rail oilers.
This work also applies to dumbwaiters.
Or the replacement of old apparatus and/or the installation of any apparatus that may be developed in the elevator industry during the life of the decree.

c) Le service à contrat pour l'examen régulier ou l'entretien des appareils énumérés dans le paragraphe "a" du présent article pour une période minimum d'un (1) mois.

c) Contract service for regular examination or care of apparatus enumerated in paragraph "a" of the present section for a period not less than one month.

3° *Heures de travail:* La journée régulière de travail est de huit (8) heures réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement. Tout autre travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. ou le samedi doit être rémunéré à raison de salaire double, excepté dans les cas prévus aux articles 5 et 7.

3. *Hours of work:* The regular working day shall consist of eight (8) hours between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. Monday to Friday, inclusively. All other time worked between the hours of 5.00 p.m., and 8.00 a.m., or on Saturday shall to paid double time excepting as provided for in sections 5 and 7.

4° Le travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes tel que stipulé ci-après, est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

4. Work performed on Sunday and legal holidays, as designated hereinafter shall be considered as overtime and paid for at double the rate of single time.

5° Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, après les heures régulières à l'exception des dimanches et jours de fêtes, les salariés reçoivent salaire et demi.

5. Call backs on contract service on overtime, except Sunday and legal holidays, shall be paid at the rate of time and one half.

6° Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, les dimanches et jours de fêtes désignés ci-après, les salariés reçoivent salaire double.

6. Call backs on contract service on Sunday or legal holidays as designated hereafter, shall be paid for at double the rate of single time.

7° Pour le service à contrat, là où l'employeur a un contrat dans un immeuble seulement ou dans les immeubles adjacents, pour l'examen et l'entretien d'un assez grand nombre d'ascenseurs pour garantir l'emploi continuel d'un ou plusieurs salariés pendant seize (16) heures, les salariés ne reçoivent pas les taux pour travail supplémentaire entre 4.00 p.m. et minuit, excepté les dimanches.

7. On a contract service where the employer has a contract in one building only or adjacent buildings, for the examinations and care of enough elevator to warrant keeping a man or men working continously for sixteen (16) hours, the men will not be paid overtime between the hours of 4.00 p.m. and 12.00 midnight, except on Sundays.

8° Les salariés doivent recevoir une rémunération équivalente à cinquante-deux (52) heures par semaine pour quarante-huit (48) heures d'ouvrage. Il y a deux équipes, l'une travaillant huit (8) heures durant le jour et l'autre huit (8) heures jusqu'à minuit. Les jours de fêtes, une équipe travaille huit (8) heures durant le jour; il n'y a pas d'équipe de nuit et les équipes travaillent alternativement les jours de fêtes, c'est-à-dire qu'une travaille un jour de fête et l'autre le suivant. Le travail exécuté le dimanche est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

8. Workmen shall receive fifty-two (52) hours pay per week for forty-eight (48) hours of work. There shall be two shifts, one working eight (8) hours during the day, the other eight (8) hours to 12.00 midnight. On holidays, one shift, shall work eight (8) hours during the day, there being no night shift, employees taking holidays alternately, one shift working one holiday and another shift the next. Work performed on Sundays shall be classed as overtime and paid at double the rate of single time.

9° *Salaires Minimum:*	*Taux horaires*
Mécaniciens	$2.68
Aide	1.88

9. *Minimum wages:*	*Hourly rates*
Mechanic	$2.68
Helper	1.88

10° *Congés Statutaires payés:* a) Premier de l'an, Vendredi-Saint, Confédération, Fête du Travail, Jours d'Action-de-Grâces et Noël.

b) Fête Légale: Jourîde la St-Jean-Baptiste.

c) Toutefois, lorsque la célébration de la fête de la Reine, de la Confédération, de la Fête du Travail et du Jour d'Action-de-Grâces est fixé par proclamation du Gouvernement Fédéral ou du Gouvernement Provincial, selon le cas, ces jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixée.

11° *Vacances payées:* Tout salarié régi par le présent article XV, du présent décret a droit, chaque année à une semaine de vacances payées.

La rémunération payable au salarié est établie comme suit: à la fin de chaque semaine, l'employeur doit ajouter à la paye de chacun de ses salariés assujettis à la présente section, une somme équivalente à quatre pour cent (4%) du salaire gagné.

12° *Emploi des aides: a)* Le nombre total des aides employés ne doit pas excéder le nombre de mécaniciens, sur aucun chantier; cependant, les employeurs peuvent avoir autant d'aides qu'ils le désirent, sous la surveillance d'un mécanicien pour la démolition de vieilles machineries, de matériel d'ascenseurs, de monte-charge, etc., et pour tout travail de fondation.

b) Pour remplacer les câbles d'installations d'ascenseurs, l'employeur peut avoir deux (2) aides par mécanicien.

13° *Inspection:* Toute inspection d'ascenseurs, des dressoirs électriques, etc., énumérés à l'article 2 de la présente section (classification du travail) doit être faite par un compagnon.

14° Les taux sont en vigueur à compter de l'entrée en vigueur du décret pour tous les contrats sans exception.

15° *Définitions: a)* Le travail de construction est défini, par les présentes, comme étant le montage et l'assemblage des appareils énumérés à l'article 2 et la démolition de ces appareils.

Lorsqu'on emploie cinq (5) hommes ou plus, y compris le mécanicien en charge, pour un travail de construction ou de modernisation, ce mécanicien doit bénéficier d'une majoration de douze et demie pour cent (12½%) pour chaque heure de travail.

b) Le travail de réparation comprend les réparations générales sur les appareils énumérés à l'article 2.

c) Le travail de modernisation comprend tout travail exécuté sur les appareils énumérés à l'article 2 dans un édifice occupé, afin d'y apporter les dernières améliorations.

d) Les contrats d'inspection sont ceux obtenus d'une compagnie d'assurance pour l'inspection d'un groupe d'ascenseurs et le rapport sur leur état.

16° *Périodes et frais de déplacement:* Lorsqu'on envoie des salariés en dehors de la cité de Québec, le temps de déplacement est rémunéré au taux simple si ledit déplacement s'effectue pendant les heures régulières. Toute période additionnelle de déplacement ne dépassant pas cinq (5) heures doit être rémunérée au taux simple si ce déplacement est effectué en dehors des heures régulières, mais cette clause ne vaut que pour la première journée. Si le voyage ne se termine pas en un jour, le temps de déplacement doit être rémunéré aux taux simples pendant les heures régulières de travail des deuxième, troisième et quatrième journées ou plus, jusqu'à la fin du trajet. Les dépenses encourues pendant le trajet seront défrayées par l'employeur.

XVI. *Aucune réduction de salaires:* Aucun entrepreneur ou employeur ne peut, soit à l'occasion de la mise en vigueur du présent décret

10. *Statutory paid holidays: a)* New Year's Day, Good Friday, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

b) Legal holiday: St. Jean Baptiste Day.

c) However, the days proclaimed by Ottawa or Quebec, as the case may be, for the celebration of the Queen's Birthday, Confederation Day, Labour Day and Thanksgiving Day shall be observed.

11. *Vacation with pay:* Every employee governed by the present article XV shall be entitled each year to a week of vacation with pay.

The remuneration payable to the employee is established as follow: at the end of each week, the employer shall add to the pay of everyone of his employees governed by the present part an amount equivalent to 4% of the wages earned.

12. *Use of Helpers: a)* The total number of helpers employed shall not exceed the number of mechanics on any job, except that the employers may use as many helpers as best suits their convenience, under the direction of a mechanic in wrecking old plants, hoistway material and foundation work.

b) When removing old and installating cables in existing elevator installations, the employer may use two (2) helpers to one mechanic.

13. *Inspections:* All inspection of elevators, dumbwaiters, etc., designated under section 2 of this part (Classification of Work) must be made by a journeyman.

14. Rates are effective upon the coming into force of the decree on all contracts without exception.

15. *Definitions: a)* Construction work is hereby defined as work performed in the erection and assembly of all apparatus enumerated in section 2, also the demolition of same.

When five (5) or more men, including the mechanic, in charge are employed on a new construction or modernization job, the mechanic in charge of the job shall have his hourly rate increased 12½% for all hours worked.

b) Repair work is hereby defined as general repairs on apparatus enumerated in section 2.

c) Modernization work is hereby defined as any work performed on apparatus enumerated in section 2 in an occupied building to bring the equipment up to date.

d) Contract inspection is hereby defined as a contract obtained from an Insurance Company to inspect a group of elevators and report on their condition.

16. *Travelling Time and Expenses:* When workmen are sent outside the city of Quebec, travelling time is paid at single time rates for the actual hours travelling during regular working hours. Additional travelling time up to five (5) hours is paid at single time rates for the actual hours travelled beyond regular working hours the first day only. If the trip requires more than one day, travelling time is paid at single time rates for the actual hours travelled during regular working hours the second, third and fourth day and any additional days necessary to complete a trip. Expenses incurred during the trip shall be paid by the employers.

XVI. *No reduction in wages:* No contractor or employer may, at the time of the coming into force of the decree or during the life thereof,

ou pendant sa durée, réduire les salaires de ses salariés et, aucun salarié ne peut être embauché dans le but d'en remplacer un autre à salaire inférieur.

XVII. *Abrogation:* Le présent décret abroge le décret N° 658 du 13 mai 1948 et tous ses amendements, sans toutefois affecter les droits acquis et les intérêts en cours.

XVIII. *Durée du décret:* Le Décret demeure en vigueur jusqu'au 30 juin 1959. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire avant le 1er janvier de l'année 1959 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressée au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 août 1958. 48352-o

reduce the wages of his employees and no employee may be hired for the purpose of replacing another employee at a lower rate of pay.

XVII. *Abrogation:* The present repeals the decree No. 658 of May 13, 1948, and all its amendments, without affecting, however, the rights acquired and interests pending.

XVIII. *Duration of the decree:* The present decree remains effective until June 30, 1959. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, before the first of January of the year 1959 or of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 16, 1958. 48352-o

Avis divers

(P.G. 13532-53)

HILLSDALE GOLF AND COUNTRY CLUB INC.

Amendement au règlement VIII (*a*) concernant une augmentation des membres du bureau de direction de la corporation di-dessus nommée, de douze à quatorze:

"Le bureau de direction sera composé de quatorze membres au complet et de membres étant de bonne position dans le club. Aucune personne ne possédant pas la qualification mentionnée ci-dessus ne sera éligible à l'élection et si une personne en telles considérations, cesse de la posséder, elle cessera automatiquement d'être un directeur."

Je certifie, par les présentes, que le précédent a été adopté à une assemblée du bureau de direction de "Hillsdale Golf and Country Club Inc.", tenue le 15e jour de janvier 1958, et approuvé, ratifié et confirmé par au moins les deux-tiers des membres présents à une assemblée des membres tenue le 27e jour de février 1958.

Le Secrétaire,
48354 MANUEL SHACTER.

(P.G. 12787-57)

HÔPITAL GÉNÉRAL LASALLE
&
LASALLE GENERAL HOSPITAL

Règlement spécial N° 1

Qu'il soit et il est décrété comme règlement augmentant le nombre des directeurs ainsi que suit:

Le nombre des directeurs ou membres du conseil d'administration est porté de onze à quinze;

Miscellaneous Notices

(A.G. 13532-53)

HILLSDALE GOLF AND COUNTRY CLUB INC.

Amendment to by-law VIII (*a*) concerning an increase in the directorate of the above named corporation from twelve to fourteen:

"The board of directors shall consist of fourteen full members and being members in good standing in the club. No person not possessing the above qualification shall be eligible for election and on ceasing to qualify in such respect shall cease automatically to be a director."

I hereby certify that the foregoing was adopted at a meeting of the board of directors of "Hillsdale Golf and Country Club Inc.", held on the 15th day of January, 1958, and was approved, ratified and confirmed by at least two-thirds of the members present at a meeting of members held on the 27th day of February, 1958.

MANUEL SHACTER,
48354-o Secretary.

(A.G. 12787-57)

HÔPITAL GÉNÉRAL LASALLE
&
LASALLE GENERAL HOSPITAL

Special by-law No. 1

That it be and it is enacted as by-law increasing the number of the directors as follows:

The number of the directors or members of the administrative council is carried from eleven to fifteen;

Je certifie que la copie ci-dessus est une vraie copie du règlement spécial numéro 1 augmentant le nombre des directeurs de "l'Hôpital Général LaSalle.

Ce 9ième jour de juillet 1958.

(Sceau) Le Procureur de
Hôpital Général LaSalle
&
LaSalle General Hospital,
48355-o MAURICE BOURASSA.

I certify that the above copy is a true copy of the special by-law number 1, increasing the number of the directors of the "LaSalle General Hospital".

This 9th day of July, 1958.

(Seal) MAURICE BOURASSA,
Attorney of the
Hôpital Général LaSalle
&
48355 LaSalle General Hospital.

(P.G. 4756-39)

LA CIE NATIONALE DE PÉTROLE LTÉE
NATIONAL PETROLEUM LTD

Règlement "A"

Un règlement augmentant le nombre des directeurs de "La Cie Nationale de Pétrole Ltée — National Petroleum Ltd".

Le nombre des directeurs est augmenté de trois à cinq et les règlements de la compagnie sont amendés en conséquence.

Le règlement ci-dessus fut adopté par les directeurs de "La Cie Nationale de Pétrole Ltée — National Petroleum Ltd" à une assemblée qui eut lieu à Montréal, le 18 juin 1958, et ledit règlement fut ensuite approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires, tenue le même jour, et adopté par plus des deux-tiers des votes constituant un vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie.

Le Secrétaire,
48356-o ARMAND BLANCHETTE.

(A.G. 4756-39)

LA CIE NATIONALE DE PÉTROLE LTÉE
NATIONAL PETROLEUM LTD

By-law "A"

A by-law to increase the number of directors of "La Cie Nationale de Pétrole Ltée — National Petroleum Ltd".

The number of directors is increased from three to five and the by-laws of the company are amended accordingly.

The above by-law was passed by the directors of "La Cie Nationale de Pétrole Ltée — National Petroleum Ltd" at a meeting held at the city of Montreal, on the 18th day of June, 1958, and was subsequently approved on the same day, at a special general meeting of the shareholders of the company, by more than two thirds being by a unanimous vote of all the shareholders of the company

ARMAND BLANCHETTE,
48356-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif d'Habitation de Matane", en date du 19 juin 1958, dont le siège social est situé à Matane, comté de Matane, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le seize juillet 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
48357-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif d'Habitation de Matane", under date of June 19, 1958, whereof the head office is at Matane, county of Matane, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of July, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
48357 Under Secretary of the Province.

(P.G. 10028-58)

CHEZ ERNEST (1958) INC.

Règlement Spécial "A"
Changeant le nombre de directeurs

Le nombre des directeurs de la compagnie "Chez Ernest (1958) Inc" a été porté de trois à quatre et le règlement spécial "A" a été changé en conséquence.

Vraie copie du règlement spécial "A" dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 15e jour de janvier 1958 et approuvé à l'assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le même jour, par les actionnaires qui détenaient entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

(Sceau) Le Secrétaire,
48360 J. STEVENS.

(A.G. 10028-58)

CHEZ ERNEST (1958) INC.

Special By-Law "A"
Changing the number of Directors

The number of Directors of the Company "Chez Ernest (1958) Inc" has been changed from three to four and the Special By-Law "A" has been changed consequently.

True copy of the Special By-Law "A" duly adopted by a meeting of the directors held the 15th Day of January 1958 and approved at the Special General Shareholders meeting held the same day by the shareholders holding between themselves 100% of the shares represented at this meeting.

(Seal) J. STEVENS,
48360-o Secretary.

GOLDORE DEVELOPMENT LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que par le règlement spécial N° 58, décrété par les directeurs de la compagnie ci-dessus, le 21e jour de juillet

GOLDORE DEVELOPMENT LIMITED

Notice is hereby given that by Special By-Law No. 58, enacted by the Directors of the above company on the 21st day of July, 1958, the Com-

1958, la compagnie a été autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et à procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies et que, la compagnie commencera à distribuer son actif, quinze (15) jours après la publication de cet avis.

Montréal, 8 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
48363 F. J. DOLAN.

(P.G. 11151-57)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 11 août 1958, approuvé le règlement spécial de "The Royal Quebec Golf Club", tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 2 juillet 1958, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des Compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
48374 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10279-58)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le onze août 1958, approuvé le règlement spécial "A" (1958) de la corporation "Le Patronage St-Charles Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le douze août 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
48375-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10015-58)

HUNTER DOUGLAS LTD.

Règlement N° 62

(Un règlement qui augmente le nombre des directeurs de trois à sept).

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de sept directeurs."

Vraie copie certifiée du règlement N° 62 passé à une assemblée du bureau de direction tenue le 9e jour de juin 1958 et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

(Sceau) Le Secrétaire,
48383 B. ROBINSON.

(P.G. 13873-56)

LA SCIERIE BOUCHER LTÉE

Règlement N° 9

concernant la modification du nombre des directeurs.

Il est résolu unanimement que le nombre des directeurs de la compagnie "La Scierie Boucher Ltée" est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de quatre (4) et le règlement N° 9 es modifié en conséquence.

CERTIFICAT

Copie certifiée du règlement N° 9 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 18 décembre 1956, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 18ième

pany was authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under Section 26 of the Companies' Act, and that the company will start distributing its assets fifteen (15) days after publication of this notice.

Montreal, August 8, 1958.

F. J. DOLAN,
48363-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 11151-57)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Special By-law of "The Royal Quebec Golf Club", as adopted at the meeting held on July 22nd, 1958, has been approved on August 11th, 1958, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
48374-o Under Secretary of the Province.

(A.G. 10279-58)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on August eleventh 1958, approved Special By-law "A" (1958) of the corporation "Le Patronage St-Charles Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twelfth day of August 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
48375 Under Secretary of the Province.

(A.G. 10015-58)

HUNTER DOUGLAS LTD.

By-law No. 62

(A by-law to increase the number of directors from three to seven).

"The affairs of the company are to be managed by a board of seven directors."

Certified true copy of by-law No. 62 passed at a meeting of the board of directors held on the 9th day of June, 1958 and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

(Seal) B. ROBINSON,
48383-o Secretary.

(A.G. 13873-56)

LA SCIERIE BOUCHER LTÉE

By-law No. 9

concerning amendment in the number of directors.

It is unanimously resolved that the number of the directors of the company "La Scierie Boucher Ltée", is changed from three (3) that it was heretofore to that of four (4) and by-law No. 9 is therefore amended.

CERTIFICATE

Certified copy of by-law No. 9 duly adopted at a meeting of the directors held on December 18, 1956, and approved at a special general meeting of the company held on the 18th day

jour de décembre 1956 par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
48384-o LORENZO BOUCHER.

(P.G. 15062-51)

J. L. DEMERS LTÉE

Règlement N° 3

augmentant de trois à cinq le nombre des directeurs de la compagnie.

Sur la motion dûment secondée, le règlement spécail N° 3 qui suit est adopté à l'unanimité:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit porté de trois à cinq;

2° Que copie certifiée du présent règlement soit transmise au Département des Compagnies pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Je, soussigné, J.-B. Marcoux, secrétaire de la compagnie J. L. Demers Ltée, certifie que les présentes sont une copie fidèle du règlement N° 3 de la compagnie, adopté par les directeurs lors d'une assemblée tenue le 26 juin 1958 au siège social de la compagnie, et régulièrement approuvé à l'unanimité par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée et tenue à cette fin le même jour.

Signé à Lévis, ce 27 juin 1958.

(Sceau) Le Secrétaire,
48385-o J. B. MARCOUX.

of December, 1956, by the shareholders holding, amongst themselves, (100%) of the shares represented at this meeting.

LORENZO BOUCHER,
48384 Secretary.

(A.G. 15062-51)

J. L. DEMERS LTÉE

By-law No. 3

increasing from three to five the number of directors of the company.

Upon motion duly seconded, the following Special By-law No. 3 is unanimously adopted:

1. That the number of directors of the company be increased from three to five;

2. That certified copy of said by-law be forwarded to the Department of Companies for publication in the *Quebec Official Gazette*.

I, the undersigned J. B. Marcoux, secretary of the company J. L. Demers Ltée, certify that the above is a true copy of Company's By-law No. 3 adopted by the directors at a meeting held June 26, 1958 at the head office of the company and duly confirmed unanimously by the shareholders present at a special general meeting called therefor the same day.

Signed at Levis, this June 27, 1958.

(Seal) J. B. MARCOUX,
48385 Secretary.

Chartes — Abandon de

H.L. GARAND & CIE LTÉE

Avis est par les présentes donné que "H.L. Garand & Cie Ltée", corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant sa place d'affaires à North Hatley, comté de Stanstead, district de St-François, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Daté à Asbestos, ce 5 août 1958.

Le Procureur de la compagnie,
48346-o (signé) LOUIS LANGLOIS.

DORVAL PROPERTIES LTD.

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "Dorval Properties Ltd.", donne, par les présentes, avis, qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 30 juillet 1958.

Le Secrétaire,
48358 LEO GOLDFARB.

DRUMMOND CAFE INC.

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec la compagnie "Drummond Cafe Inc.", donne, par les présentes, avis qu'elle demandera au Lieutenant-gouverneur la permis-

Charters — Surrender of

H.L. GARAND & CIE LTÉE

Notice is hereby given by "H.L. Garand & Cie Ltée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, Part I, and having its head office at North Hatley, county of Stanstead, district of St. Francis, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Asbestos, this 5th day of August, 1958.

(signed) LOUIS LANGLOIS,
48346-o Attorney for the company.

DORVAL PROPERTIES LTD.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Dorval Properties Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, July 30th, 1958.

LEO GOLDFARB,
48358-o Secretary.

DRUMMOND CAFE INC.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Drummond Cafe Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender

sion d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 12 août 1958.

Le Secrétaire,

48382 (Signé) JEAN McFARLANE.

of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, August 12th, 1958.

(Sgd) JEAN McFARLANE,

48382-o Secretary.

Curatelle publique

Canada — Province de Québec

District d'Abitibi

Succession vacante de Louis Corak en son vivant de Malartic, Qué.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 21 octobre 1957 par un juge de la cour supérieure siégeant à Amos dans le district d'Abitibi que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
48361-o Montréal 18.

Canada — Province de Québec

District d'Abitibi

Succession vacante de Pauline Saroka *alias* Soroka, veuve de Bill William, en son vivant de Malartic, Québec.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 12 novembre 1952 par un juge de la cour supérieure siégeant à Amos dans le district d'Abitibi que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
48362-o Montréal 18.

Public Curatorship

Canada — Province of Quebec

District of Abitibi

Vacant Estate of Louis Corak in his lifetime of Malartic, Que.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on October 21, 1957, by a judge of the Superior Court sitting at Amos, in the district of Abitibi, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

THE PUBLIC CURATOR,
187 Saint Catherine Street (West),
48361 Montreal 18.

Canada — Province of Quebec

District of Abitibi

Vacant Estate of Pauline Saroka *alias* Soroka, widow of Bill William, in his lifetime of Malartic, Que.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on November 12, 1952, by a judge of the Superior Court sitting at Amos, in the district of Aibitibi, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

THE PUBLIC CURATOR,
187, Saint Catherine Street (West),
48362 Montreal 18.

Département de l'Instruction Publique

N° 432-58.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Nicolet Sud, dans le comté de Nicolet, à celui de la municipalité scolaire de la Ville de Nicolet, dans le même comté.

Québec, le 1er août 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

48328-32-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 661-58.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Boucherville, dans le comté de Chambly, à celui de la municipalité scolaire de Boucherville, dans le même comté.

Québec, le 1er août 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

48329-32-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 432-58.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Nicolet South, in the county of Nicolet, to that of the school municipality of the Town of Nicolet, in the same county.

Quebec, August 1st, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,

48328-32-2 Superintendent of Education.

No. 661-58.

Application is made to annex the present territory of the school territory of the parish of Boucherville, in the county of Chambly, to that of the school municipality of Boucherville, in the same county.

Quebec, August 1st, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,

48329-32-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski (municipalité de ville de Rimouski) division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que les lots 51 et 52 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 juillet 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
48345-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno (municipalité de St-Bruno de Montarville) divison d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 131-98 à 131-104, 131-125, 131-126 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 juillet 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
48345-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forest

NOTICE

Official cadastre of the parish of St-Germain de Rimouski (municipality of town of Rimouski) registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lots 51 and 52 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 29, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
48345-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St-Bruno (municipality of St-Bruno de Montarville) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 131-98 to 131-104, 131-125 and 131-126 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 18, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
48345-o Deputy Minister.

Voirie

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir la section de route ci-après désignée, parce qu'elle est devenue inutile pour la circulation:

Dans le canton de Carignan (non organisé) comté de Laviolette:

Route N° 19 — Trois-Rivières — Grand'Mère — La Tuque:

Une section de 1925 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P-2 et 3, rang I.

Québec, le 4 août 1958.

Le Ministre de la Voirie,
48353-o ANTONIO TALBOT.

Roads

NOTICE

The Department of Roads will cease hereafter to maintain a section of road hereinafter designated, because it has become useless to traffic:

In the township of Carignan (unorganized) county of Laviolette:

Highway No. 19 — Trois-Rivières — Grand' Mère — La Tuque:

A section of 1925 feet, north of the new highway, on or facing lots Nos. P-2 and 3, range I.

Quebec, August 4, 1958.

ANTONIO TALBOT,
48353 Minister of Roads.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Tremblay	Pierre	21	47 rue Nairn, La Malbaie.

Chicoutimi, le 11 août 1958 — Chicoutimi, August 11th, 1958.

Le Secrétaire-trésorier du Barreau du Saguenay,
CLAUDE RUELLAND,
48359-o Secretary-Treasurer of Saguenay Bar.

Ministère des Finances
Assurances

AVIS DE CONSTITUTION D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE

Avis est, par les présentes, donné que messieurs: Laurent Desrochers, 269 Brookfield, ville Mont-Royal, P.Q., avocat François J. Bastien, 388 1ère Avenue, St-Lambert, P.Q.; comptable agréé, Rodolphe Blain, 6800 Chambord, Montréal, P.Q.; financier Claude de L. Milette, 930 rue Moffat, Verdun, P.Q.; administrateur Roger Desgroseillers, St-Bruno, comté Chambly, P.Q., avocat ont l'intention de présenter au Lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de "La Maisonneuve, Compagnie d'Assurances Générales — The Maisonneuve General Insurance Company, dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital actions de cinq cent mille dollars ($500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégorie ssuivantes: aérienne, cautionnement, dommages aux biens, maritime, responsabilité, personne, excepté l'assurance et la réassurance sur la vie.

Donné à Montréal, ce 21ième jour de juillet 1958.

Signature des requérants:
LAURENT DESROCHES,
FRANÇOIS J. BASTIEN,
RODOLPHE BLAIN,
CLAUDE DE L. MILETTE,
ROGER DESGROSEILLERS.

48263-30-4-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "La Mont-Royal Compagnie d'Assurances Générales — The Mount-Royal General Insurance Company", enregistrée sous le numéro 608, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1414 qui l'autorise, à compter du 30 juillet 1958, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Automobile, et accessoirement — accident.

Le siège social de la compagnie est situé à 4205, rue St-Denis, Montréal, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 juillet 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48330-32-2-o

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu qu'à une assemblée générale spéciale des membres de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham" tenue le 7 juin 1958, il a été résolu que la compagnie cesse de faire affaires;

Department of Finance
Insurance

NOTICE OF FORMATION OF AN INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that Messrs: Laurent Desroches, 269 Brookfield, town of Mount Royal, P.Q., lawyer; François J. Bastien, 388 1st Avenue St. Lambert, P.Q., chartered accountant; Rodolphe Blain, 6800 Chambord, Montreal, P.Q., financier; Claude de L. Milette, 930 Moffat Street, Verdun, P.Q., administrator; Roger Desgroseillers, St. Bruno, comté Chambly, P.Q., lawyer intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R. S.Q. 1941), under the name of "The Maisonneuve General Insurance Company — La Maisonneuve, Compagnie d'Assurances Générales", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of five hundred thousand dollars ($500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: aviation, damage to property, liability, marine, suretyship, persons, except life assurance and reassurance.

Given at Montreal, this 21st day of July 1958.

Signatures of the petitioners:
LAURENT DESROCHES,
FRANÇOIS J. BASTIEN,
RODOLPHE BLAIN,
CLAUDE DE L. MILETTE,
ROGER DESGROSEILLERS.

48263-30-4-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "La Mont-Royal Compagnie d'Assurances Générales — The Mount Royal General Insurance Company", registered under number 608, has obtained the license and certificate of registry number 1414 authorizing it, as from the 30th of July 1958, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Automobile, and supplementary thereto — accident.

The head office of the company is situate at 4205 St. Denis Street, Montreal, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of July 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48330-32-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Whereas at a special general meeting of the members of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham" held on the 7th of June 1958, it has been resolved that the company cease to do business;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son président et son secrétaire-trésorier le 30 juillet 1958, à l'effet que toutes ses polices ont été annulées et, qu'à cette date, elle n'avait aucun passif ni actif;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham" sont annulés à compter du 7 juin 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 juillet 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
48330-32-2-o Surintendant des assurances.

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its president and its secretary-treasurer on the 30th of July 1958, to the effect that all its policies have been cancelled and that, on that date, it had no liabilities and no assets;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "La Comganie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham" are cancelled as from the 7th of June 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of July 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
48330-32-2-o Superintendent of Insurance.

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu qu'à une assemblée générale spéciale des membres de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély" tenue le 10 juillet 1958, il a été résolu que la compagnie cesse de faire affaires;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son président et son secrétaire-trésorier le 2 août 1958, à l'effet que toutes ses polices ont été annulées et, qu'à cette date, elle n'avait aucun passif ni actif;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély" sont annulés à compter du 10 juillet 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 6 août 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
48351-33-2-o Surintendant des assurances.

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas at a special general meeting of the members of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély" held on the 10th of July 1958, it has been resolved that the company cease to do business;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its president and its secretary-treasurer on the 2nd of August 1958, to the effect that all its policies have been cancelled and that, on that date, it had no liabilities and no assets;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély" are cancelled as from the 10th of July 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 6th of August 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
48351-33-2-o Superintendent of Insurance.

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité du Canton de Ham-Nord", comté de Wolfe, a cessé de faire affaires;

Attendu qu'un règlement portant le numéro 246 a été adopté par le conseil municipal de cette municipalité le 3 septembre 1957, au fins d'annuler le règlement de formation de cette compagnie;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité du Canton de Ham-Nord" sont annulés à compter du 11 août 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 12 août 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
48351-33-2-o Surintendant des assurances.

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registry

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité du Canton de Ham-Nord", county of Wolfe, has ceased to do business;

Whereas a by-law bearing number 246 has been adopted by the municipal council of this municipality on the 3rd of September 1957, in order that the by-law of incorporation of this company might be cancelled;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificat of registry of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité du Canton de Ham-Nord" are cancelled as from the 11th of August, 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 12th of August, 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
48351-33-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Attendu que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de St-Venant-de-Hereford", comté de Compton, a cessé de faire affaires;

Attendu qu'un règlement a été adopté par le conseil municipal de cette municipalité le 12 décembre 1957, aux fins d'annuler le règlement de formation de cette compagnie;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de St-Venant-de-Hereford" sont annulés à compter du 12 août 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 12 août 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
48351-33-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Wheras "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de St-Venant-de-Hereford", county of Compton, has ceased to do business;

Whereas a by-law has been adopted by the municipal council of this municipality on the 12th of December 1957, in order that the by-law of incorporation of this company might be cancelled;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de St-Venant-de-Hereford" are cancelled as from the 12th of August 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 12th of August, 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
48351-33-2-o Superintendent of Insurance.

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 724, en date du 9 juillet 1958, MM. Guy-Paul Genest, Seymour Fenster et Michael G. Greenblatt, avocats, membres du Barreau de la province, et pratiquant comme tels dans la cité de Montréal, conseils en loi de la Reine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le douze août 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
48344-o JEAN BRUCHÉSI.

Appointments

Notice is given that His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council number 724, dated July 9, 1958, Messrs Guy-Paul Genest, Seymour Fenster and Michael G. Greenblatt, advocates, members of the Provincial Bar, and pactising as such in the city of Montreal, Queen's Counsel.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twelfth day of August 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
48344 Under Secretary of the Province.

Office des Marchés Agricoles du Québec

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37, telle qu'amendée par 6-7 Elizabeth II, chapitre 26), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan suivant, dûment approuvé par au moins 75%, en nombre et en valeur, des producteurs intéressés.

Le plan conjoint sera désigné: "Le Plan Conjoint des Producteurs-Fournisseurs de Lait Nature du Marché de Montréal".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "L'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait Nature du Marché de Montréal", et il aura sa place d'affaires en la Cité de Montréal, P.Q.

Cet office de producteurs sera formé de sept membres, tous producteurs de lait *boda fide* fournisseurs à l'une ou l'autre des laiteries situées dans la région de Montréal et cet office se composera d'au moins quatre membres qui sont membres de l'Association Coopérative Agricole des Producteurs de Lait de Montréal un des membres sera président, un vice-président et un trésorier.

Quebec Agricultural Marketing Board

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37, as amended by 6-7 Elizabeth II, chapter 26), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force the following marketing plan, duly approved by at least 75% in number and value of the producers concerned.

The plan is designated as "The Montreal Whole Milk Producers-Suppliers' Plan".

The producers' board established following the approval of the joint plan is designated as: "The Montreal Whole Milk Producers-Suppliers' Board, and shall have its head office in Montreal, Que.

The producers' board shall consist of seven members who must be *bona fide* milk producers-suppliers to one or the other of the dairies situated in the region of Montreal and which board shall contain at least four members who are members of the Montreal Milk Producers' Co-operative Agricultural Association; one of its members shall be president, one vice-president, a third one, treasurer.

Les membres provisoires de l'office chargés d'appliquer le plan seront MM.

The provisional members of the board entrusted with the application of the plan shall be Messrs.:

Nom — Name	Fonction — Function	Adresse — Address
Clément Beauchemin, Trésorier — Treasurer.	Producteur de lait — Milk producer.	Verchères
John K. Dickson	Producteur de lait — Milk Producer.	Ormstown
Origène Gatien	Producteur de lait — Milk Producer.	St-Dominique
Janvier Gladu, Vice-président—Vice-president	Producteur de lait — Milk Producer.	Farnham
Honorius Lafond	Producteur de lait — Milk Producer.	St-Hermas
E. E. Richmond, Président — President.	Producteur de lait — Milk Producer.	South Durham
R. W. Simpson	Producteur de lait — Milk Producer.	Melbourne, R.R. 1.

Les membres provisoires resteront en fonction pour au plus douze mois à partir de la sanction du plan conjoint par l'Office des Marchés Agricoles du Québec à moins d'être démis de leurs fonctions par une majorité des producteurs soumis au plan ou par l'effet de la Loi des Marchés Agricoles du Québec.

Les membres subséquents de l'office des producteurs seront élus de la manière suivante:

a) Sept membres seront élus à une majorité des voix données par tous les producteurs régis par le plan conjoint. De ce nombre, quatre membres doivent être élus parmi les expéditeurs *bona fide* membres de l'Association Coopérative Agricole des Producteurs de Lait de Montréal. Au moins trois de ces quatre membres doivent être des membres actionnaires de l'Association et un peut être un membre associé;

b) L'élection au scrutin sera faite par la malle dans des enveloppes préparées spécialement afin d'assurer un vote secret. Le dépouillement des scrutins sera effectué sous la surveillance de l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

c) Puisque le marché de Montréal s'approvisionne du lait venant des fermes des fermiers-laitiers de langue française et de langue anglaise, il est désirable qu'une représentation équitable de ces deux groupes ethniques soit maintenue. Par conséquent, il y aura au moins trois expéditeurs de lait de langue anglaise comme membres de l'Office des Producteurs.

L'Assemblée annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint sera tenue dans un délai qui n'excédera pas soixante jours de la présentation du rapport financier annuel.

L'agent de négociation et de vente sera: "L'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait Nature du Marché de Montréal", ou ses délégués.

Le plan conjoint, dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait Nature du Marché de Montréal, régira tous les producteurs de lait *bona fide* expédiant leur lait et produits laitiers à tout établissement laitier sis dans la région de Montréal.

Aux fins des présentes, la région de Montréal couvre le territoire suivant: L'Ile de Montréal et l'Ile Jésus; les cités de Jacques-Cartier, Lon-

The provisional members shall remain in office for not more than twelve months after the sanctioning of the present plan by the Quebec Agricultural Marketing Board unless they have been relieved of their office by a majority of the producers bound by the plan or consequent to the provisions of the Quebec Agricultural Marketing Act.

The subsequent members of the Producers' Board shall be elected in the following manner:

a) Seven members shall be elected by a majority vote cast by all producers bound by the plan. Of this number four members must be elected from among *bona fide* shipper members of the Montreal Milk Producers' Co-Operative Agricultural Association. At least three of these four members must be shareholder members of the Association and one may be an associate member;

b) All balloting shall be by mail in envelopes specially prepared to assure a secret vote. The counting of ballots shall be under the supervision of the Quebec Agricultural Marketing Board;

c) As the Montreal Market is supplied with milk coming from the farms of both English-speaking and French-speaking dairymen, it is desirable that equitable representation of these two ethnic groups be maintained. Accordingly, there shall be at least three English-speaking milk shippers as members of the Producers' Board.

The Annual meeting of all producers bound by the plan shall be held not later than sixty days after presentation of the annual financial report.

The negotiating and selling agent of the producers' board shall be "The Montreal Whole Milk Producers-Suppliers' Board", or its delegates.

The administration and direction of the plan which is entrusted to The Montreal Whole Milk Producers-Suppliers' Board shall bind all *bona fide* milk producers shipping their milk and dairy products to any dairy establishment in the region of Montreal.

For the purpose and extent of the present plan, the region of Montreal shall cover the following territory: the Island of Montreal and Ile

gueuil, les villes de Greenfield Park, LeMoyne, Mackayville, Montréal-Sud et Préville; le village de Boucherville; la paroisse de Ste-Famille-de-Boucherville; les municipalités de St-Hubert et Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, ainsi que le Port de Montréal.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait Nature du Marché de Montréal sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

Obligations:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;
b) Fournier à l'Office des Marchés Agricoles du Québec, tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;
c) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;
d) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait, en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;
e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétées par toute autorité ayant juridiction en la matière.

Pouvoirs et attributions:

Négocier avec les acheteurs et toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles.

Généralement:

La mise en marché et la vente du lait et des produits laitiers provenant des fermes des producteurs soumis au plan conjoint.

Et particulièrement:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait aux usines des acheteurs;
b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers aux usines ou postes de réception des acheteurs;
c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants attitrés et compétents de l'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait Nature du Marché de Montréal;
d) Les normes de qualité et d'inspection des produits laitiers;
e) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnements laitiers des acheteurs;
f) Élaboration et application d'un système de quotas pour réduire au minimum le volume de lait envoyé à l'écrémage;
g) La disposition des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation à l'état fluide, dans les usines de l'acheteur;

Jésus, the cities of Jacques-Cartier, Longueuil, the towns of Greenfield Park, LeMoyne, Mackayville, Montreal South and Préville; the village of Boucherville; the parish of Ste. Famille de Boucherville; the municipalities of St. Hubert and Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, and also the Port of Montreal.

The obligations, powers and attributions of the Montreal Whole Milk Producers-Suppliers' Board shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

Obligations:

a) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;
b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;
c) Apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;
d) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products, with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

e) Orient production in accordance with the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets, and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

Powers and attributions:

Negotiate with the buyers, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under Article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

Generally:

The marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan.

And particularly:

a) The conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers to the purchasers' plants;

b) The conditions, modalities, and prices of transportation of milk and dairy products to the plants or receiving stations of the purchasers;
c) The appreciation of the quality, quantity, assaying and weighing of dairy products by the duly accredited and competent representatives of The Montreal Whole Milk Producers-Suppliers' Board;
d) The norms of quality and inspection of the dairy products;
e) The priorities to be given to the producers bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyers;
f) Establishment of a quota system to reduce to the minimum the volume of milk declared as surplus;
g) The disposal in the buyers' plants of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;

h) Le prix de vente du lait et ses conditions, y compris la surveillance qu'impliquera le paiement du lait et de ses sous-produits suivant leur utilisation;

i) Les modes de retenue par l'acheteur, des prélevés nécessaires pour financier le plan et leur remise à l'office des producteurs;

j) Autoriser et recevoir, à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélevé de un demi cent (½c) les cent livres de lait au maximum vendues aux acheteurs. Les prélevés ainsi remis à l'office des producteurs de lait nature du Marché de Montréal, devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en œuvre;

k) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélévés faits, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, seront remis aux producteurs sous forme de ristourne au pro rata de leurs expéditions de lait;

l) Élaborer et/ou souscrire à des projets de publicité pour les produits laitiers livrés aux usines des acheteurs aussi des plans conjoints de publicité avec les acheteurs et un programme de "Lait dans les Écoles";

m) Étudier et adopter, si possible, une formule économique pour l'établissement des prix du lait et des autres produits laitiers;

n) Nommer un comité de "bonne entente" composé de trois producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du Plan Conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable, les différends;

o) Convenir avec l'acheteur d'un comité de coopération pour adjuger sur les différends qui pourront survenir entre lui et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

p) Former, faute d'accord avec l'acheteur, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

q) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

r) La durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

s) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'Office des Producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait Nature du Marché de Montréal", qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'office des

h) Sales price and its conditions, including the control involved in the payment of milk according to its utilization;

i) The modes of deduction by the buyers of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

j) Authorize and receive from the sums payable to each producer bound by the plan, a levy of half a cent (½c) maximum per hundred pounds of milk sold to the buyers. The levies thus remitted to the "Montreal Whole Milk Producers-Suppliers' Board" shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan and its application;

k) The surplus of milk producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year, as a refund, to these producers after the expenditures of an efficient and provident administration have been deducted;

l) Elaborate and/or subscribe to publicity plans for dairy products delivered in the buyers' plants, also joint publicity with the buyers and a "Milk in Schools" program;

m) Study and adopt, if possible, an economic formula for the establishing of prices of milk and other dairy products;

n) Appoint a "bonne entente" committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances;

o) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein sanctioned plan;

p) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be "The Quebec Agricultural Marketing Board";

q) The protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for their activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

r) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;

s) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is the "Montreal Whole Milk Producers-Suppliers' Board", which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with

producteurs ou avec ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, 12 août 1958.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
48373-o LÉONARD ROY.

the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, August 12th., 1958.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
48373-o Secretary.

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Crédit Canadien" constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 5 août 1912 et ayant son bureau principal au numéro 287 ouest, rue Notre-Dame qu'elle occupait jusqu'à présent, a transporté son bureau à 266 ouest, rue St-Jacques à Montréal.

A compter de la date du présent avis ledit bureau situé à 266 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce sixième jour d'août mil neuf cent cinquante-huit.

(Sceau) Le Secrétaire,
48347-o FRANÇOIS JOBIN.

Head Offices

Notice is hereby given that the company "Crédit Canadien" incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, dated August 5, 1912 and having its head office at number 287 Notre-Dame St., West, occupied up to this present date, has moved its office to 266 St-James St., West, in Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office, situated at 266 St-James Street, West, Montreal, Quebec, is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal this sixth day of August, one thousand nine hundred and fifty-eight.

(Seal) FRANÇOIS JOBIN,
48347 Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Crédit Anglo-Français Inc." constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec en date du 4 août 1954 et ayant son bureau principal au numéro 287 ouest, rue Notre-Dame, qu'elle occupait jusqu'à présent, a transporté son bureau à 60 ouest, rue St-Jacques à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau situé à 60 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce sixième jour d'août mil neuf cent cinquante-huit.

(Sceau) Le Secrétaire,
48348-o FRANÇOIS JOBIN.

Notice is hereby given that the company "Crédit Anglo-Français Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, dated August 4, 1954, and having its head office at number 287 Notre-Dame Street, West, occupied up to this present date, has moved its office to 60 St-James Street, West, in Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office, situated at 60 St-James Street, West, Montreal, Quebec, is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this sixth day of August, one thousand nine hundred and fifty-eight.

(Seal) FRANÇOIS JOBIN,
48348 Secretary.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de: Leopold-Candler Associates Ltd.

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Leopold-Candler Associates Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25e jour de juin 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1255 rue Université, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 3e jour de juillet 1958.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
48349 MANNY ROBBINS.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of: Leopold-Candler Associates Ltd.

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Leopold-Candler Associates Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 25th day of June, 1958, and having it shead office in the City of Montreal, in the said Province, has established its office at 1255 University Street, Montreal.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at the city of Montreal, this 3rd day of July, 1958.

(Seal) MANNY ROBBINS,
48349-o Secretary-Treasurer.

Canada — Province de Québec

District de Montreal

Dans l'affaire de: Perth Investments (Quebec) Limited

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Perth Investments (Quebec) Limited", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 30e jour de juin 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1010 ouest, rue Ste Catherine, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 24e jour de juillet 1958.

Le Secrétaire,
48350 GAÉTAN LAGARDE.

AVIS DE CHANGEMENT DU SIÈGE SOCIAL

(Loi des Compagnies à Fonds Social étrangères)

Re: Carbola Chemical Products Limited, Chemsteel Construction Co., Inc., Construction Aggregates Corporation, Conversions and Surveys, Inc.

Avis est, par les présentes, donné que chacune des quatre compagnies ci-dessus mentionnées, dûment autorisées à exercer leur commerce dans la province de Québec, en vertu de l'autorité de la Loi des Compagnies à Fonds social étrangères, ont transmis au Secrétaire de la province, conformément aux dispositions de ladite loi, une copie d'une nouvelle procuration confirmant la constitution de M. W. H. Laidley jusqu'ici de 2000 Édifice Aldred, Montréal, et maintenant à chambre 300, 455 ouest, rue Craig, Montréal, province de Québec, comme son agent principal en ladite province et déclarant que son bureau principal en cette province, antérieurement établi a/s de Elder, Laidley, Leslie, Bourgeois & Doheny, 2000 Édifice Aldred, en ladite cité de Montréal, est maintenant établi à la nouvelle adresse ci-dessus mentionnée, à savoir: Chambre 300, 455 ouest, rue Craig, Montréal, 1.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
48379 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DU SIÈGE SOCIAL

(Loi des Compagnies à Fonds Social étrangères)

Re: The Brooks Oil Company, The Colorado Fuel and Iron Corporation, The Liquidometer Corporation, Parke, Davis & Company, Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que chacune des quatre compagnies ci-dessus mentionnées, dûment autorisées à exercer leur commerce dans la province de Québec, en vertu de l'autorité de la Loi des Compagnies à Fonds social étrangères, ont transmis au Secrétaire de la province, conformément aux dispositions de ladite loi, une copie d'une nouvelle procuration confirmant la constitution de M. W. H. Laidley jusqu'ici de 2000 Édifice Aldred, Montréal, et maintenant à chambre 300, 455 ouest, rue Craig, Montréal, province de Québec, comme son agent principal

Canada — Province of Quebec

District of Montreal

In the matter of: Perth Investments (Quebec) Limited

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Perth Investments (Quebec) Limited", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies'A ct on the 30th day of June, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1010 St. Catherine Street West, in the said city.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at the city of Montreal, this 24th day of July, 1958.

GAÉTAN LAGARDE,
48350-o Secretary.

NOTICE OF CHANGE OF HEAD OFFICE

(Extra-Provincial Companies' Act)

Re: Carbola Chemical Products Limited, Chemsteel Construction Co., Inc., Construction Aggregates Corporation, Conversions and Surveys, Inc.

Notice is hereby given that each of the four above-mentioned companies, duly licensed to do business in the Province of Quebec under the authority of the Extra-Provincial Companies' Act has forwarded to the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of the said Act, a copy of a new power of attorney confirming the constitution of Mr. W. H. Laidley heretofore of 2000 Aldred Building, Montreal, and now at Room 300, 455 Craig Street West, Montreal, Province of Quebec, as its chief agent in the said Province and declaring that its principal office in this Province, previously established at c/o Elder, Laidley, Leslie, Bourgeois & Doheny, 2000 Aldred Building, in the said city of Montreal, is now established at the above given new address, namely: Room 300, 455 Craig Street West, Montreal, 1.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
48379-o Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF HEAD OFFICE

(Extra-Provincial Companies' Act)

Re: The Brooks Oil Company, The Colorado Fuel and Iron Corporation, The Liquidometer Corporation, Parke, Davis & Company, Ltd.

Notice is hereby given that each of the four above-mentioned companies, duly licensed to do business in the Province of Quebec under the authority of the Extra-Provincial Companies' Act has forwarded to the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of the said Act, a copy of a new power of attorney confirming the constitution of Mr. W. H. Laidley heretofore of 2000 Aldred Building, Montreal, and now at Room 300, 455 Craig Street West, Montreal, Province of Quebec, as its chief agent in the said Province and declaring that its principal

en ladite province et déclarant que son bureau principal en cette province, antérieurement établi a/s de Elder, Laidley, Leslie, Bourgeois & Doheny, 2000 Édifice Aldred, en ladite cité de Montréal, est maintenant établi à la nouvelle adresse ci-dessus mentionnée, à savoir: Chambre 300, 455 ouest, rue Craig, Montréal, 1.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,

48380 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DU SIÈGE SOCIAL

(Loi des Compagnies à Fonds Social étrangères)

Re: Charms Company, Common Interests Incorporated Federal Electric Corporation, General Tire Chemical Co., Grace Line Inc., Layne & Bowler, Inc., Research-Cottrell, Inc., Swedish American Line Agency, Inc., Wyandotte Chemicals Corporation.

Avis est, par les présentes, donné que chacune des neuf compagnies ci-dessus mentionnées, dûment autorisées à exercer leur commerce dans la province de Québec, en vertu de l'autorité de la Loi des Compagnies à Fonds social étrangères, ont transmis au Secrétaire de la province, conformément aux dispositions de ladite loi, une copie d'une nouvelle procuration confirmant la constitution de M. W. H. Laidley jusqu'ici de 2000 Édifice Aldred, Montréal, et maintenant à chambre 300, 455 ouest, rue Craig, Montréal, province de Québec, comme son agent principal en ladite province et déclarant que son bureau principal en cette province, antérieurement établi a/s de Elder, Laidley, Leslie, Bourgeois & Doheny, 2000 Édifice Aldred, en ladite cité de Montréal, est maintenant établi à la nouvelle adresse ci-dessus mentionnée, à savoir: Chambre 300, 455 ouest, rue Craig, Montréal, 1.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,

48381 JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF HEAD OFFICE

(Extra-Provincial Companies' Act)

Re: Charms Company, Common Interests Incorporated Federal Electric Corporation, General Tire Chemical Co., Grace Line Inc., Layne & Bowler, Inc., Research-Cottrell, Inc., Swedish American Line Agency, Inc., Wyandotte Chemicals Corporation.

Notice is hereby given that each of the nine above-mentioned companies, duly licensed to do business in the Province of Quebec under the authority of the Extra-Provincial Companies' Act has forwarded to the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of the said Act, a copy of a new power of attorney confirming the constitution of Mr. W. H. Laidley heretofore of 2000 Aldred Building, Montreal, and now at Room 300, 455 Craig Street West, Montreal, Province of Quebec, as its chief agent in the said Province and declaring that its principal office in this Province, previously established at c/o Elder, Laidley, Leslie, Bourgeois & Doheny, 2000 Aldred Building, in the said city of Montreal, is now established at the above given new address, namely: Room 300, 455 Craig Street West, Montreal, 1.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,

48381-o Under Secretary of the Province.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE RIMOUSKI
(Comté de Rimouski)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, André-A. Ross, secrétaire-trésorier, École secondaire Langevin, rue St-Jean-Baptiste, Rimouski, comté de Rimouski, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 2 septembre 1958, pour l'achat de $480,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er août 1958 et remboursables par séries du 1er août 1959 au 1er août 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 3 juin 1958, telle que modifiée — construction d'une annexe de dix classes à l'école l'Annonciation, etc.

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF RIMOUSKI
(County of Rimouski)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André A. Ross, secretary-Treasurer, High School Langevin, St-Jean-Baptiste Street, Rimouski, county of Rimouski, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, September 2, 1958, for the purchase of an issue of $480,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the town of Rimouski, county of Rimouski, dated August 1st, 1958 and redeemable serially from August 1st, 1959 to August 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 3, 1958, as amended — construction of an annex of ten classes to the school of L'Annonciation, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $480,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1959	x$33,000.00
1er août 1960	x 35,000.00
1er août 1961	x 36,000.00
1er août 1962	x 38,000.00
1er août 1963	x 39,500.00
1er août 1964	x 41,500.00
1er août 1965	13,000.00
1er août 1966	14,000.00
1er août 1967	14,500.00
1er août 1968	15,000.00
1er août 1969	16,000.00
1er août 1970	17,000.00
1er août 1971	17,500.00
1er août 1972	18,500.00
1er août 1973	19,500.00
1er août 1974	20,000.00
1er août 1975	21,500.00
1er août 1976	22,500.00
1er août 1977	23,500.00
1er août 1978	24,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $180,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en six versements de $30,000.00 chacun, de 1959 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski, comté de Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 2 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, en l'école secondaire Langevin, rue St-Jean-Baptiste, Rimouski, comté de Rimouski.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

Rimouski, (Comté de Rimouski), ce 11 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ-A. ROSS.

École secondaire Langevin,
adresse postale: C.P. 454,
rue St-Jean-Baptiste,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.
Téléphone: RAymond 3-4228. 48364-o

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $480,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
August 1st, 1959	x$33,000.00
August 1st, 1960	x 35,000.00
August 1st, 1961	x 36,000.00
August 1st, 1962	x 38,000.00
August 1st, 1963	x 39,500.00
August 1st, 1964	x 41,500.00
August 1st, 1965	13,000.00
August 1st, 1966	14,000.00
August 1st, 1967	14,500.00
August 1st, 1968	15,000.00
August 1st, 1969	16,000.00
August 1st, 1970	17,000.00
August 1st, 1971	17,500.00
August 1st, 1972	18,500.00
August 1st, 1973	19,500.00
August 1st, 1974	20,000.00
August 1st, 1975	21,500.00
August 1st, 1976	22,500.00
August 1st, 1977	23,500.00
August 1st, 1978	24,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $180,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in six instalments of $30,000.00 each, from 1959 to 1964 inclusively, sall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rimouski, county of Rimouski.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation before August 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, September 2nd, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Langevin High School, St-Jean-Baptiste St., Rimouski, county of Rimouski.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski, (County of Rimouski) August 11, 1958.

ANDRÉ-A. ROSS,
The Secretary-Treasurer.

Langevin High School,
Postal address:
P.O.B. 454, St-Jean-Baptiste St.,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.
Telephone: RAymond 3-4228. 48364

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE VILLEROY
(Comté de Lotbinière)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Armand Croteau, secrétaire-trésorier, Villeroy, comté de Lotbinière, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 1er septembre 1958, pour l'achat de $56,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Villeroy, comté de Lotbinière, datées du 1er octobre 1958 et remboursables par séries du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en dante du 28 juin 1958, tell que modifiée — construction d'une école élémentaire de quatre classes au village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $56,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1959.....	x $26,000.00
1er octobre 1960.....	1,000.00
1er octobre 1961.....	1,000.00
1er octobre 1962.....	1,000.00
1er octobre 1963.....	1,000.00
1er octobre 1964.....	1,000.00
1er octobre 1965.....	1,000.00
1er octobre 1966.....	1,500.00
1er octobre 1967.....	1,500.00
1er octobre 1968.....	1,500.00
1er octobre 1969.....	1,500.00
1er octobre 1970.....	1,500.00
1er octobre 1971.....	1,500.00
1er octobre 1972.....	2,000.00
1er octobre 1973.....	2,000.00
1er octobre 1974.....	2,000.00
1er octobre 1975.....	2,000.00
1er octobre 1976.....	2,000.00
1er octobre 1977.....	2,500.00
1er octobre 1978.....	2,500.00

La lettre "x" indique l'année durant laquelle un octroi de $26,523.60, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 1959, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Deschaillons, comté de Lotbinière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF VILLEROY
(County of Lotbinière)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Armand Croteau, Secretary-Treasurer, Villeroy, county of Lotbinière, until 8.00 p'clock p.m., Monday, September 1st, 1958, for the purchase of an issue of $56,000.00 of bonds of the municipality of Villeroy, county of Lotbinière, dated October 1st, 1958 and redeemable serially from October 1st 1959 to October 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 28, 1958, as amended — construction of an elementary school of four classes in the village.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $56,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1959.....	x $26,000.00
October 1st, 1960.....	1,000.00
October 1st, 1961.....	1,000.00
October 1st, 1962.....	1,000.00
October 1st, 1963.....	1,000.00
October 1st, 1964.....	1,000.00
October 1st, 1965.....	1,000.00
October 1st, 1966.....	1,500.00
October 1st, 1967.....	1,500.00
October 1st, 1968.....	1,500.00
October 1st, 1969.....	1,500.00
October 1st, 1970.....	1,500.00
October 1st, 1971.....	1,500.00
October 1st, 1972.....	2,000.00
October 1st, 1973.....	2,000.00
October 1st, 1974.....	2,000.00
October 1st, 1975.....	2,000.00
October 1st, 1976.....	2,000.00
October 1st, 1977.....	2,500.00
October 1st, 1978.....	2,500.00

The letter "x" indicate the year a grant of $26,523.60 granted by the Provincial Secretary and payable in 1959, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Deschaillons, county of Lotbinière.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation before October 1st, 1968, inclisively; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 1er septembre 1958, à 8.00 heures du soir, en la salle paroissiale, Villeroy, comté de Lotbinière.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Villeroy, (Comté de Lotbinière), ce 11 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
ARMAND CROTEAU.

Villeroy, (Comté de Lotbinière), P.Q.
Téléphone: 21 sonnez 12. 48365-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on September 1st, 1958 at 8.00 o'clock p.m., at the parish hall, Villeroy, county of Lotbinière.

The school commissioners, do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Villeroy, (County of Lotbinière), August 11, 1958.

ARMAND CROTEAU,
Secretary-Treasurer.

Villeroy, (County of Lotbinière), P.Q.
Telephone: 21 ring 12. 48365

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-des-Laurentides (Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ovila Rhéaume, secrétaire-trésorier, 596 avenue Notre-Dame, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, jusqu'à 8.15 heures du soir, mardi, le 2 septembre 1958, pour l'achat de $156,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, datées du 1er septembre 1958 et remboursables par séries du 1er septembre 1959 au 1er septembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 30 juin 1958, telle que modifiée — construction d'une école dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $156,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1959.....	x$23,000.00
1er septembre 1960.....	x 24,000.00
1er septembre 1961.....	x 25,000.00
1er spetembre 1962.....	x 26,500.00
1er septembre 1963.....	2,500.00
1er septembre 1964.....	2,500.00
1er septembre 1965.....	2,500.00
1er septembre 1966.....	3,000.00
1er septembre 1967.....	3,000.00
1er septembre 1968.....	3,000.00
1er septembre 1969.....	3,000.00
1er septembre 1970.....	3,500.00
1er septembre 1971.....	3,500.00
1er septembre 1972.....	4,000.00
1er septembre 1973.....	4,000.00
1er septembre 1974.....	4,000.00
1er septembre 1975.....	4,500.00
1er septembre 1976.....	4,500.00
1er septembre 1977.....	5,000.00
1er septembre 1978.....	5,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $100,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $25,000.00 chacun, de 1959 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque

Province of Quebec

The school commissioners for the municipality of Notre-Dame-des-Laurentides (County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ovila Rhéaume, Secretary-Treasurer, 596 Notre-Dame Avenue, Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec, until 8.15 o'clock p.m., Tuesday, September 2, 1958, for the purchase of an issue of $156,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec, dated September 1st, 1958, and redeemable serially from September 1st, 1959 to September 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4% or over 5% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 30, 1958, as modified — Erection of a school in Ward No. 1.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $156,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1959.....	x$23,000.00
September 1st, 1960.....	x 24,000.00
September 1st, 1961.....	x 25,000.00
September 1st, 1962.....	x 26,500.00
September 1st, 1963.....	2,500.00
September 1st, 1964.....	2,500.00
September 1st, 1965.....	2,500.00
September 1st, 1966.....	3,000.00
September 1st, 1967.....	3,000.00
September 1st, 1968.....	3,000.00
September 1st, 1969.....	3,000.00
September 1st, 1970.....	3,500.00
September 1st, 1971.....	3,500.00
September 1st, 1972.....	4,000.00
September 1st, 1973.....	4,000.00
September 1st, 1974.....	4,000.00
September 1st, 1975.....	4,500.00
September 1st, 1976.....	4,500.00
September 1st, 1977.....	5,000.00
September 1st, 1978.....	5,000.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $100,000.00, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $25,000.00 each, from 1959 to 1962 inclusive, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by

visé, payable au pair à Charlesbourg, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 2 septembre 1958, à 8.15 heures du soir, en la salle du collège, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-des-Laurentides, (Comté de Québec), ce 7 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
OVILA RHÉAUME.

596 avenue Notre-Dame,
Notre-Dame-des-Laurentides, (Québec), P.Q.
Téléphone: VIctor 9-4123. 48366-o

---

certified cheque payable at par at Charlesbourg, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior, to September 1st, 1968 inclusive; after which date, the said bonds may, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accured on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, September 2, 1958, at 8.15 o'clock p.m., in the College Hall, Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-des-Laurentides, (County of Quebec), this August 7, 1958.

OVILA RHÉAUME,
Secretary-Treasurer.

596 Notre-Dame Avenue,
Notre-Dame-des-Laurentides, (Quebec), P.Q.
Telephone: VIctor 9-4123. 48366

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la Municipalité de Ste-Cécile-de-Masham (Comté de Gatineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J. Matte, D.M.V., secrétaire-trésorier, R.R. No. 1, Wakefield, comté de Gatineau, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 1er septembre 1958, pour l'achat de $148,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Cécile-de-Masham, comté de Gatineau, datées du 1er septembre 1958 et remboursables par séries du 1er septembre 1959 au 1er septembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 22 juin 1958, telle que modifiée — construction d'une école au village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $148,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1959.....	x$23,000.00
1er septembre 1960.....	x 24,000.00
1er septembre 1961.....	x 25,000.00
1re septembre 1962.....	x 26,500.00
1er septembre 1963.....	2,000.00
1er septembre 1964.....	2,000.00

Province of Quebec

The School Commissioners for the Municipality of Ste. Cécile-de-Masham (County of Gatineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. Matte, D.M.V., Secretary-Treasurer, R.R. No. 1, Wakefield, county of Gatineau, until 8.00 o'clock p.m., Monday, September 1st, 1958, for the purchase of an issue of $148,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Ste. Cécile-de-Masham, county of Gatineau, dated September 1st, 1958 and redeemable serially from September 1st, 1959 to September 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4% or over 5% per annum, payable semi-annually on March 1st and Sepgember 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated June 22, 1958, as modified — Erection of a school in the village.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $148,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1959	x$23,000.00
September 1st, 1960	x 24,000.00
September 1st, 1961	x 25,000.00
September 1st, 1962	x 26,500.00
September 1st, 1963	2,000.00
September 1st, 1964	2,000.00

1er septembre 1965.....	2,500.00
1er septembre 1966.....	2,500.00
1er septembre 1967.....	2,500.00
1re septembre 1968.....	2,500.00
1er septembre 1969.....	3,000.00
1er septembre 1970.....	3,000.00
1er septembre 1971.....	3,000.00
1er septembre 1972.....	3,000.00
1er septembre 1973.....	3,500.00
1er septembre 1974.....	3,500.00
1er septembre 1975.....	4,000.00
1er septembre 1976.....	4,000.00
1er septembre 1977.....	4,000.00
1er septembre 1978.....	4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $101,600.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $25,415.00 chacun, de 1959 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Wakefield, comté de Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque dans les cités de Toronto et d'Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 1er septembre 1958, à 8.00 heures du soir, au couvent du Sacré-Coeur, Wakefield, comté de Gatineau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

Wakefield, (Comté de Gatineau), ce 11 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
J. MATTE, D.M.V.,

R.R. N° 1.
Wakefield, (Gatineau), P.Q.
Téléphone: 609 son. 2 à Wakefield. 48367-o

September 1st, 1965	2,500.00
September 1st, 1966	2,500.00
September 1st, 1967	2,500.00
September 1st, 1968	2,500.00
September 1st, 1969	3,000.00
September 1st, 1970	3,000.00
September 1st, 1971	3,000.00
September 1st, 1972	3,000.00
September 1st, 1973	3,500.00
September 1st, 1974	3,500.00
September 1st, 1975	4,000.00
September 1st, 1976	4,000.00
September 1st, 1977	4,000.00
September 1st, 1978	4,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $101,600-00, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $25,415.00 each, from 1959 to 1962 inclusively, will be received and applied to this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, princiapl and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Wakefield, county of Gatineau.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the head office of said bank in the cities of Toronto and Ottawa.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1968 inclusive; after which date the said bonds may, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on September 1st, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Sacred Heart School, Wakefield, county of Gatineau.

The School Commissioners not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Wakefiled, (County of Gatineau), August 11, 1958.

J. MATTE, D.M.V.,
The Secretary-Tresaurer.

R.R. No. 1,
Wakefield, (Gatineau), P.Q.
Telephone: 609 Ring 2 at Wakefield. 48367

Province de Québec

VILLE DE COWANSVILLE
(Comté de Missisquoi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-R. Ouellette, secrétaire-tréosrier, Hôtel de Ville, 153 rue Principale, Cowansville, comté de Missisquoi, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 2 septembre 1958, pour l'achat de $209,000.00 d'obligations de la ville de Cowansville, comté de Missisquoi, datées du 1er octobre 1958 et remboursables par séries du 1er octobre 1959 au

Province of Quebec

TOWN OF COWANSVILLE
(County of Missisquoi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-R. Ouellette, Secretary-Treasurer, Town Hall, 153 Principale Street, Cowansville, county of Missiquoi, until 8.00 p.m., Tuesday, September 2, 1958, for the purchase of an issue of $209,000.00 of bonds of the town of Cowansville, county of Missisquoi, dated October 1st, 1958 and redeemable serially from October 1st, 1959 to October 1st, 1978

1er octobre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% de 1959 à 1968 inclusivement, non inférieur à 4½% de 1969 à 1978 inclusivement, et non supérieur à 5% de 1959 à 1978 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 326 — $100,000.00 — travaux de voirie, plan d'urbanisme, construction de trottoirs, etc.; et règlement d'emprunt N° 333 — $109,000.00 — travaux de voirie, construction de trottoirs, travaux d'aqueduc et d'égouts, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $209,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1959	$ 1,500.00
1er octobre 1960	1,500.00
1er octobre 1961	1,500.00
1er octobre 1962	1,500.00
1er octobre 1963	1,500.00
1er octobre 1964	1,500.00
1er octobre 1965	1,500.00
1er octobre 1966	1,500.00
1er octobre 1967	1,500.00
1er octobre 1968	1,500.00
1er octobre 1969	1,500.00
1er octobre 1970	7,500.00
1er octobre 1971	8,500.00
1er octobre 1972	18,500.00
1er octobre 1973	21,000.00
1er octobre 1974	24,000.00
1er octobre 1975	26,000.00
1er octobre 1976	27,000.00
1er octobre 1977	30,000.00
1er octobre 1978	30,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cowansville, comté de Missisquoi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 153 rue Principale, Cowansville, comté de Missisquoi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cowansville, (Comté de Missisquoi), ce 8 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-R. OUELLETTE.

Adresse postale: C.P. 880,
Hôtel de Ville, 153 rue Principale,
Cowansville, (Missisquoi), P.Q.,
Téléphone: 6. 48368-o

inclusively, with interest at a rate not less than 4% from 1959 to 1968 inclusively, not inferior to 4½% from 1969 to 1978 inclusively, and not more than 5% from 1959 to 1978 inclusively, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 326 — $100,000.00 — road labor, town planning, building of sidewalks, etc.; and loan by-law No. 333 — $109,000.00 — road labor, building of sidewalks, waterworks and sewage operations, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $209.000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1959	$ 1,500.00
October 1st, 1960	1,500.00
October 1st, 1961	1,500.00
October 1st, 1962	1,500.00
October 1st, 1963	1,500.00
October 1st, 1964	1,500.00
October 1st, 1965	1,500.00
October 1st, 1966	1,500.00
October 1st, 1967	1,500.00
October 1st, 1968	1,500.00
October 1st, 1969	1,500.00
October 1st, 1970	7,500.00
October 1st, 1971	8,500.00
October 1st, 1972	18,500.00
October 1st, 1973	21,000.00
October 1st, 1974	24,000.00
October 1st, 1975	26,000.00
October 1st, 1976	27,000.00
October 1st, 1977	30,000.00
October 1st, 1978	30,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Cowansville, county of Missisquoi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation before October 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 2, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 153 Principale Street, Cowansville, county of Missisquoi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cowansville, (County of Missisquoi), August 8, 1958.

J.-R. OUELLETTE,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 880,
Town Hall, 153 Principale Street,
Cowansville, (Missisquoi), P.Q.,
Telephone: 6. 48368

Province de Québec

—

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LES ÉCORES
(Comté de Laval)

—

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ernest Desnoyers, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7h.30 du soir à 2,859 Boul. Lévesque, St-Vincent-de-Paul, (Laval), ou jusqu'à 8.00 heures du soir à l'école St-Victor, 2,450 rue Rosemère, St-Vincent-de-Paul, mercredi, le 3 septembre 1958 pour l'achat de $365,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Les Écores, comté de Laval, datées du 1er octobre 1958 et remboursables par séries du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 3 juin 1958, telle que modifiée — construction d'une école de quatorze classes avec gymnase.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $365,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1959	x$37,000.00
1er octobre 1960	x 39,000.00
1er octobre 1961	x 40,500.00
1er octobre 1962	x 42,500.00
1er octobre 1963	x 44,500.00
1er octobre 1964	7,500.00
1er octobre 1965	8,000.00
1er octobre 1966	8,500.00
1er octobre 1967	8,500.00
1er octobre 1968	9,000.00
1er octobre 1969	9,500.00
1er octobre 1970	10,000.00
1er octobre 1971	10,500.00
1er octobre 1972	11,000.00
1er octobre 1973	11,500.00
1er octobre 1974	12,000.00
1er octobre 1975	13,000.00
1er octobre 1976	13,500.00
1er octobre 1977	14,000.00
1er octobre 1978	15,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $194,606.25, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $38,921.25 chacun, de 1959 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à 440, Boul. Gouin-Est, Ahuntsic, Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus

Province of Quebec

—

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LES ÉCORES
(County of Laval)

—

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ernest Desnoyers, Secretary-Treasurer, until 7.30 p.m., at 2,859 Lévesque Blvd., (Laval), or until 8.00 p.m., at the St-Victor School 2,450 Rosemere St., St-Vincent-de-Paul, Wednesday, September 3, 1958 for the purchase of an issue of $365,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Les Écores, county of Laval, dated October 1st, 1958, and redeemable serially from October 1st, 1959 to October 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 3, 1958, as amended — erection of a fourteen-classroom school with gymnasium.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $365,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1959	x$37,000.00
October 1st, 1960	x 39,000.00
October 1st, 1961	x 40,500.00
October 1st, 1962	x 42,500.00
October 1st, 1963	x 44,500.00
October 1st, 1964	7,500.00
October 1st, 1965	8,000.00
October 1st, 1966	8,500.00
October 1st, 1967	8,500.00
October 1st, 1968	9,000.00
October 1st, 1969	9,500.00
October 1st, 1970	10,000.00
October 1st, 1971	10,500.00
October 1st, 1972	11,000.00
October 1st, 1973	11,500.00
October 1st, 1974	12,000.00
October 1st, 1975	13,000.00
October 1st, 1976	13,500.00
October 1st, 1977	14,000.00
October 1st, 1978	15,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $194,606.25, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $38,921.25 each, from 1959 to 1963 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at 440 Gouin-East, Blvd., Ahuntsic, Montreal.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation before October 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called

éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 3 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, à l'école St-Victor, 2,450 rue Rosemère, St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

St-Vincent-de-Paul, (Comté de Laval), ce 13 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
ERNEST DESNOYERS.

Adresse postale: 2,859 Boul. Lévesque,
St-Vincent-de-Paul, (Laval), P.Q.
Téléphone: MO 9-0377. 48376-o

for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, September 3, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the St-Victor School, 2,450 Rosemere Street, St-Vincent-de-Paul, county of Laval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Vincent-de-Paul, (County of Laval), August 13, 1958.

ERNEST DESNOYERS,
The Secretary-Treasurer.

Postal address: 2,859 Lévesque Blvd.,
St-Vincent-de-Paul, (Laval), P.Q.
Telephone: MO 9-0377. 48376

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE MANSFIELD
(Comté de Pontiac)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Joseph Lafrance, secrétaire-trésorier, Davidson, comté de Pontiac, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 2 septembre 1958, pour l'achat de $50,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Mansfield, comté de Pontiac, datées du 1er octobre 1958 et remboursables par séries du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 20 juin 1958 — construction d'une école de cinq classes dans le village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $50,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1959.....	x $26,000.00
1er octobre 1960.....	1,000.00
1er octobre 1961.....	1,000.00
1er octobre 1962.....	1,000.00
1er octobre 1963.....	1,000.00
1er octobre 1964.....	1,000.00
1er octobre 1965.....	1,000.00
1er octobre 1966.....	1,000.00
1er octobre 1967.....	1,000.00
1er octobre 1968.....	1,000.00
1er octobre 1969.....	1,000.00
1er octobre 1970.....	1,000.00
1er octobre 1971.....	1,500.00
1er octobre 1972.....	1,500.00
1er octobre 1973.....	1,500.00
1er octobre 1974.....	1,500.00
1er octobre 1975.....	1,500.00
1er octobre 1976.....	1,500.00
1er octobre 1977.....	2,000.00
1er octobre 1978.....	2,000.00

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF MANSFIELD
(County of Pontiac)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Joseph Lafrance, Secretary-Treasurer, Davidson, county of Pontiac, until 8.00 p.m., Tuesday, September 2, 1958, for the purchase of an issue of $50,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Mansfield, county of Pontiac, dated October 1st, 1958 and redeemable serially from October 1st, 1959 to October 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 20, 1958 — erection of a five-classroom school in the village.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $50,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1959.....	x $26,000.00
October 1st, 1960.....	1,000.00
October 1st, 1961.....	1,000.00
October 1st, 1962.....	1,000.00
October 1st, 1963.....	1,000.00
October 1st, 1964.....	1,000.00
October 1st, 1965.....	1,000.00
October 1st, 1966.....	1,000.00
October 1st, 1967.....	1,000.00
October 1st, 1968.....	1,000.00
October 1st, 1969.....	1,000.00
October 1st, 1970.....	1,000.00
October 1st, 1971.....	1,500.00
October 1st, 1972.....	1,500.00
October 1st, 1973.....	1,500.00
October 1st, 1974.....	1,500.00
October 1st, 1975.....	1,500.00
October 1st, 1976.....	1,500.00
October 1st, 1977.....	2,000.00
October 1st, 1978.....	2,000.00

La lettre "x" indique l'année durant laquelle un octroi de $26,437.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement, en 1959, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Fort-Coulonge, comté de Pontiac.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque dans les cités de Toronto et d'Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 2 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, au bureau de la commission scolaire, Davidson, comté de Pontiac.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Davidson, (Comté de Pontiac), ce 12 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH LAFRANCE.

Davidson, (Comté de Pontiac), P.Q.

Téléphone: 8 sonnez 15 chez M. Oscar Marion.

48377-o

The letters "x" indicates the year during which a grant of $26,437.50, granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment in 1959, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Fort-Coulonge, county of Pontiac.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in the cities of Toronto and Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation before October 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, September 2, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the office of the school commission, Davidson, county of Pontiac.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Davidson, (County of Pontiac), August 12, 1958.

JOSEPH LAFRANCE,
Secretary-Treasurer.

Davidson, (County of Pontiac), P.Q.

Telephone: 8 ring 15 at Mr. Oscar Marion's.

48377

Province de Quebec

VILLE DE L'ASSOMPTION
(Comté de L'Assomption)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ernest Archambault, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 210 rue Ste-Anne, L'Assomption, comté de L'Assomption, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 3 septembre 1958, pour l'achat de $112,000.00 d'obligations de la ville de L'Assomption, comté de L'Assomption, datées du 1er septembre 1958 et remboursables par séries du 1er septembre 1959 au 1er septembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% pour les échéances de 1959 à 1968 inclusivement, non inférieur à 4½% pour les échéances de 1969 à 1978 inclusivement, et non supérieur à 5% pour les échéances de 1959 à 1978 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 35 — travaux d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant

Province of Quebec

TOWN OF L'ASSOMPTION
(County of L'Assomption)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ernest Archambault, secretary-treasurer, City Hall, 210 Ste Anne Street, L'Assomption, county of L'Assomption, until 8.00 o'clock p.m., Wenesday, September 3, 1958 for the purchase of an issue of $112,000.00 of bonds of the town of L'Assomption, county of L'Assomption dated September 1st, 1958 and redeemable serially from September 1st, 1959 to September 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4% for maturities from 1959 to 1968 inclusively, nor less than 4½% for maturities from 1969 to 1978 inclusively, and not over 5% for maturities from 1959 to 1978 inclusively payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 35 — Sewage operations.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $112,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1959	$ 1,500.00
1er septembre 1960	2,000.00
1er septembre 1961	2,000.00
1er septembre 1962	2,000.00
1er septembre 1963	2,000.00
1er septembre 1964	2,000.00
1er septembre 1965	2,500.00
1er septembre 1966	2,500.00
1er septembre 1967	2,500.00
1er septembre 1968	2,500.00
1er septembre 1969	2,500.00
1er septembre 1970	3,000.00
1er septembre 1971	3,000.00
1er septembre 1972	3,000.00
1er septembre 1973	3,500.00
1er septembre 1974	3,500.00
1er septembre 1975	3,500.00
1er septembre 1976	4,000.00
1er septembre 1977	4,000.00
1er septembre 1978	60,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à L'Assomption, comté de L'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er septembre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 3 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, en la salle de l'Hôtel de Ville, 210 rue Ste-Anne, L'Assomption, comté de L'Assomption.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Assomption, (Comté de L'Assomption), ce 12 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
ERNEST ARCHAMBAULT.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 15,
210 rue Ste-Anne, L'Assomption,
(L'Assomption), P.Q.
Téléphone: TErminus 7-2792. 48378-o

Table of redemption — $112,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1959	$ 1,500.00
September 1st, 1960	2,000.00
September 1st, 1961	2,000.00
September 1st, 1962	2,000.00
September 1st, 1963	2,000.00
September 1st, 1964	2,000.00
September 1st, 1965	2,500.00
September 1st, 1966	2,500.00
September 1st, 1967	2,500.00
September 1st, 1968	2,500.00
September 1st, 1969	2,500.00
September 1st, 1970	3,000.00
September 1st, 1971	3,000.00
September 1st, 1972	3,000.00
September 1st, 1973	3,500.00
September 1st, 1974	3,500.00
September 1st, 1975	3,500.00
September 1st, 1976	4,000.00
September 1st, 1977	4,000.00
September 1st, 1978	60,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at L'Assomption, county of L'Assomption.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1965 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1966 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to September 1st, 1968 inclusive if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, September 3, 1958, at 8.00 o'clock p.m., in the City Hall, 210 Ste. Anne Street, L'Assomption, county of L'Assomption.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

L'Assomption, (County of L'Assomption), this August 12, 1958.

ERNEST ARCHAMBAULT,
Secretary-Treasurer.

Post Office address: City Hall, P.B. 15,
210 Ste. Anne Street, L'Assomption,
(L'Assomption), P.Q.
Telephone: TErminus 7-2792. 48378

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Québec, N° 5297-F. Dans la Cour Supérieure (En Matière de Faillite). Dans l'affaire de: Édouard Létourneau, négociant, Les Escoumins, comté de Saguenay, P.Q.

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que SAMEDI, le VINGT SEPTEMBRE 1958, à DIX heures a.m. sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Les Escoumins, comté de Saguenay, P.Q., l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Le lot numéro treize-F-deux (13-F-2) du rang un (1) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Escoumins, avec bâtisses dessus construites.

Cet immeuble sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur à la charge des taxes municipales et scolaires, tant pour le passé que pour l'avenir, et de toutes autres impositions foncières pouvant affecter ledit immeuble.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à une vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, ce 12 août 1958.

Le Syndic,
J.-P. BÉDARD.

Bureaux: 71, rue St-Pierre,
Chambre 411, Québec. 48386-33l2-o

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 5297-F. In the Superior Court (In Bankruptcy). In the matter of: Édouard Létourneau, merchant, Les Escoumins, county of Saguenay, P.Q.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on SATURDAY, SEPTEMBER TWENTIETH, 1958, at TEN o'clock a.m., will be sold by public auction at the church door of the parish of Les Escoumins, county of Saguenay, P.Q., the immoveable property as follow:

Lot number thirteen-F-two (13-F-2) of range one (1) to the plan and book of reference of the official cadastre for district Escoumins, with building thereon erected.

This immoveable property shall be sold to the last and highest bidder subject to municipal and scholar taxes and all impositions as much for the past as for the future.

This sale shall be made in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the code of civil procedure and also article 55 of the bankruptcy act. This sale is the equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: cash.

Quebec, August 12th, 1958.

J.-P. BÉDARD,
Trustee.

Offices: 71, St-Peter St.,
Room 411, Quebec. 48386-33-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 4886. { LUCIEN ASSELIN, marchand de Palmarolle, dans le district d'Abitibi, demandeur, vs J. P. GILBERT, commis de la ville de La Sarre, dans le district d'Abitibi, défendeur.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant un emplacement de quatre-vingt pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur (80 x 70) à prendre dans la partie non subdivisée du lot numéro vingt-huit (28) rang six (6) du canton La Sarre, tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton, la ligne sud dudit emplacement se trouvant du côté ouest, à vingt et un pieds au nord du poteau sud-est de la subdivision numéro soixante-neuf dudit lot vingt-huit rang six, cet emplacement se trouvant borné à l'ouest par ladite subdivision numéro soixante-neuf — vingt-huit rang six (28-69/6) à l'est par la subdivision numéro soixante-huit dudit lot vingt-huit rang six (28-68 rg. 6) dudit canton, avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Sueprior Court, No. 4886. { LUCIEN ASSELIN, merchant of Palmarolle, in the district of Abitibi, plaintiff, vs J. P. GILBERT, clerk in the town of La Sarre, in the district of Abitibi, defendant.

NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as being an emplacement of eighty feet in width by seventy feet in depth (80 x 70) to be taken in the unsubdivided part of lot number twenty-eight (28) range six (6) of the La Sarre township, as described on the official cadaster for the said township, the southern line of the said emplacement being found on the west side, at twenty-one feet north of the post southeast of the subdivision number sixty-nine of the said lot twenty-eight, range six, this emplacement being bounded on the west by the said subdivision sixty-nine — twenty-eight, range six (28-69/6) on the east by subdivision number sixty-eight of the said lot twenty-eight range six (28-68 range 6) of the said township, with buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AOÛT à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, J. A. GAUTHIER.
Amos, 18 juillet 1958. 48246-30-2-o

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° 11,118. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, vs MAURICE DUFOUR, ci-devant domicilié à Ste-Rose de Poularies, comté d'Abitibi-Ouest, Qué., et aujourd'hui de lieux inconnus, défendeurs.

Les immeubles suivants:

"Un lot de terre connu et désigné sous les numéros cinquante-et-un-A et cinquante et un-B (51-A & 51-B) du rang sept (7) canton Poularies, comté d'Abitibi, P.Q. selon le plan et livre de rencoi officiels du cadastre pour ledit canton, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve présentement.

Aussi le lot de terre connu sous le numéro cinquante-deux (52) du rang sept (7), canton de Poularies, comté d'Abitibi, P.Q. avec toutes les bâtisses dessus érigées. Ledit lot de terre numéro 52 du rang 7, canton de Poularies, n'étant pas encore patenté."

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Rose de Poularies, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT 1958, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, J. A. GAUTHIER.
Amos, 15 juillet 1958. 48247-30-2-o

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour de Magistrat, N° 219-095. J. L. THÉRIAULT, faisant affaires sous les nom et raison sociale de "J. L. Thériault & Fils Ltée", 710 1ère Avenue, Limoilou, Québec. demandeur; vs LAURENT PITRE, St-Alexis, comté de Matapédia, P.Q., défendeur:

Description: Un certain morceau de terre ou emplacement situé dans le village de St-Alexis de Matapédia, dans le premier rang Rivière Restigouche, du canton Matapédia, à distraire du lot numéro sept-A (7-A), du cadastre officiel desdits rangs et canton situé à environ cent pieds du chemin public, et à l'ouest de l'extrémité sud du terrain de Dame Albert Beaupré, et mesurant cinquante pieds de largeur (nord-sud sur toute sa profondeur qui est de cinquante-cinq pieds (50'x55') et borné ledit terrain comme suit: Au nord, au sud et à l'ouest par le résidué de la propriété du vendeur et à l'est par la propriété de Dame Albert Beaupré (partie de 7-A), tel que ledit terrain est actuellement avec servitude de passage dans le chemin d'entrée du vendeur pour se rendre au chemin public."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Alexis de Matapédia, comté et district de Bonaventure, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent cinquante huit (le 23 septembre 1958), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, F. J. LEGRESLEY.
New Carlisle, le 9 août 1958. 48369-33-2-o

To be sold at the door of the parochial church of La Sarre, on the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST, 1958, at TWO o'clock on the afternoon.

J. A. GAUTHIER,
Sheriff' Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, July 18, 1958. 48246-30-2

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 11,118. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office in Quebec, plaintiff, vs MAURICE DUFOUR, formerly domiciled at Ste. Rose de Poularies, county of Abitibi-West, Que., and presently of unknown whereabouts, defendant.

The following immoveables:

"A lot of land known and designated under numbers fifty-one-A and fifty-one-B (51-A & 51-B), range seven (7), township of Poularies, county of Abitibi, P.Q. according to the official plan and book of reference for said township, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, all of which as it actually stands.

Also lot of land known under number fifty-two (52), range seven (7), township of Poularies, county of Abitibi, P.Q., with all the buildings thereon erected. The said lot of land number 52, range 7, township of Poularies, being not as yet patented."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Ste. Rose de Poularies, the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, July 15, 1958. 48247-30-2

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Magistrate's Court, No. 219-095. J. L. THÉRIAULT, doing business under the name of "J. L. Thériault & Sons Ltd." 710, 1st Avenue, Limoilou, Québec; plaintiff, vs LAURENT PITRE, of St-Alexis, county of Matapedia, P.Q., defendant.

Description: A certain piece of land or emplacement situate in the village of St-Alexis de Matapedia, in the first range, Restigouche River, township of Matapedia, to be taken from lot number seven-A (7-A) of the official cadastre, for the said range and township, situate at approximately one hundred feet (100') from the Public Highway, and on the west side of the southern end of the property of Dame Alfred Beaupré, and measuring fifty feet wide (North-south of the whole depth which is fifty-five feet (50'x55') and bounded as follows: To the north, south and west, by the residue of the property of the Vendor, and to the east by the property of Dame Alfred Beaulieu, (part of 7-A), as the whole now subsists which servitude of right of way in the Vendor's Entrance to go to the Public Highway."

To be sold at the parochial church door of St-Alexis de Matapédia, county and district of Bonaventure, on the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER one thousand nine hundred and fifty-eight (September 23rd, 1958), at TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LEGRESLEY,
Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, August 9th 1958. 48369-33-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, N° 24,110. LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée ayant le siège social de ses affaires en les cité et district de Montréal, et ayant une succursale à Jonquière, district de Chicoutimi, demanderesse; vs ARMAND GUY, fils de Napoléon, résidant à Cap Santé, district de Québec, défendeur; et CLAUDE PERRAS, ès-qualité de syndic en la faillite de Armand Guy, ayant son bureau d'affaires au N° 4 de la rue Notre-Dame est, en les cité et district de Montréal, mis-en-cause.

Contre le défendeur:

Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière comme formant partie du lot numéro treize (Ptie N° 13), dans le rang quatre (Rg. IV) dudit canton, lequel terrain mesure environ quatre cents pieds (400′) de largeur de l'est à l'ouest, sur environ quatre cents (400′) de profondeur, du sud au nord, et est borné vers le nord par la ligne de chemin de fer du Canadien National, vers l'est par un chemin privé de vingt pieds (20′) de largeur, vers le sud par l'ancienne route régionale Jonquière-St-Bruno, et vers l'ouest par le terrain de M. Lionel Savard ou ses représentants, avec bâtisses y dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Georges, dans la cité de Jonquière, le DIX-HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1958, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, le 9 août 1958.

48371-33-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 24,110. THE CANADIAN NATIONAL BANK, corporation legally incorporated having its business head office in the city and district of Montreal, and a branch at Jonquière, district of Chicoutimi, plaintiff vs ARMAND GUY, son of Napoleon, residing at Cap Santé, district of Quebec, defendant, and CLAUDE PERRAS, in his capacity of trustee in bankruptcy of Armand Guy, having his business office at No. 4 Notre Dame Street, East, in the city and district of Montreal, mis-en-cause.

Against the defendant:

A plot of land or emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Jonquière as forming part of lot number thirteen (P. No. 13), in range four (Rg. IV) of said township, said land measuring some four hundred feet (400′) wide from east to west, some four hundred feet (400′) deep, from south to north, and bounded northerly by the Canadian National Railway line, easterly by a private road of twenty feet (20′) wide, southerly by the former regional highway Jonquière-St. Bruno, and westerly by the land of Mr. Lionel Savard of his representatives, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of St. Georges, in the city of Jonquière, the EIGHTEENTH day of the month of SEPTEMBER 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, August 9, 1958.

48371-33-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour de magistrat, Rimouski, N° 34,552. DOCTEUR GAÉTAN LEMIRE, Ste-Anne des Monts, demandeur; vs ÉDOUARD FOURNIER, Anse Ste-Anne des Monts, défendeur, comté de Gaspé.

La propriété à vendre est la suivante.

"Une certaine étendue de terrain de forme irrégulière et située en la paroisse de Ste-Anne des Monts, mesurant une largeur de cent pieds (100′) à la ligne nord-ouest et de cent trente-sept pieds (137′) à celle sud-est, par une profondeur de quatre cent cinquante-cinq pieds (455′), mesurée à la ligne sud-ouest, avec la maison dessus construite, appartenance et circonstances, ledit terrain désigné comme faisant partie du lot portant le numéro quarante-sept (47) subdivision A, resubdivision un (P. de 47-A-1) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du fief Ste-Anne des Monts Notre Dame et bornée comme suit: au nord-ouest par partie du lot 47-A-1 de Wilfrid Vallée, au nord-est, par le lot 46-A-1 d'Édouard D. Dugas, au sud est par le résidu du lot 47-A-1 appartenant à Romuald Rioux, ladite ligne sud-est sise et située à cent douze pieds (112′) du parement sud de la maison construite sur ledit terrain, fait angle droit avec les lignes nord-est et sud-ouest et au sud-ouest par l'emprise nord-est d'un chemin de communication".

Pour être vendue à la porte de l'église de Ste-Anne des Monts, MARDI le VINGT-

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Magistrate's Court, Rimouski, No. 34,552. DOCTOR GAÉTAN LEMIRE, Ste-Anne des Monts, plaintiffs; vs ÉDOUARD FOURNIER, Anse Ste-Anne des Monts, defendant, county of Gaspé.

The property for sale is the following:

"A certain extent of land of irregular form and situated in the parish of Ste-Anne des Monts, measuring a width of one hundred feet (100′) on the northwest line and one hundred and thirty-seven feet (137′) on that of the southwest by a depth of four hundred and fifty-five feet (455′), measured on the southwest line, with the house thereon erected, appurtenances and circumstances, the said land designated as forming part of lot bearing number forty-seven (47) subdivision A, resubdivision one (P. of 47-A-1) on the plan and book of reference of the official cadaster for the first range of the fief Ste-Anne des Monts Notre Dame and bounded as follows: on the northwest by part of lot 47-A-1 of Wilfrid Vallée, on the northeast, by lot 46-A-1 of Edouard D. Dugas, on the southeast by the residue of lot 47-A-1 belonging to Romuald Rioux, the said southeast line situated at one hundred and twelve (112′) feet of the southern façade of the house erected on the said land, makes a straight angle with the northeast and southwest lines and on the southwest by the northeast right-of-way of a communication road."

To be sold at the church door of Ste-Anne des Monts, TUESDAY, the TWENTY-SIXTH

SIXIÈME jour d'AOÛT 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q., 21 juillet, 1958. 48255-30-2-o

day of AUGUST, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., July 21, 1958. 48255-30-2

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 421,111. { DAME MARGARET ROCKBROWN, commis, épouse contractuellement séparée de biens de William Douglas Gore, 130, 31ième Avenue, à Verdun, district de Montréal, demanderesse vs WILLIAM DOUGLAS GORE, adresse inconnue, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un morceau de terrain situé dans la paroisse de St-Calixte, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro vingt-huit B du sixième rang (P. N° 28B-6th R) du canton de Kilkenny, conformément aux plan cadastral et livre de renvoi officiels d'une partie dudit canton mesurant cent vingt pieds de largeur par cent-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné du côté est par un chemin privé de trente pieds de largeur, du côté sud par un autre chemin privé de dix pieds de largeur, à l'arrière, du côté ouest par le vendeur et du côté nord par M. Peter Rockbrown, sans bâtisse."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Calixte de Kilkenny, le MERCREDI, VINGT-SEPTIÈME jour d'AOÛT 1958, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, ce 21 juillet 1958. 48254-30-2-o

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 421,111. { MRS. MARGARET ROCKBROWN, clerk, wife contractually separate as to property of William Douglas Gore, 130, 31st Avenue, Verdun, District of Montreal, plaintiff, vs WILLIAM DOUGLAS GORE, address unknow, defendant.

As belonging to the defendant:

"A piece of land situate in the parish of St-Calixte, known and designated as being a part of the lot number twenty-eight B of the sixth range (P. No. 28B-6th R) of the township of Kilkenny, according to the official cadastral plan and book of reference of a part of the said township, measuring one hundred and twenty feet wide by one hundred and twenty feet deep, English measure and more or less, bounded on the east, side by a private road of thirty feet large, on the south side by an another private road of ten feet large, in rear on the west side by the vendor and on the north side, by Mr. Peter Rockbrown without building."

To be sold at the parochial church door of St. Calixte de Kilkenny, WEDNESDAY AUGUST TWENTY-SEVENTH, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff of Joliette.
Joliette, July 21, 1958. 48254-30-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, N° 17 920. { HENRI COUTURE, bourgeois, des cité et district de Montréal, tant personnellement que pour autoriser son épouse ci-après désignée et DAME ALMA BELHUMEUR, épouse séparée de biens dudit Henri Couture, des mêmes lieux et district, demandeurs, vs ROBERT E. COUTURE, cultivateur, du canton de Magog, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

"Cette certaine terre connue et désignée comme étant les lots numéros seize-D, contenant quatre-vingt-douze acres, seize-C, contenant un acre et dix-sept-A, contenant cent soixante et onze acres de terre, tous dans le douzième rang du canton de Magog, ci-devant Hatley, avec bâtisses dessus. Il faut excepter dudit lot dix-sept-A, cette partie vendue au Gouvernement de la Province de Québec, pour l'élargissement ou le redressement de la route. Sujet à la servitude de passage en faveur de The Southern Canada Power pour sa ligne de transmission électrique.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Patrice de Magog, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
ce 9 août 1958. 48372-33-2-o

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Francis

Superior Court, No. 17 920. { HENRI COUTURE, burgess, of the city and district of Montreal, as much personally than to authorize his wife hereafter designated, and DAME ALMA BELHUMEUR, wife separate as to property of the said Henri Couture, of the same place and district, plaintiffs, vs ROBERT E. COUTURE, farmer of the township of Magog, district of St-Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:

"That certain piece of land known and designated as being the lots numbers sixteen-D, containing ninety-two acres, sixteen-C, containing one acre and seventeen-A containing one hundred and seventy-one acres of land, all in the twelfth range of the township of Magog, formerly Hatley, with buildings thereon. To except from the said lot seventeen-A, that part sold to the Government of the Province of Quebec for the enlarging or the straightening of the road. Subject to the servitude of way in favour of The Southern Canada Power for its line of electric transmission."

To be sold at the door of the parochial church of St-Patrice de Magog, the SEVENTEENTH day of September 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
this 9th of August 1958. 48372-33-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 18897. { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs ALCIDE PAILLÉ, de St-Léon le Grand, district de Trois-Rivières, P.Q., défendeur.

"1° Une terre située en la paroisse de St-Léon, connue et désignée comme étant le lot numéro cent dix-neuf (119) du cadastre officiel pour ladite paroisse de St-Léon; à distraire de ladite terre une lisière de terrain longeant la ligne qu'il y a entre les lots Nos. cent quatorze (114) et cent dix-neuf (119) dudit cadastre et comprenant une largeur de terre de soixante-et-un pieds (61′) à la ligne qu'il pourrait y avoir à vingt pieds (20′) au sud d'une grange construite sur le lot numéro cent vingt (120) du même cadastre et delà en allant en rétrécissant sur une profondeur de deux cent trente-deux pieds (232′), là où il n'y aura qu'une largeur de trente-deux pieds (32′); avec toutes les constructions érigées sur ladite terre, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement situé au village de la paroisse de St-Léon, au sud-ouest du chemin du Grand Rang, connu et désigné comme étant la très grande partie du lot numéro cent vingt-et-un (121) et une petite partie du lot numéro cent vingt (P. 120) du cadastre officiel pour ladite paroisse de St-Léon; mesurant soixante-quatre pieds (64′) de largeur en front, allant en rétrécissant graduellement de manière à n'avoir que soixante pieds (60′) de largeur en profondeur, sur une profondeur de cent quatre-vingt-dix pieds (190′) le tout de mesure anglaise; — borné en front, par le chemin public, d'un côté, vers le nord, par le terrain de M. Henry Lajoie, de l'autre côté, vers le sud, par le terrain de M. Maurice Gélinas, et en profondeur, par la terre ci-dessus désignée au paragraphe précédent; avec la maison et toutes les autres constructions qui y sont érigées, circonstances et dépendances.

Sujet ledit lot numéro cent dix-neuf (119) à une servitude de "souffrir le passage de l'aqueduc qu'il y a", tel que mentionné dans une vente par M. Joseph St-Louis, à M. Alcide Paillé, enregistrée sous le N° 40641.

Sujet lesdits lots numéros cent dix-neuf (119) et cent vingt-et-un (121) à une servitude d'égout en faveur de la Corporation Municipale de la paroisse de St-Léon, consentie par ledit Monsieur Alcide Paillé, suivant acte enregistré sous le N° 60774."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Léon, MERCREDI, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil neuf cent cinquante-huit, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MERCIER & PELLERIN.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières,
le 9 août 1958.

48370-33-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 18897. { THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs ALCIDE PAILLÉ, of St. Léon le Grand, district of Trois-Rivières, P.Q., defendant.

"1. A farm situated in the parish of St. Léon, known and designated as being lot number one hundred and nineteen (119) of the official cadastre for the said parish of St. Léon; to be excluded from the said farm, a strip of land bordering the line that exists between lots Nos. one hundred and fourteen (114) and one hundred and nineteen (119) of the said cadastre and comprising a length of land of sixty-one feet (61′) from the line that may exist at twenty feet (20′) south of a barn erected on lot number one hundred and twenty (120) of the same cadastre and thence narrowing down along a depth of two hundred and thirty-two feet (232′), where there would be a width of but thirty-two feet (32′); with all the structures erected on said farm, circumstances and dependencies.

2. An emplacement situated in the village of the parish of St. Léon, southwest of the Grand Rang Road, known and designated as being the very large part of lot number one hundred and twenty-one (121) and a small part of lot number one hundred and twenty (P. 120) of the official cadastre for said parish of St. Léon; measuring sixty-four feet (64′) wide in front, narrowing down gradually to sixty feet (60′) wide in depth by a depth of one hundred and ninety feet (190′) all of which in English measure; — bounded in front, by the public highway, on one side, northerly, by the land of Mr. Henry Lajoie, on the other side, southerly, by the land of Mr. Maurice Gélinas, and in depth, by the farm hereinabove designated in the preceeding paragraph; with the house and all other structures thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject, said lot number one hundred and nineteen (119), to a servitude "allowing the the right-of-way to the existing waterworks system", as mentioned in a sale by Mr. Joseph St-Louis, to Mr. Alcide Paillé, registered under No. 40641.

Subject, the said lots number one hundred and nineteen (119) and one hundred and twenty-one (121), to a sewage servitude in favour of the Municipal Corporation of the parish of St. Léon, granted by the said Mr. Alcide Paillé, according to registered deed No. 60774."

To be sold at the door of the parochial church of St. Léon, WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and fifty-eight, at THREE o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières,
August 9, 1958.

48370-33-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 33

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2705

Réception des annonces 2705

AVIS DIVERS:

Chez Ernest (1958) Inc. (Directeurs) ... 2752
Goldore Development Limited (Dist. de l'actif) 2752
Hillsdale Golf and Country Club Inc. (Directeurs) 2751
Hôpital Général LaSalle & LaSalle General Hospital (Directeurs) 2751
Hunter Douglas Ltd (Directeurs) 2753
J. L. Demers Ltée (Directeurs) 2754
La Cie Nationale de Pétrole Ltée — National Petroleum Ltd (Directeurs) 2752
La Scierie Boucher Ltée (Directeurs) .. 2753
Le Patronage St-Charles Inc. (Règlement) 2753
Syndicat Coopératif d'Habitation de Matane (Fondation) 2752
The Royal Quebec Golf Club (Règlement) 2753

CHARTES — ABANDON DE:

Dorval Properties Ltd 2754
Drummond Cafe Inc. 2754
H. L. Garand & Cie Ltée 2754

CURATELLE PUBLIQUE:

Corak, succession Louis 2755
Saroka alias Soroka, succession Pauline, veuve de Bill William 2755

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Boucherville 2755
Nicolet, ville 2755

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

St-Bruno, paroisse 2756
St-Germain de Rimouski, paroisse 2756

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Camionnage, Ile de Montréal (Modification) 2736
Confection, hommes et garçons, Province (Modification) 2737
Convention collective du travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet (Extension) 2738

VOIRIE:

Entretien de certaines routes discontinué 2756

EXAMEN DU BARREAU:

Saguenay, étude 2756

Index of the Quebec Official Gazette, No. 33

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2705

Receipt of advertising copies 2705

MISCELLANEOUS NOTICES:

Chez Ernest (1958) Inc (Directors) 2752
Goldore Development Limited (Dist. of assets) 2752
Hillsdale Golf and Country Club Inc. (Directors) 2751
Hôpital Général LaSalle & LaSalle General Hospital (Directors) 2751
Hunter Douglas Ltd (Directors) 2753
J. L. Demers Ltée (Directors) 2754
La Cie Nationale de Pétrole Ltée — National Petoleum Ltd (Directors) .. 2752
La Scierie Boucher Ltée (Directors) 2753
Le Patronage St-Charles Inc. (By-Law) 2753
Syndicat Coopératif d'Habitation de Matane (Foundation) 2752
The Royal Quebec Golf Club (By-Law) 2753

CHARTERS — SURRENDER OF:

Dorval Properties Ltd 2754
Drummond Cafe Inc. 2754
H. L. Garand & Cie Ltée 2754

PUBLIC CURATORSHIP:

Corak, estate Louis 2755
Saroka alias Soroka, estate Pauline, widow of Bill William 2755

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Boucherville 2755
Nicolet, town 2755

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

St-Bruno, parish 2756
St-Germain de Rimouski, parish 2756

LABOUR:
Industry or Trades of:

Cartage, Island of Montreal (Amendment) 2736
Men's and Boys' Clothing, Province (Amendment) 2737
Collective Labour Agreement relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet (Extension) 2738

ROADS:

Maintenance of certain roads, discontinued 2756

BAR EXAMINATION:

Saguenay, study 2756

LETTRES PATENTES:

Adola Sales and Distributing Inc..... 2706
Aeterna Construction Limited — Aeterna Construction Limitée..... 2707
Appartements du Jardin Ltée — Garden Appartments Ltd..... 2707
Atlas Industrial Products Ltd..... 2707
Barry Investments Corp..... 2708
C. & H. Realty Co. Ltd..... 2708
Collard et Frères Limitée..... 2709
Construction Val Joli Inc..... 2709
Conway Realties Ltd..... 2709
Coquette Inc..... 2710
Daytona Motor Corporation..... 2710
Développement Val Joli Inc..... 2710
Ellendale Converters Corp..... 2711
Ernest Crépeault Inc..... 2711
Esdee Development Co..... 2711
Facella Investments Corporation..... 2712
Facile Construction Inc..... 2712
Federated Holding Co. Ltd..... 2712
Forar Tools & Drilling Co. Ltd..... 2713
Fournier Motors Inc..... 2713
Fugère Automobile Limitée..... 2713
Gatineau Sled Dog Club..... 2714
Hector Lavigne & Fils Inc..... 2714
Henri Gignac Construction Inc..... 2714
Hochelaga Matériaux Construction et Machineries Limitée..... 2715
Hôpital Général de l'Assomption..... 2715
Howmark Corp. Ltd..... 2715
Irving's Restaurant & Delicatessen Inc. 2716
J. M. Blanchette Ltée..... 2716
Jos. Vallée & Fils Ltée — Jos. Vallée & Sons Ltd..... 2716
J. P. Bédard Inc..... 2717
Kahionha Yatch Club Inc. 2717
Konigsberg Produce Inc..... 2718
La Construction Moderne (Mont-Laurier) Ltée..... 2718
Lake Pine Rouge Development Company..... 2718
Laurentide Chemicals Inc..... 2719
Laurentide Mushroom Limited..... 2719
La Zénith, Compagnie d'Assurances Générales — The Zenith General Insurance Company..... 2719
Le Jeune Commerce de St-Ubald..... 2720
Léopold-Candler Associates Ltd..... 2720
Les Éditions Initiatives, Compagnie Limitée..... 2720
Les Immeubles du Lac René Incorporée. 2721
Lightning Service Éclair Inc..... 2721
L'Oeuvre des Terrains de Jeux et Loisirs de Farnham Inc.— The Farnham Playgrounds and Recreation Society Inc..... 2722
Loret Enterprises Ltd..... 2722
Louise Antell Inc..... 2722
Louis U. Wiseman Foundation..... 2723
Luxor Investment Corp..... 2723
Marché Gravel Ltée..... 2723
Metropole Motors Ltd..... 2724
Millerand Typewriter Co..... 2724
Moab Investments Limited..... 2724
Montreal Merchandising Co. Ltd..... 2725
Nepol Development Corp..... 2725
Optical Sound Recording Limited..... 2725
Perth Investments (Quebec) Limited.. 2726
Placements Kennébec Inc..... 2726
Place Ville Marie Leasing and Management Corporation..... 2726
Provost & Provost Ltd..... 2727
Raymond Ménard Ltée..... 2727
Record Fur Co. Ltd..... 2727
Rhon-Paul Realties Inc..... 2728
Rockhaven Investment Corporation... 2728

LETTERS PATENT:

Adola Sales and Distributing Inc..... 2706
Aeterna Construction Limited — Aeterna Construction Limitée..... 2707
Appartements du Jardin Ltée — Garden Appartments Ltd..... 2707
Atlas Industrial Products Ltd..... 2707
Barry Investments Corp..... 2708
C. & H. Realty Co. Ltd..... 2708
Collard et Frères Limitée..... 2709
Construction Val Joli Inc..... 2709
Conway Realties Ltd..... 2709
Coquette Inc..... 2710
Daytona Motor Corporation..... 2710
Développement Val Joli Inc..... 2710
Ellendale Converters Corp..... 2711
Ernest Crépeault Inc..... 2711
Esdee Development Co..... 2711
Facella Investments Corporation..... 2712
Facile Construction Inc..... 2712
Federated Holding Co. Ltd..... 2712
Forar Tools & Drilling Co. Ltd..... 2713
Fournier Motors Inc..... 2713
Fugère Automobile Limitée..... 2713
Gatineau Sled Dog Club..... 2714
Hector Lavigne & Fils Inc..... 2714
Henri Gignac Construction Inc..... 2714
Hochelaga Matériaux Construction et Machineries Limitée..... 2715
Hôpital Général de l'Assomption..... 2715
Howmark Corp. Ltd..... 2715
Irving's Restaurant & Delicatessen Inc. 2716
J. M. Blanchette Ltée..... 2716
Jos. Vallée & Fils Ltée — Jos. Vallée & Sons Ltd..... 2716
J. P. Bédard Inc..... 2717
Kahionha Yatch Club Inc. 2717
Konigsberg Produce Inc..... 2718
La Construction Moderne (Mont-Laurier) Ltée..... 2718
Lake Pine Rouge Development Company..... 2718
Laurentide Chemicals Inc..... 2719
Laurentide Mushroom Limited..... 2719
La Zénith, Compagnie d'Assurances Générales — The Zenith General Insurance Company..... 2719
Le Jeune Commerce de St-Ubald..... 2720
Léopold-Candler Associates Ltd..... 2720
Les Éditions Initiatives, Compagnie Limitée..... 2720
Les Immeubles du Lac René Incorporée. 2721
Lightning Service Éclair Inc..... 2721
L'Oeuvre des Terrains de Jeux et Loisirs de Farnham Inc.— The Farnham Playgrounds and Recreation Society Inc..... 2722
Loret Enterprises Ltd..... 2722
Louise Antell Inc..... 2722
Louis U. Wiseman Foundation..... 2723
Luxor Investment Corp..... 2723
Marché Gravel Ltée..... 2723
Metropole Motors Ltd..... 2724
Millerand Typewriter Co..... 2724
Moab Investments Limited..... 2724
Montreal Merchandising Co. Ltd..... 2725
Nepol Development Corp..... 2725
Optical Sound Recording Limited..... 2725
Perth Investments (Quebec) Limited.. 2726
Placements Kennébec Inc..... 2726
Place Ville Marie Leasing and Management Corporation..... 2726
Provost & Provost Ltd..... 2727
Raymond Ménard Ltée..... 2727
Record Fur Co. Ltd..... 2727
Rhon-Paul Realties Inc..... 2728
Rockhaven Investment Corporation... 2728

Ruper Corporation 2728
Schuchmann Holding Corporation..... 2729
Sept-Iles Express Inc..... 2729
Service Station Specialties Ltd. (S.S.S.) — Spécialités de Stations de Serices Ltée (S.S.S.)..... 2729
Sound Finance and Investment Limited 2730
Sound Holdings Inc..... 2730
St-Catherine Lumber Ltd..... 2730
Taverne Rachel Limitée..... 2731
Tremont Ltd..... 2731
Val des Sables Ltée..... 2731
Valley Auto Inc..... 2732
Van-Green Investments Inc..... 2732
Vézina Automobiles Ltée..... 2732
Westmere Estates Inc. — Domaine Westmere Inc..... 2733
Wiseman-Lefco Furs Inc..... 2733

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Agences Calamo Inc.— Calamo Agencies Inc..... 2733
Barnat Mines Ltd. (No Personal Liability)..... 2734
Electronic Industries Corporation... 2734
Ferox Coatings Inc..... 2734
Mount Royal Property Corporation... 2734
Papeterie Lauzier Ltée — Lauzier Paper Ltd..... 2735
Provost Cartage Inc..... 2735
Redbrooke Estates Ltd..... 2735
Villeray Home Construction Co..... 2735

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham..... 2757
La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély..... 2758
La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de Ham-Nord.... 2758
La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de St-Venant-de-Hereford..... 2759
La Maisonneuve, Compagnie d'Assurances Générales — The Maisonneuve General Insurance Company.... 2757
La Mont-Royal Compagnie d'Assurances Générales..... 2757

NOMINATIONS:

Conseils en loi de la Reine..... 2759

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché:

Le plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait nature du marché de Montréal..... 2759

SIÈGES SOCIAUX:

Carbola Chemical Products Limited *et al*..... 2764
Charms Company *et al*..... 2765
Crédit Anglo-Français Inc..... 2763
Crédit Canadien Inc..... 2763
Leopold-Candler Associates Ltd..... 2763
Perth Investments (Quebec) Limited.. 2764
The Broaks Oil Company *et al*..... 2764

Ruper Corporation 2728
Schuchmann Holding Corporation..... 2729
Sept-Iles Express Inc..... 2729
Service Station Specialties Ltd. (S.S.S.) — Spécialités de Stations de Serices Ltée (S.S.S.)..... 2729
Sound Finance and Investment Limited 2730
Sound Holdings Inc..... 2730
St-Catherine Lumber Ltd..... 2730
Taverne Rachel Limitée..... 2731
Tremont Ltd..... 2731
Val des Sables Ltée..... 2731
Valley Auto Inc..... 2732
Van-Green Investments Inc..... 2732
Vézina Automobiles Ltée..... 2732
Westmere Estates Inc. — Domaine Westmere Inc..... 2733
Wiseman-Lefco Furs Inc..... 2733

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Agences Calamo Inc.— Calamo Agencies Inc..... 2733
Barnat Mines Ltd. (No Personal Liability)..... 2734
Electronic Industries Corporation... 2734
Ferox Coatings Inc..... 2734
Mount Royal Property Corporation... 2734
Papeterie Lauzier Ltée — Lauzier Paper Ltd..... 2735
Provost Cartage Inc..... 2735
Redbrooke Estates Ltd..... 2735
Villeray Home Construction Co..... 2735

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham..... 2757
La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély..... 2758
La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de Ham-Nord 2758
La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de St-Venant-de-Hereford..... 2759
La Maisonneuve, Compagnie d'Assurances Générales — The Maisonneuve General Insurance Company..... 2757
La Mont-Royal Compagnie d'Assurances Générales..... 2757

APPOINTMENTS:

Queen's Counsel..... 2759

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:

Notice of sanction of joint marketing plan:

The Montreal Whole Milk Producers-Suppliers' Plan..... 2759

HEAD OFFICES:

Carbola Chemical Products Limited *et al*..... 2764
Charms Company *et al*..... 2765
Crédit Anglo-Français Inc..... 2763
Crédit Canadien Inc..... 2763
Leopold-Candler Associates Ltd..... 2763
Perth Investments (Quebec) Limited.. 2764
The Broaks Oil Company *et al*..... 2764

SOUMISSIONS:

Cowansville, ville 2770
L'Assomption, ville 2774
Les Écoles, comm. scolaire 2772
Mansfield, comm. scolaire 2773
Notre-Dame des Laurentides, comm. scolaire 2768
Rimouski, ville, comm. scolaire 2765
Ste-Cécile-de-Masham, comm. scolaire. 2769
Villeroy, comm. scolaire 2767

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Létourneau, Édouard 2776

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Asselin vs Gilbert 2776
L'Office du crédit agricole du Québec vs Dufour 2777

BONAVENTURE:

J. L. Thériault & Sons Ltd vs Pitre ... 2777

CHICOUTIMI:

La Banque Canadienne Nationale vs Guy 2778

GASPÉ:

Lemire vs Fournier 2778

JOLIETTE:

Rockbrown vs Gore 2779

SAINT-FRANÇOIS:

Couture vs Couture 2779

TROIS-RIVIÈRES:

La Banque Provinciale du Canada vs Paillé 2780

TENDERS:

Cowansville, town 2770
L'Assomption, town 2774
Les Écores, school comm. 2772
Mansfield, school comm. 2773
Notre-Dame des Laurentides, school comm. 2768
Rimouski, town, school comm. 2765
Ste-Cécile-de-Masham, school comm. ... 2769
Villeroy, school comm. 2767

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Létourneau, Édouard 2776

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Asselin vs Gilbert 2776
Quebec Farm Credit Bureau vs Dufour 2777

BONAVENTURE:

J. L. Thériault & Sons Ltd vs Pitre 2777

CHICOUTIMI:

La Banque Canadienne Nationale vs Guy 2778

GASPÉ:

Lemire vs Fournier 2778

JOLIETTE:

Rockbrown vs Gore 2779

ST. FRANCIS:

Couture vs Couture 2779

TROIS-RIVIÈRES:

La Banque Provinciale du Canada vs Paillé 2780

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.